



# RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2017





# RAPPORT FINANCIER ANNUEL au 31 décembre 2017



Société Anonyme au capital de 1 373 248,08€  
Siège social : 1 Rue Jacqueline Auriol, 35235 Thorigné-Fouillard  
477 840 441 RCS RENNES  
Legal Entity Identifier : 969500SCFBLZQTVIG483



## I N T R O D U C T I O N

Kerlink se distingue en France et dans le monde par la grande qualité de son savoir-faire et ses compétences multi-technologiques.

Le Groupe propose ses solutions sur le marché de l'Internet des Objets. Sa vocation est d'offrir à ses clients, opérateurs publics et opérateurs privés, des solutions réseaux (équipements, logiciels et services).

Avide de changements et de nouveaux défis dans un monde en perpétuelle évolution, le Groupe se positionne comme le référent mondial en matière de fournitures d'équipements et de services permettant le déploiement des réseaux IoT.

Recruteur de talents, le Groupe met un point d'honneur à préserver ses valeurs au coeur de son ADN et rassemble ses collaborateurs autour d'axes constants d'excellence.

Cette année 2017 restera marquée par le succès de l'augmentation de capital, de nouveaux succès commerciaux, et l'ouverture de nouvelles filiales. L'évolution de la gouvernance et la mise en place d'une nouvelle organisation ont pour objectif de soutenir la pérennité de l'entreprise et de construire le Kerlink de demain.

# TABLE DES MATIERES

Introduction	4
A la rencontre de William Gouesbet	6
Dates clés	7
2017 En images	8
Profil & gouvernance	18
Zoom sur Robert Clapham	30
Présentation des filiales et leurs Vice-Présidents	32
Interview croisée de talents	37
Responsabilité Sociétale & Environnementale	39
Chiffres repères	40
Rapport de gestion	43
Fais marquants de 2017	46
Rapport sur le gouvernement d'entreprise	54
Etats financiers	66
Rapport des commissaires aux comptes	116
Comptes sociaux en norme française	122
Attestation de la personne responsable	152
Renseignements à caractère général	154





# A LA RENCONTRE DE WILLIAM GOUESBET

PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL, GROUPE KERLINK

## **William GOUESBET, qui êtes vous?**

Je suis avant tout un dirigeant-entrepreneur passionné, impliqué sans relâche dans l'entreprise Kerlink depuis sa création en 2004, entouré d'une équipe ambitieuse et très professionnelle et donc enthousiaste à l'idée de poursuivre en 2018 le développement de ce beau projet !

## **Quel est votre ressenti à l'égard de l'année écoulée?**

Après une année 2016 marqué par l'introduction en bourse de Kerlink, l'année 2017 restera, pour moi, comme une année ayant confirmé la confiance de nos parties prenantes dans le projet d'entreprise que nous portons. Je pense en particulier à la confiance de nos clients, matérialisée par de nouveaux succès commerciaux et à la confiance des marchés financiers, réaffirmée par notre augmentation de capital couronnée de succès en avril.

2017 aura été également une année de forte structuration : extension de l'offre produits et services, renforcement de l'empreinte internationale, développement de partenariats industriels, mise en place d'une nouvelle organisation interne... Je suis très satisfait des défis relevés collectivement et des résultats obtenus.

## **Quels moyens avez-vous mis en place?**

Notre croissance s'appuie sur la reconnaissance de Kerlink comme une société proche de ses clients internationaux et comme un acteur technologique précurseur et flexible, favorisant le développement des écosystèmes IoT. La forte croissance de Kerlink s'appuie avant tout sur des moyens humains : des hommes et des femmes animés d'un fort sens du client et qui mettent chaque jour leur expertise technique, leur capacité d'innovation, leur énergie et leur enthousiasme au service des partenaires de la société. Ces hommes et ces femmes, multiculturels, partagent les valeurs clés de l'entreprise comme socle de

leur collaboration : encourager l'esprit d'entreprise, favoriser l'échange et la communication, entretenir notre créativité et notre innovation, rechercher constamment l'excellence.

Nos performances actuelles sont bien évidemment également supportées par un investissement constant en Recherche & Développement, qui nous permet de proposer continuellement à nos clients des solutions IoT innovantes, fiables, performantes, évolutives et écoénergétiques.

## **Quid de la stratégie du Groupe?**

Notre stratégie, déclinée dans un contexte de commerce international, est de continuer à monter dans la chaîne de valeur de l'IoT, en permettant à nos clients et partenaires de connecter un éventail croissant et diversifié d'équipements, d'accélérer la conception d'applications en proposant des services à valeur ajoutée dans divers segments verticaux, et de soutenir des modèles commerciaux innovants pour capturer toujours plus de valeur.

## **Vos attentes pour 2018?**

Plus que jamais, nous sommes bien positionnés non seulement pour anticiper et innover sur le marché, mais également pour en être leader. Nous anticipons donc à nouveau une forte croissance en 2018. Cette année sera, j'en suis convaincu, aussi riche en événements que l'exercice précédent.



# DATES CLÉS

**JUIL**  
2004

Création de Kerlink, avec pour ambition d'en faire un spécialiste de la communication machine to machine (M2M).

**AVR**  
2006

Lancement de Wanesy, une plateforme logicielle de supervision et de télémaintenance permettant de gérer des équipements distants (device management).

**ÉTÉ**  
2007

Lancement sur le marché de l'autopartage avec des produits embarqués de la gamme Wirma

**AVR**  
2008

Première levée de fonds de 650 000 d'euros auprès d'investisseurs du Grand Ouest de la France.

**FEV**  
2010

3 000 wagons sont équipés par Kerlink et Edifret (aujourd'hui Itnovem.), de la balise GPS Wirtrack Outdoor, suite à la signature d'un contrat en 2008.

**JUIL**  
2012

Diversification du portefeuille d'offres avec l'introduction d'une gamme de produits dédiés aux applications pour le marché de la télémétrie et du smart grid.

**MAI**  
2013

Seconde levée de fonds à hauteur d'1,5 millions d'euros pour financer la forte croissance.

**JAN**  
2014

Lancement de la Wirnet™ Station, première station LoRaWAN™ au monde, lors du CES de Las Vegas, déclinée pour différentes zones géographiques.

**FEV**  
2014

Kerlink retenue par GrDF dans le cadre de l'appel d'offre du système de télérelève des compteurs communicants Gazpar.

**JAN**  
2015

Kerlink est co-fondateur de l'Alliance LoRa®. Depuis, Kerlink siège à son Comité de direction et contribue activement à chacun de ses comités opérationnels.

**DEC**  
2015

Lancement de la gamme de stations modulaire LoRaWAN™ de qualité opérateur, Wirnet™ iBTS et Wirnet™ iBTS Compact, disponibles dans différentes fréquences d'usage.

Entrée en bourse sur le marché Euronext Growth et augmentation de capital de 13,2M€.

**MAI**  
2016

Dépôt du 8ème brevet international.

**JUIL**  
2016

Certification ISO 9001-2008 obtenue pour la conception, le développement et le processus de vente des solutions réseaux pour l'Internet des Objets.

**OCT**  
2016

Ouverture de la filiale à Singapour.

**NOV**  
2016

Ouverture de la filiale aux États-Unis, à Chicago.

**JAN**  
2017

Annonce d'un contrat avec Tata Communications pour le déploiement du plus grand réseau LoRaWAN™ au monde.

**MARS**  
2017

Deuxième opération boursière : augmentation de capital de plus de 20 millions d'euros (avec maintien du droit préférentiel de souscription)

**AVR**  
2017

Ouverture de la filiale en Inde, à Chennai.

**SEPT**  
2017

Entrée dans l'indice EnterNext PEA-PME 150.

**OCT**  
2017

Annonce d'une représentation commerciale au Japon.

**NOV**  
2017

Renouvellement de la Certification ISO selon la version de la norme 2015.

**DEC**  
2017

# 2017 EN IMAGES



1- ALLEMAGNE p10

2- CHINE p10

3- ESPAGNE p11

4- INDE p11

5- USA p12

6- TANZANIE p12

7- USA p13

8- FRANCE p13





p 14	PAYS BAS - 9
p 14	USA - 10
p 15	FRANCE - 11
p 15	LIBAN - 12
p 16	FRANCE - 13
p 16	USA - 14
p 17	INDE - 15
p 17	IRLANDE - 16



1.

### Berlin - ALLEMAGNE

Installation de la station Wirnet IBTS sur le toit de la « Berlin TV Tower », à plus de 250 mètres de hauteur.

2.

### Shenzhen - CHINE

Le « French Tech Tour » : deux semaines d'immersion intensives à Shenzhen pour les sociétés en quête d'opportunités et de développement sur le vaste territoire chinois.



3.

**Barcelone - ESPAGNE**

Participation à la 31<sup>ème</sup> édition du Mobile World Congress à Barcelone, rendez-vous incontournable des acteurs du marché de l'Internet des Objets.



4.

**Chennai - INDE**

Mise en place des lignes d'intégration et des bancs de test pour les modules / stations Wernet™ iBTS Kerlink, dans l'usine Flex Chennai (Inde).





5.

### Beaverton - USA

En fin d'année 2017, la LoRa Alliance™ a dépassé la barre représentative des 500 membres!

Kerlink est un des membres fondateur de l'Alliance.



6.

### Parc National - TANZANIE

Implantation de capteurs LoRaWAN™ dans une corne de rhinocéros, espèce en voie d'extinction sur le continent africain. Cet implant permet la géolocalisation de l'animal dans le Parc National.







### Philadelphie - USA

Présentation de la nouvelle solution de mise à jour et de configuration simultanées à distance des capteurs et équipements connectés à l'Internet des Objets, lors de la 8<sup>ème</sup> convention de l'Alliance LoRa™ qui s'est tenu à Philadelphie en juin 2017.



### Rennes - FRANCE

Robert CLAPHAM, Directeur Général Adjoint a reçu le 7<sup>ème</sup> prix Finance & Gestion de la DFCG Bretagne / Pays de la Loire. Le Trophée récompense un Directeur financier ou de contrôle de gestion pour la pertinence de ses méthodes de gestion et les résultats qu'elles lui ont permis d'atteindre, ainsi que les initiatives dynamiques et innovantes dans la mise en œuvre de concepts et d'outils de gestion modernes et performants dans son entreprise.





9.

#### Amsterdam - PAYS BAS

Stand Kerlink innovant sur le pavillon France lors des European Utility Week d'Amsterdam, salon dédié à l'électricité et Smart Grids. A l'honneur, la gamme de produits Winet™ Station.



10.

#### Côte Est - USA

Renforcement du réseau SENET couvrant la côte Est des Etats-Unis grâce à la Winet™ IBTS Compact de Kerlink.



## 11.

### Rennes - FRANCE

Distinction de la « meilleure croissance de chiffres d'affaires sur la période 2013/2016 parmi les sociétés cotées », pour la région ouest, du palmarès Deloitte / In Extenso Technology Fast 50 2017.

Le prix récompense les entreprises technologiques françaises en forte croissance, en se basant sur la progression des revenus au cours des quatre dernières années. Le chiffre d'affaires de Kerlink a augmenté de plus de 50% chaque année de 2013 à 2016.



## 12.

### Plaine de la Bekaa - LIBAN

Premier projet IoT LoRaWAN™ en partenariat avec LIBATEL, dédié à la smart agriculture au Liban : un réseau intelligent surveillant les conditions de croissance de l'un des vignobles les plus réputés du pays.





13.

### Paris - FRANCE

Distinction dans le prestigieux palmarès FORBES Futur 40 2017. Ce prix récompense les 40 PME et ETI non financières, éligibles au PEA-PME et cotées à Paris, qui ont démontré la plus forte croissance de leur chiffre d'affaires ces trois dernières années et dont le modèle d'affaires est innovant.

14.

### Chicago - USA

Création en janvier 2017 de la filiale KERLINK INC. pour les Amériques et nomination de Yannick Delibie au poste de Président et CEO de cette filiale.





## 15.

### Chennai - INDE

Rencontre avec les équipes techniques du sous-traitant Flex en Inde et les représentants de KERLINK SA. Cette collaboration s'inscrit notamment dans le cadre de l'exécution du contrat pour l'opérateur TATA COMMUNICATIONS



## 16.

### Dublin - IRLANDE

Déploiement du réseau « Pervasive Nation », dédié à la recherche sur l'Internet des Objets et reposant sur la technologie LoRaWAN™.



# PROFIL & GOUVERNANCE



# CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration valide la stratégie et la politique générale de l'entreprise, désigne les mandataires sociaux, approuve les investissements, contrôle la gestion et veille à la qualité de l'information fournie aux actionnaires. Le Conseil d'administration s'est réuni 12 fois au cours de l'exercice 2017.



## COMPOSITION



**William GUESBET**  
Président - Directeur Général  
Président du Conseil



**Yannick DELIBIE**  
Directeur Général Délégué  
Administrateur



**Christian QUEFFELEC**  
Administrateur



**Robert FRATI**  
Administrateur



**Stéphane SIMONCINI**  
Représentant de CM-CIC Innovation  
Administrateur



# DIRECTION GÉNÉRALE



**Robert CLAPHAM**

Directeur Général Adjoint Kerlink SA  
Directeur Kerlink Singapore LTD. PTE  
Directeur Kerlink IoT solutions India Private Ltd.  
Trésorier et Secrétaire Kerlink Inc.

**Yannick DELIBIE - Co-fondateur**

Directeur Général Délégué Kerlink SA  
Directeur Technologies & Innovation  
Président et CEO Kerlink Inc.  
Directeur Kerlink Singapore LTD. PTE

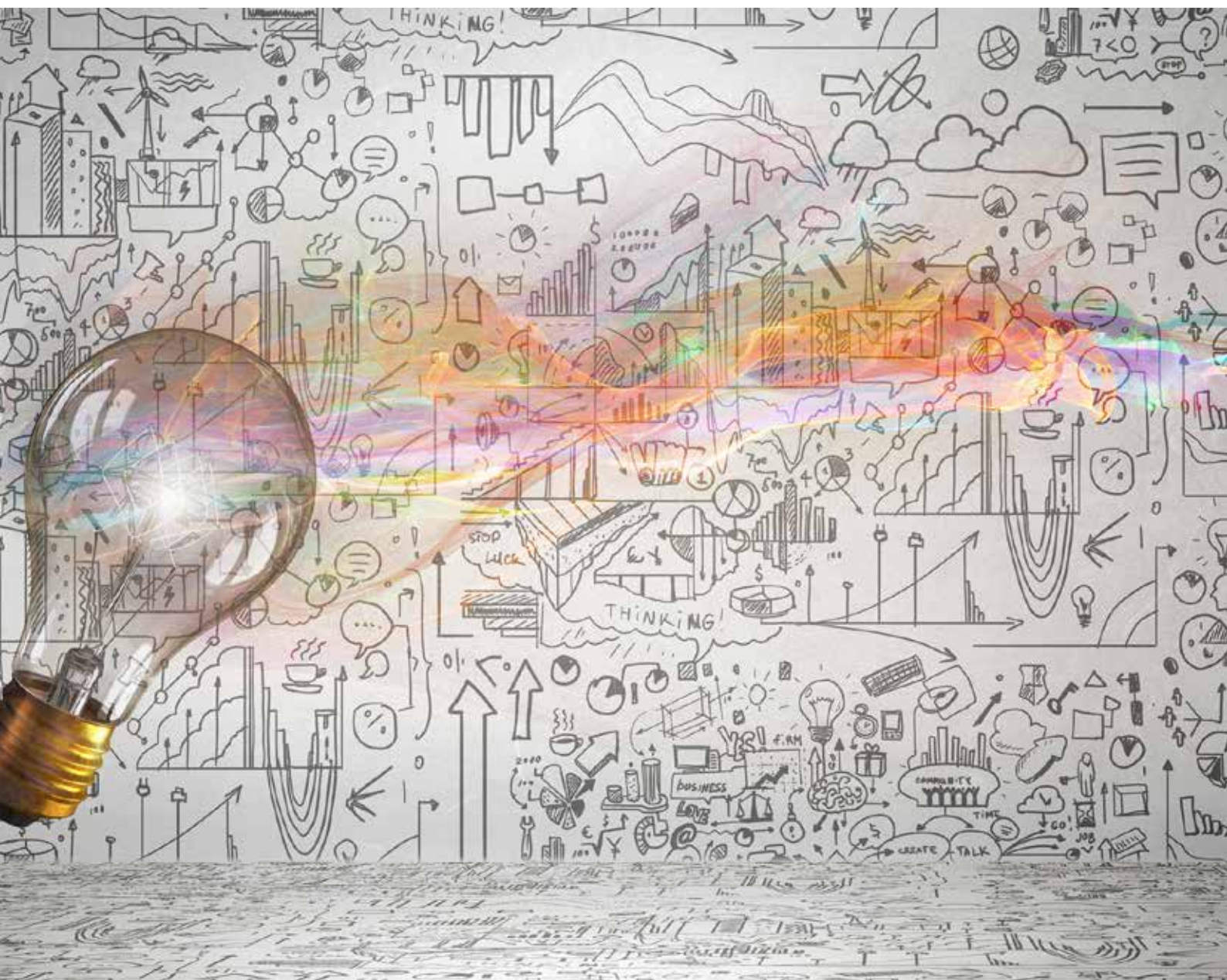
**William GOUESBET - Co-fondateur**

Président-Directeur Général Kerlink SA  
Directeur Kerlink Singapore LTD. PTE  
Directeur Kerlink Inc.  
Directeur Kerlink IoT solutions India Private Ltd.

La Direction Générale de Kerlink est composée de trois membres. William GOUESBET (Président - Directeur Général et Président du Conseil Stratégique Groupe) et Yannick DELIBIE (Directeur Général Délégué), tous deux co-fondateurs de l'entreprise en 2004, ont été rejoint récemment à la Direction Générale par Robert CLAPHAM, en tant que Directeur Général Adjoint et Président du Conseil Opérationnel Groupe.



# CONSEIL STRATÉGIQUE GROUPE



## MISSION:

# RÉFLÉCHIR À DEMAIN

Le Conseil Stratégique Groupe de Kerlink a pour vocation d'alimenter les réflexions du Conseil d'administration sur la stratégie, le positionnement et les métiers du Groupe, dans le but d'assurer sa pérennité et son développement à un horizon de trois à cinq ans, dans un marché et un environnement fluctuants.

Il consolide la vision du marché, réfléchit aux innovations technologiques futures, initie et conduit les éventuels projets de croissance externe et d'investissement susceptibles d'influencer l'activité.

Ses actions sont au cœur de l'ADN du Groupe : il assure la création de valeur, donne du sens et consolide la promotion des talents.

Les orientations stratégiques sont délibérées par des acteurs engagés, soucieux de maintenir

des avantages concurrentiels significatifs et durables.

L'ambition du Groupe est de développer un modèle stratégique déjà robuste, reposant sur cinq axes majeurs :

- assurer une croissance rentable et durable, associant ventes de services récurrents aux ventes de matériels d'infrastructures,

- renforcer la dynamique de développement à l'international sur les zones à forts investissements IoT,

- capitaliser sur des collaborateurs possédant une sensibilité à l'expérience client très développée,

- partager et préserver en interne des valeurs d'entreprise fortes, les communiquer en externe,

- creuser l'écart sur l'innovation et garder toujours un coup d'avance par rapport à la concurrence.

Le Groupe ne cesse en effet d'élargir ses gammes de produits et services, dans le but de toujours mieux répondre aux exigences de différenciation de ses clients.

L'innovation permanente et l'amélioration des solutions existantes font partie intégrante de la stratégie de croissance du Groupe. La dynamique de progression de l'activité et des résultats du Groupe illustre la solidité et la pertinence de ce modèle.

La Conseil Stratégique Groupe réunit ponctuellement des experts afin d'examiner l'opportunité des choix stratégiques envisagés.

## VALEURS

## MARCHÉ

## VISION

## DEVELOPPEMENT

## TALENTS

## TECHNOLOGIES

## CRÉATION

## PERENNITÉ

# COMPOSITION



**Stéphane DEJEAN**

Directeur Marketing et Communication

**William GOUESBET - Co-fondateur**

Président-Directeur Général Kerlink SA  
Directeur Général Kerlink Singapore LTD. PTE  
Directeur Kerlink Inc. USA  
Directeur Kerlink IoT Solutions India Private Ltd.

**Robert CLAPHAM**

Directeur Général Adjoint de Kerlink SA  
Directeur Kerlink Singapore LTD. PTE  
Trésorier et Secrétaire Kerlink Inc.  
Directeur Kerlink IoT Solutions India Private Ltd

**Yannick DELIBIE - Co-fondateur**

Directeur Général Délégué Kerlink SA  
Directeur Technologies & Innovation  
Directeur Kerlink Singapore LTD. PTE  
Président et CEO Kerlink Inc.

**Nathalie LIOUVILLE**

Directrice Ressources Humaines



# CONSEIL OPÉRATIONNEL GROUPE





## MISSION:

GÉRER LE  
QUOTIDIEN

Le Conseil Opérationnel Groupe de Kerlink prend la stratégie définie par le Conseil Stratégique Groupe pour point de départ de ses travaux en s'appuyant sur une capacité de réalisation efficiente, rapide et durable. Il décline les orientations décidées par le Conseil d'administration en une stratégie opérationnelle à un an, en déterminant la contribution et le déploiement dans le temps des ressources de l'entreprise, en France et à l'international.

Il fixe à chacun des objectifs opérationnels en lien avec la mise en œuvre de cette stratégie sur l'exercice.

Le Conseil Opérationnel Groupe se réunit une fois par mois pour examiner la gestion opérationnelle des Business Units et des filiales (opérations quotidiennes et plans d'actions), coordonner la conduite des projets, examiner, analyser et piloter les résultats financiers du Groupe. Il informe périodiquement la Direction Générale et le Conseil d'administration des performances économiques du Groupe.

Le Conseil Opérationnel Groupe de Kerlink, présidé par Robert Clapham, Directeur Général Adjoint, est composé des VP en charge des business Units de Kerlink SA, des VP en charge de chacune des filiales du Groupe et du Président Directeur Général du Groupe.



**Robert CLAPHAM**

Directeur Général Adjoint



**William GOUESBET**

Président - Directeur Général



**Arnaud BOULAY**

VP Kerlink Asia



**Marie LE BERRE**

VP Kerlink Infrastructure Solutions



**Carlos BRICENO**

VP Kerlink Americas



**Didier LARRIEU**

VP Kerlink Applications Services



**Girish DADHEECH**

VP Kerlink India

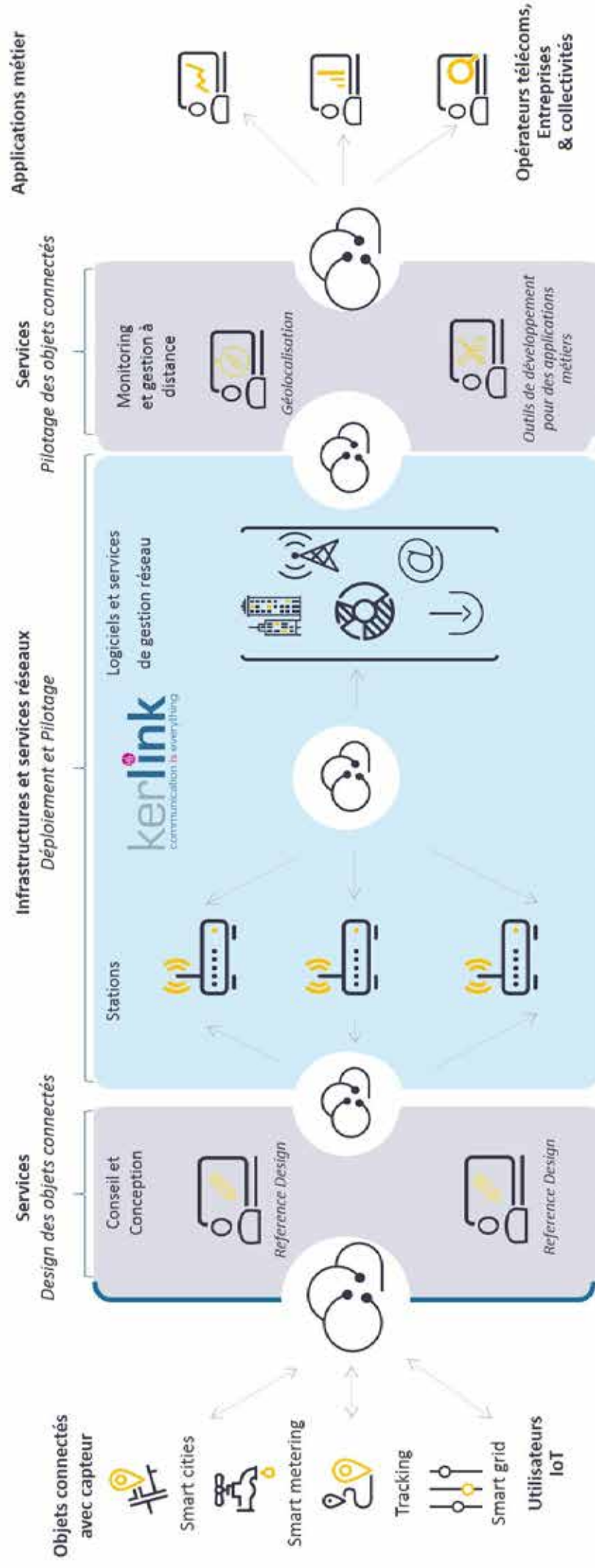


## MISSIONS DU GROUPE

Etre la référence internationale pour la fourniture d'**infrastructures et services réseaux** de haute qualité permettant à nos clients **opérateurs publics et privés** de déployer et d'opérer leurs offres de connectivité dédiées à l'IoT.

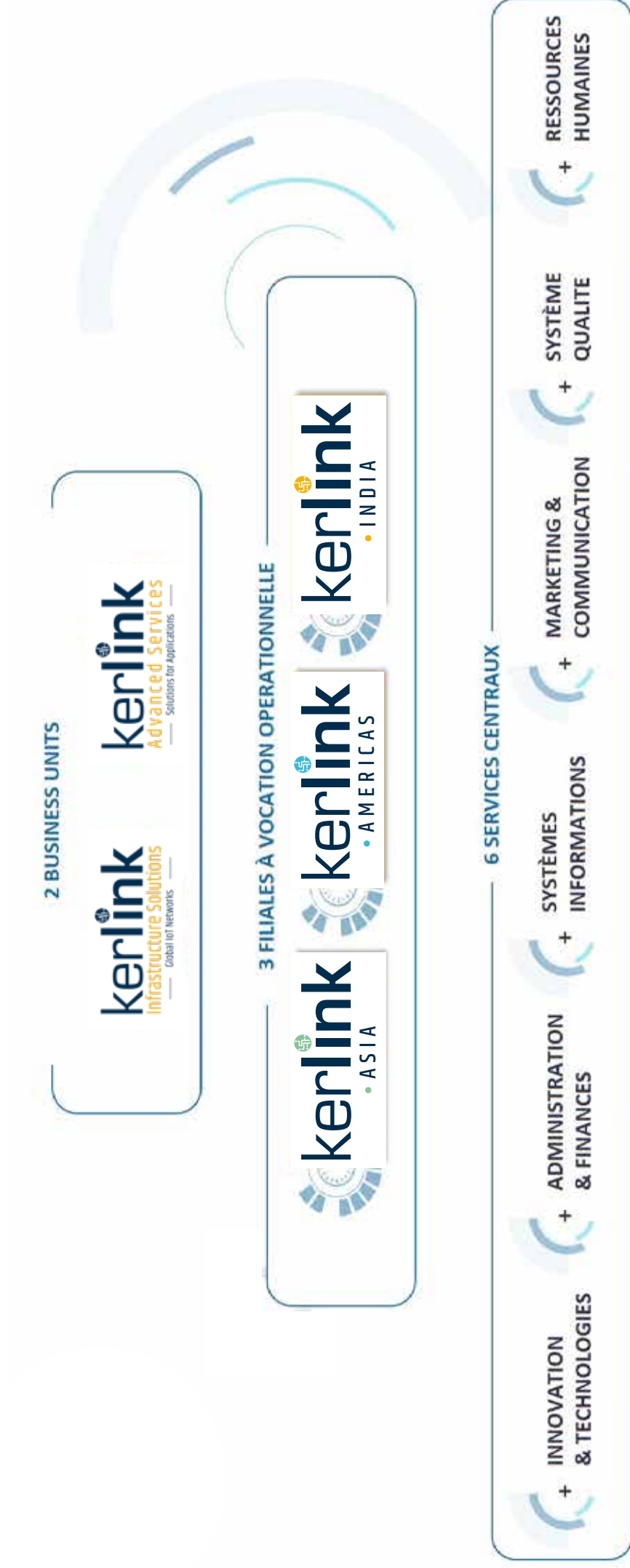
Etre le fournisseur privilégié de **solutions à valeur ajoutée** permettant à nos clients **développeurs d'applications métier** de concevoir rapidement et d'exploiter pleinement leur flotte d'objets connectés.

# LA COMBINAISON GAGNANTE : STATIONS ET SERVICES ASSOCIÉS





# NOUVELLE ORGANISATION AUTOUR DE 2 BUSINESS UNITS



# BUSINESS UNITS

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, mise en place d'un nouveau modèle stratégique qui s'articule autour de deux secteurs d'activités :



La Business Unit « Kerlink Infrastructure Solutions » permettra au Groupe de consolider et de développer sa position de référent international pour la fourniture d'infrastructures et de services réseaux de haute qualité permettant à ses clients opérateurs publics et privés de déployer et d'opérer leurs offres de connectivité dédiées à l'Internet des Objets

La Business Unit « Kerlink Advanced Services » a pour objectif stratégique d'imposer Kerlink aux premiers rangs des acteurs capables de proposer des solutions à valeur ajoutée qui permettent à ses clients développeurs d'applications métier de concevoir rapidement et d'exploiter pleinement leur flotte d'objets connectés (services de pilotage et de géolocalisation des objets connectés aux réseaux et offres de Reference Design).

# ZOOM SUR

Robert Clapham a rejoint Kerlink en septembre 2014 pour développer et gérer les opérations financières de l'entreprise, tout en recherchant des opportunités de croissance en Europe, aux États-Unis et en Asie-Pacifique.

Il a été promu au poste de directeur des opérations en septembre 2015 et est responsable de tous les aspects des fonctions achats, production, support et finance du Groupe puis nommé Directeur Général Adjoint le 1<sup>er</sup> Janvier 2018. Robert a occupé plusieurs postes de Directeur administratif & financier en France et à l'étranger pour des groupes tels que Eurofins Scientific, Armor Group et, plus récemment, Sapmer Group.

En tant que directeur financier de Sapmer, une importante entreprise de pêche française, Robert était responsable de la gestion financière d'une société cotée en bourse avec des ventes d'environ 100 millions d'euros, des sites dans trois pays et plus de 660 employés.

Il a soutenu la réorganisation internationale et la croissance de Sapmer en négociant avec les investisseurs, les banquiers et les gouvernements locaux pour faciliter l'expansion de l'entreprise dans d'autres pays.

Auparavant, il a exercé les fonctions de responsable de la consolidation et de l'audit interne du groupe Armor, société industrielle française spécialisée dans la chimie des encres et les techniques d'impression avec un chiffre d'affaires annuel de 200 millions d'euros, 20 sites dans 14 pays et plus de 1 750 collaborateurs.

Entre 2006 et 2010, Robert a occupé le poste de responsable consolidation du groupe Eurofins Scientific, une société internationale de sciences de la vie cotée en bourse qui fournit une gamme unique de services de tests analytiques à des clients de plusieurs secteurs.



ROBERT CLAPHAM - 41 ans

Directeur Général Adjoint  
de Kerlink SA



## Comment êtes-vous arrivé chez KERLINK?

**R.C.** Mon arrivée chez Kerlink ? Et bien on peut dire que c'était assez atypique comme recrutement. Lorsqu'on m'a présenté la société en 2014, sa situation, ses chiffres, c'était aux antipodes de ce que je recherchais ! Tout a basculé le jour où on m'a mis en relation avec William, une très belle rencontre que je ne suis pas prêt d'oublier. Il y a eu une incroyable authenticité dans notre échange, j'ai alors réalisé que ce que je souhaitais réellement dans ma quête de nouveaux défis, c'était de sentir que j'appartenais à un projet, de faire se développer une entreprise au potentiel indiscutable. C'est ainsi que l'aventure a commencé.

## Quelques mots sur votre parcours au sein du Groupe depuis votre intégration en 2014?

**R.C.** Lorsque j'ai intégré les équipes en septembre 2014, les efforts étaient focalisés sur la bonne exécution du contrat Gazpar (GRDF), gagné quelques temps auparavant. Il a fallu rapidement structurer et dynamiser les équipes, internaliser la comptabilité mais surtout trouver des solutions aux problématiques : Comment mettre à profit l'avance technologique de Kerlink ? Comment subvenir aux besoins de développement ? Les priorités se sont alors concentrées sur la préparation d'un tour de financement en ORA (Obligations Remboursables en Actions) en juin 2015 afin de financer et préparer l'introduction en bourse de la société en 2016. Les défis étaient de taille, j'ai pris des initiatives, cherché les ressources, trouvé des partenaires, bâtis des plans d'actions, et mis tous les moyens dont nous disposons pour atteindre ces objectifs. L'année suivante, on m'a proposé de prendre en charge la direction des opérations du Groupe. Quoi de plus exaltant après 18 années d'expériences dans les finances pures ! J'avais envie d'évoluer, c'était une très belle opportunité pour moi. Nous changions de dimension à cette période, j'ai donc naturellement accepté d'accompagner cette montée en puissance pour contribuer à écrire l'histoire.

## Quelles méthodes avez vous appliqué pour réaliser une telle croissance en seulement 3 ans ?

**R.C.** Je crois avoir réalisé un travail de fond, basé sur des exigences fortes dès le départ (les normes IFRS, le recrutement des bonnes personnes, au bon moment). J'avais parfaitement conscience que l'introduction en bourse était une aventure sur le long terme, pour laquelle il fallait donner le meilleur et se préparer à l'étape suivante rapidement. Nous avons par exemple une réelle volonté de conserver un temps d'avance, c'est pour cela que nous mettons tout en œuvre aujourd'hui afin d'être prêt à répondre aux obligations des sociétés cotées sur Euronext. Le parcours n'est pas simple, mais grâce à notre dynamique de groupe et tout le travail des équipes au quotidien, on obtient des résultats satisfaisants. Plus globalement sur l'ensemble des activités, j'ai cherché à sortir des sentiers battus, pour amener les collaborateurs Kerlink à se poser les bonnes questions et aller de l'avant. Une bonne structuration et une agilité permanente de l'organisation permettent de s'adapter à l'environnement et à l'activité grandissante. Je pense qu'il est nécessaire, lorsqu'on gère la partie opérationnelle d'une société, de retourner à l'essentiel, de « mettre les mains dans le cambouis » comme on dit. Quelle meilleure façon de se rendre compte des problématiques quotidiennes rencontrées par les équipes sur le terrain ?!

## En parallèle vous avez reçu le 7<sup>ème</sup> trophée DFCG Bretagne & Pays de la Loire, bravo!

**R.C.** Merci beaucoup!

En effet, c'est une vraie fierté que d'être reconnu par ses pairs. L'histoire Kerlink est belle, j'ai pris un réel plaisir à la raconter. Je suis ravi d'avoir obtenu une telle distinction.

## Quels sont les défis à relever pour le Groupe en 2018?

**R.C.** Nous allons concentrer nos efforts sur la poursuite de notre stratégie de montée dans la chaîne de la valeur notamment grâce au démarrage de la commercialisation de nos solutions de géolocalisation. Nos nouveaux produits doivent permettre à nos clients de profiter de l'explosion de l'IoT. La nouvelle organisation mise en place en début d'année 2018 doit nous permettre de garder l'agilité qui nous caractérise et d'avoir une vraie efficacité dans notre travail au quotidien. Bien évidemment, nous allons à nouveau appuyer notre empreinte internationale, avec la structuration de nos différentes filiales.





ARNAUD BOULAY - 44 ans

Vice-Président Asie-Pacifique

En tant que Vice-Président APAC, Arnaud est responsable des ventes aux opérateurs publics et privés, des initiatives de croissance et de l'établissement de partenariats avec les distributeurs et les intégrateurs de systèmes de la région. Basé dans la filiale de Kerlink à Singapour, il apporte 18 années d'expérience en leadership dans les applications mobiles, les technologies de l'information, le SaaS, la publicité, le développement des affaires et le travail avec des startups.

Avant de rejoindre Kerlink, il a occupé des postes de direction chez Parrot, un leader mondial des appareils sans fil pour téléphones portables. Plus récemment, il a été Senior Vice President Business Development chez Insights, une société d'analyse commerciale SaaS basée à Singapour.

Passionné par l'innovation de rupture et l'entrepreneuriat dans des contextes au rythme rapide, il a cofondé trois entreprises dans les espaces B2B, B2C, commerce connecté et publicité. Il a été un consultant d'affaires recherché dans les stratégies de mise sur le marché, le développement des affaires et la croissance pour les startups dans la région Asie-Pacifique. À ce titre, il a encadré des startups et des entrepreneurs basés à Singapour dans le domaine du commerce électronique, de l'Internet des objets et de l'analyse de données au sein de l'accélérateur TAG. PASS, soutenu par l'Infocomm Development Authority de Singapour.



GIRISH DADHEECH - 40 ans

Vice-President Technology, Customer & Partner Engagement

Avant de rejoindre Kerlink pour diriger sa nouvelle filiale, Kerlink IoT Solutions India Private Ltd, Girish a occupé le poste de directeur de la technologie chez Astellia India. Il a également co-fondé une société de conseil en technologie à Londres, principalement spécialisée dans l'analyse de la fraude. Sa carrière professionnelle a été partagée entre l'Europe et l'Inde, où, en plus d'Astellia, il a travaillé pour des entreprises telles que Telefonica, Hughes, Orange et Bhabha Atomic Research Center (BARC).

Girish a été à la pointe de l'innovation technologique, avec une vaste expérience dans la transformation numérique, l'évolution des données exponentielles et les segments d'expérience client. Il a également une exposition large et approfondie à la virtualisation, au cloud computing et à l'analyse de Big Data.

L'expérience de Girish dans l'Internet des Objets a commencé il y a plus de 10 ans sur un projet pilote de comptage intelligent à Londres.

En tant que directeur de la filiale indienne de Kerlink, Girish coordonne le partenariat de l'entreprise avec Tata Communications, qui déploie le plus grand réseau LoRaWAN™ IoT au monde, et la participation de Kerlink dans l'écosystème indien de l'IoT autour de LoRa™.





YANNICK DELIBIE - 48 ans

Co-fondateur, Directeur Technologies et Innovations  
CEO of Kerlink Inc.

Avant de co-fonder Kerlink avec William Gouesbet en 2004, Yannick Delibie était responsable du groupe logiciel sur le site de Wavecom à Rennes, où il a déposé trois brevets Wavecom dans le domaine de la connectivité IP en GPRS.

À ce titre, il était responsable technique du développement de logiciels dans les domaines de la télématique et des systèmes machine-to-machine (M2M). Il a également travaillé sur des solutions mobiles pour les constructeurs automobiles, et notamment l'intégration embarquée bluetooth ainsi que le suivi technologique et la formation interne sur les solutions mobiles pour les marchés de la télématique et du M2M.

Auparavant, Yannick était responsable technique des protocoles multimédias au Centre R & D de Mitsubishi Electric à Rennes. Il était responsable de la coordination technique des spécifications et de la conception des services de streaming et de vidéoconférence et du protocole SIP (packet session initiation) sur les terminaux mobiles.

Yannick, qui a déposé 15 brevets, a également travaillé pendant huit ans au ministère de la Défense, où il était en charge de la sécurité des communications Internet. Les tâches supplémentaires consistaient à développer du matériel de télécommunication, tel qu'un analyseur de protocole de données, et à gérer des études techniques sur les transmissions numériques par satellite.

En plus de son expertise dans les solutions mobiles pour les constructeurs automobiles, Yannick est un expert des protocoles multimédia mobiles. Son expertise en matière de connectivité M2M et IoT l'a placé sur les instances de normalisation de l'UE. Par exemple, il participe activement à deux groupes de travail 3GPP de l'Institut européen des normes de télécommunications (ETSI), l'un axé sur les aspects de service et de système, et l'autre sur l'architecture de comptage intelligent.

Yannick a déménagé dans la région de Chicago au début de 2017 pour diriger la filiale américaine du Groupe, KERLINK Inc., et superviser l'expansion du Groupe aux États-Unis.

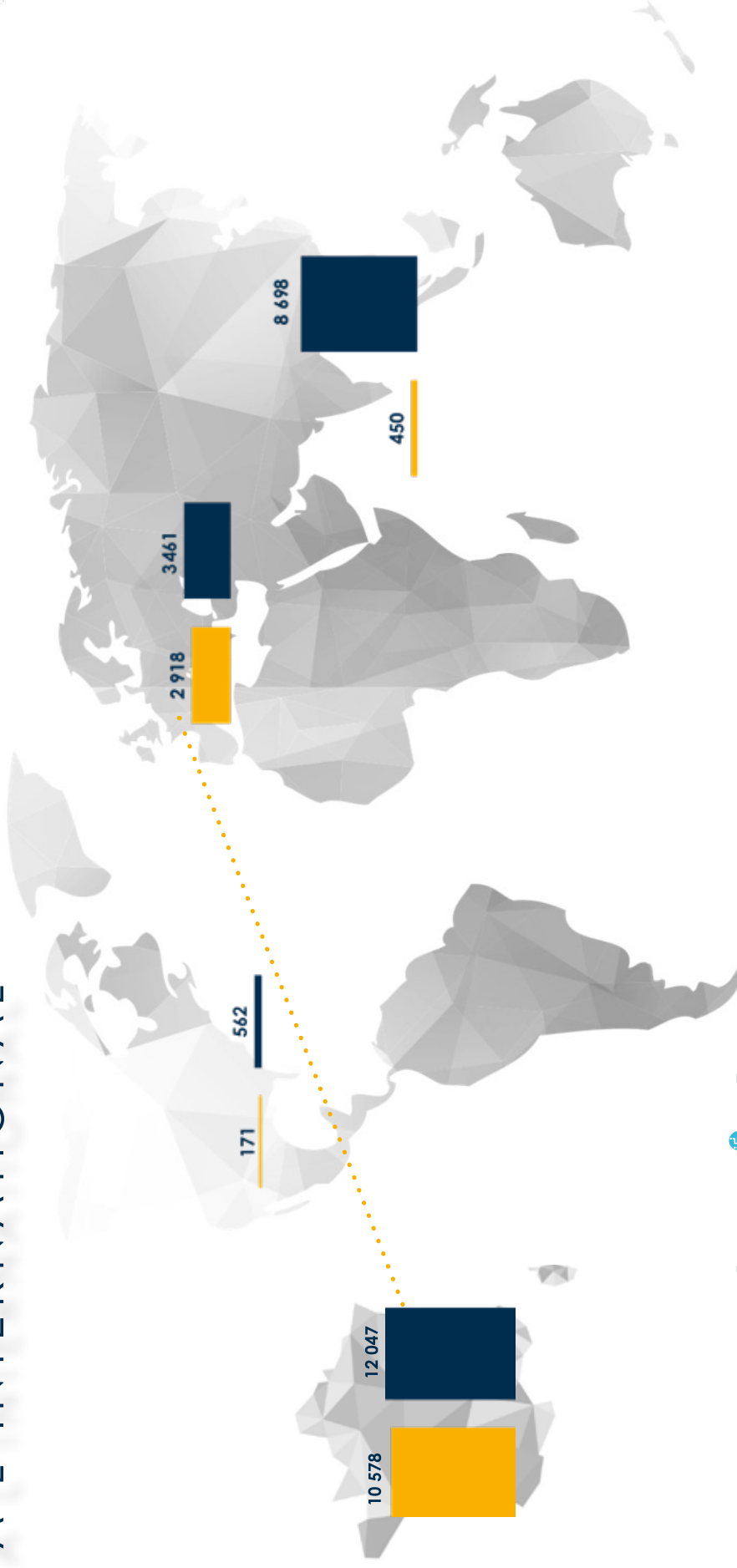
# 2017

## A L'INTERNATIONAL

Chiffre d'affaires (en K€)

■ 2017

■ 2016



**kerlink**  
• AMÉRIQUES  
**CHICAGO**

L'expansion internationale côté Amérique du Nord, du Sud et Centrale s'est concrétisée début 2017 avec Yannick DELIBIE à la tête de la filiale. Le recrutement de Carlos BICENO en tant que VP Americas et Directeur des Ventes de KERLINK Inc. va ainsi permettre de répondre à la demande croissante pour nos produits et services sur cette zone du globe.

**kerlink**  
• INDIA  
**MUMBAI**

Dernière née des filiales du Groupe, l'entité indienne pilote depuis le début du deuxième semestre 2017 les projets sur toute cette zone émergente de l'écosystème IoT. Le bureau est situé à Chennai, à proximité de Flex, acteur majeur de la chaîne logistique complète, sélectionné en début d'année par Kerlink pour fabriquer localement ses équipements.

**kerlink**  
• ASIA  
**SINGAPOUR**

Le Groupe poursuit son développement et multiplie les projets de déploiements réseaux IoT sur la zone Asie - Pacifique, à l'image du partenariat Spark (New Zealand) annoncé en novembre dernier pour le secteur de la Smart Agriculture et le recrutement de Tsuneo Tatara pour le développement de Kerlink au Japon.

# LES TALENTS





# L'INTERVIEW CROISÉE

Les talents sont l'un des principaux moteurs de croissance du Groupe. Ils sont au coeur de l'ADN Kerlink et mettent tout en oeuvre pour concrétiser les stratégies décidées. Ces talents grandissent et mûrissent à mesure que le Groupe se développe.

Focus sur 3 profils : Carole, Philippe et Christophe, dont les parcours diversifiés illustrent la volonté du Groupe de mettre en valeur les bonnes personnes, au bon moment, avec un seul et même objectif :

## REUSSIR ENSEMBLE



**CAROLE ROSSI**

Responsable Contrôle de gestion



**PHILIPPE CRIBIER**

Directeur des opérations  
Kerlink Advanced Services



**CHRISTOPHE RONCO**

Ingénieur Software serveur

### Comment êtes-vous arrivé chez KERLINK?

**C.Rossi** : Par hasard ! Dans le cadre d'un remplacement d'une salariée initialement pour une période de 3 mois afin de travailler sur les prix de revient industriels. De par mon expérience dans de grandes entreprises bretonnes industrielles, la mission me convenait parfaitement.

Peu de temps après mon arrivée on m'a demandé si j'étais d'accord pour poser mes valises, pour une mission de plus grande envergure : en effet Kerlink venait de gagner le contrat TATA Communications (Inde).

Etant à l'époque à la recherche de nouveau challenge, une start-up en pleine ébullition ne pouvait que me convenir !

**P.Cribier** : Je suis chez Kerlink depuis sa création en juillet 2004. Je fais partie des cinq collaborateurs qui se sont associés aux trois fondateurs lors de la création de la société. Nous avons tous travaillé ensemble chez Wavecom avant de se lancer dans l'aventure.

La motivation, l'envie et l'enthousiasme partagés de l'époque nous ont permis d'écrire les premières pages de l'histoire et plus personnellement de rythmer l'évolution de mon périmètre d'action au sein de Kerlink depuis plus de 13 ans

**C.Ronco** : En 2013, Kerlink a gagné un appel d'offre de GRDF pour un projet de déploiement de compteur de gaz communicants en France. J'ai été

recruté via une société de services. Ma prestation a duré presque 4 ans ! J'ai été internalisé il y a quelques temps, au début de l'exercice 2017.

« 35  
collaborateurs recrutés  
sur l'exercice 2017,  
35  
nouveaux talents qui  
vont nous permettre  
d'aller  
encore plus loin. »

### Quel est votre rôle au sein du Groupe?

**C.Rossi** : J'occupe le poste de responsable du contrôle de gestion qui consiste à veiller à la fiabilité des données, au respect des bonnes pratiques, à la création d'outils d'aide à la prise de décision (tableaux de bords, KPI, prix de revient, amélioration de la lecture de la marge) et à la mise en place et suivi des données budgétaires (CA, marge, Ebitda, P&L). Il s'agit d'un poste central en relation avec tous les services du Groupe et bien évidemment avec les filiales.

Je travaille en étroite collaboration avec les autres membres du service financier.

**P.Cribier** : Je suis responsable de la partie opérations au sein de la Business Unit Advanced Services (management de la R&D, du Support client et de la production de la BU).

Je suis passé par plusieurs fonctions pendant ces 13 ans : développement logiciel, ingénieur validation / support client, responsable validation / support client, responsable R&D client, Responsable R&D et maintenant Responsable des opérations d'une BU.

**C.Ronco** : J'appartiens à l'équipe Base Stations, de la Business Unit Kerlink Infrastructure Solutions. Mon rôle est de concevoir et développer

de nouvelles fonctionnalités sur les gateway LoRa™ (iBTS et iFemtocell). Je travaille plus particulièrement sur la connectivité WAN (lien entre la gateway et le LNS via modems GSM, connexion ethernet, wifi, ...).

### Quels sont les enjeux du développement international du Groupe sur vos missions?

**C.Rossi** : Les enjeux sont multiples ! Que ce soit pour synthétiser et maîtriser l'ensemble des flux : qu'il s'agisse de flux commerciaux pour nos filiales situées aux USA et Singapore, ou de flux de production pour la filiale basée en Inde.

Cela implique également une bonne maîtrise des prix de revient, CA et par conséquent de la marge, et le tout en tenant compte des effets devises et le respect de la réglementation spécifique locale.

**P.Cribier** : Le développement des produits est impacté par ce développement international, en effet les fréquences d'utilisation des produits tels que ceux que Kerlink élabore sont différentes en fonction de la zone géographique (Asie, Amériques, Europe...). Par ailleurs, les documentations techniques doivent être traduites dans différentes langues. La culture des pays joue également beaucoup dans la compréhension des attentes de nos clients face aux besoins, fonctionnalités et bonnes pratiques, l'installation d'un banc de test en Inde en est un bon exemple. Il peut y avoir des déplacements professionnels intéressants et des échanges de culture enrichissantes en allant travailler dans tous les pays du monde.

**C.Ronco** : Nous avons des contacts réguliers avec les clients de Kerlink pour comprendre et anticiper leurs besoins ou pour assurer un support de niveau 3 quand cela est nécessaire. Dans l'année écoulée j'ai passé quelques jours en Inde et discuté avec des clients américains. Plus techniquement, les normes et les technologies radios sont différentes entre pays et entre grandes zones (Asie-pacifique, Europe et Amérique). Etre capable de vendre dans tous les pays du monde veut aussi dire pouvoir répondre à toutes ces différentes spécificités.

### Comment vivez-vous l'évolution du Groupe?

**C.Rossi** : En y contribuant tous les jours ! Rares sont les moments de répit, nous sommes tous tout le temps en ébullition, les journées sont de vrais marathons et ne se ressemblent pas.

Heureusement pour moi la pratique régulière des sports me permet une bonne endurance ! Les créations de nouvelles BUs, des filiales internationales, la rencontre de nouveaux interlocuteurs sont des moteurs intellectuellement, et étant de nature pugnace cela me correspond bien !

**P.Cribier** : Du fait de mes nombreuses années passées chez Kerlink, j'ai beaucoup participé à la croissance de la société. Mon activité personnelle a beaucoup évolué d'années en années et c'est une réelle source de motivation pour moi.



Il y a aussi beaucoup d'évolutions sur la partie technique qui me permettent de découvrir des technologies nouvelles, la soif de toujours apprendre. Je contribue à faire évoluer les méthodes de travail au sein de la société et ça me permet d'avancer. Aussi les échanges avec des personnes venant d'autres sociétés, d'autres cultures et même d'autres milieux sont très instructifs. Ce sont toutes ces raisons qui me donnent le plaisir de venir travailler tous les jours dans la société.

**C.Ronco** : La croissance de Kerlink au jour le jour et vu de l'intérieur, c'est avant tout des changements d'organisation pour structurer ce qui ne peut plus fonctionner de manière moins formelle avec plus de personnes et des déménagements de temps en temps pour pouvoir loger tout le monde et s'adapter à ces nouvelles structures.

Tout ça donne un peu de vie et permet de rencontrer des collègues qu'on n'avait fréquenté qu'à la cafétéria auparavant. Le fait que Kerlink grandisse lui permet aussi de s'intéresser à de nouveaux projets et nous, de nous intéresser à de nouvelles technologies.

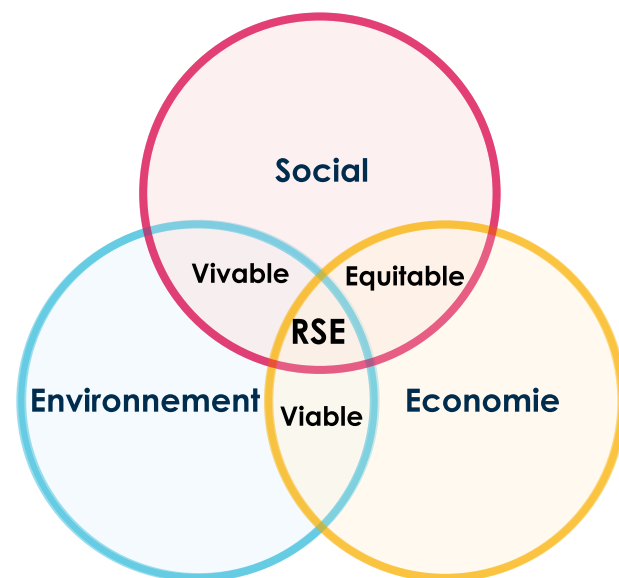
# RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE & ENVIRONNEMENTALE

La RSE est un concept au cœur des préoccupations sociales, environnementales et économiques des entreprises.

Selon l'Union Européenne, la RSE est « l'intégration volontaire des préoccupations sociales et écologiques des entreprises à leurs activités commerciales et leurs relations avec leurs parties prenantes. Etre socialement responsable signifie non seulement satisfaire pleinement aux obligations juridiques applicables, mais aussi aller au-delà et investir davantage dans le capital humain, l'environnement et les relations avec les parties prenantes »

Dans un contexte où les donneurs d'ordre sont de plus en plus concernés par la RSE, la mise en place d'une politique RSE est considérée par le Groupe comme une opportunité pour développer l'engagement des collaborateurs et tout en permettant de fédérer les employés autour de projets porteurs de sens et attractifs pour les nouveaux talents.

La politique RSE du Groupe, mise en place fin 2017, a été formalisée par les collaborateurs de l'entreprise. Pour 2018, le Groupe s'est donné les objectifs suivants :



Maîtriser son impact environnemental en mesurant la consommation énergétique de ses bâtiments, en maîtrisant l'empreinte carbone liée à ses déplacements, en recyclant ses déchets et en contrôlant l'impact associé aux produits et services vendus (de la conception à la fin de vie).



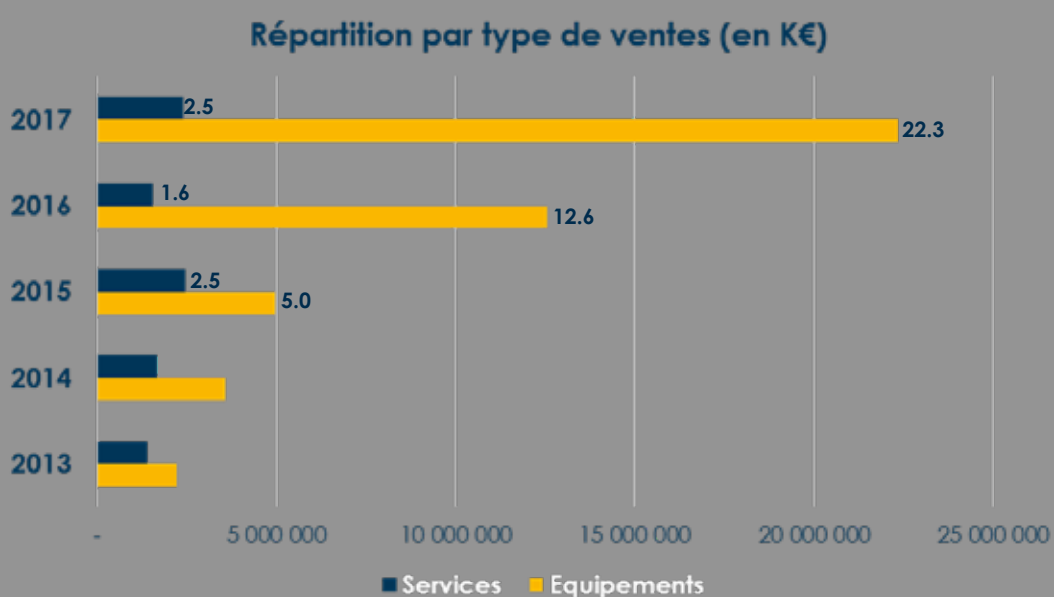
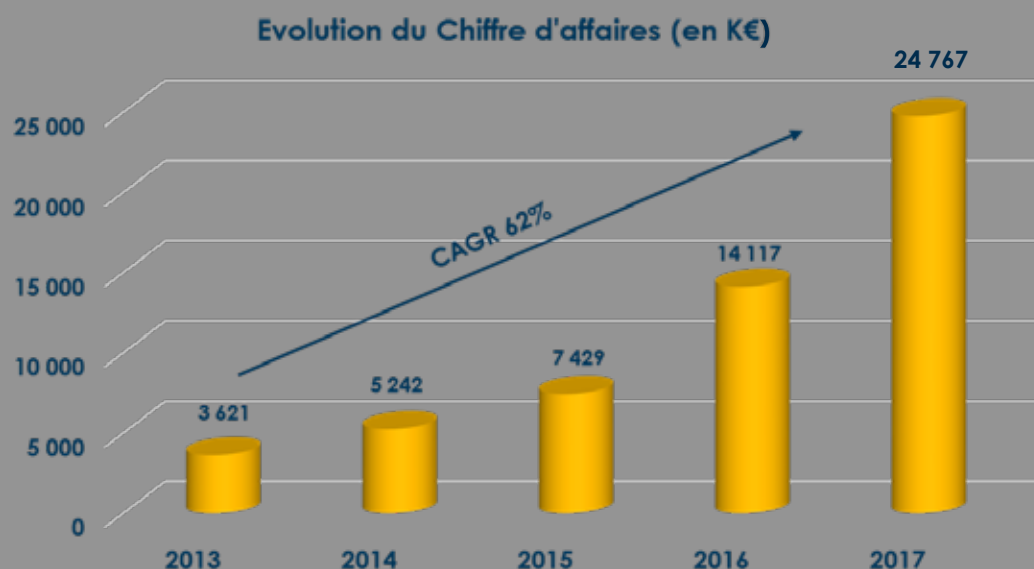
Développer des actions sociales et solidaires à destination des générations futures (collecte de jouets, programmes humanitaires). Développer les interactions avec l'écosystème local (partenariats écoles, visites d'élèves et d'étudiants). Rédiger une charte achats contre le travail des enfants.



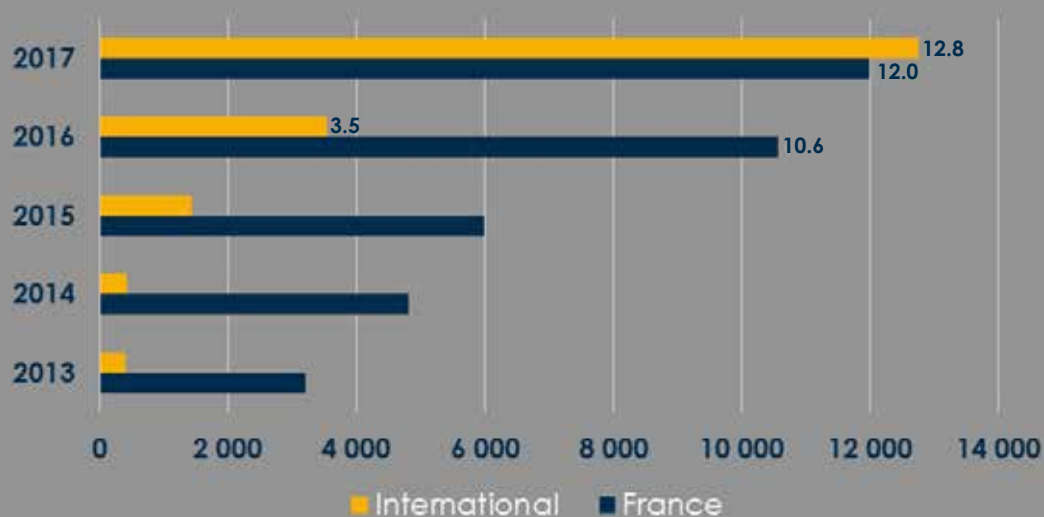
Valoriser le capital humain en favorisant le bien-être et le bien vivre dans l'entreprise (micro stages interservices, attention portée à l'ergonomie des postes de travail, espaces de repos). Partager les richesses produites (plan d'intéressement appuyé sur les performances de l'entreprise).



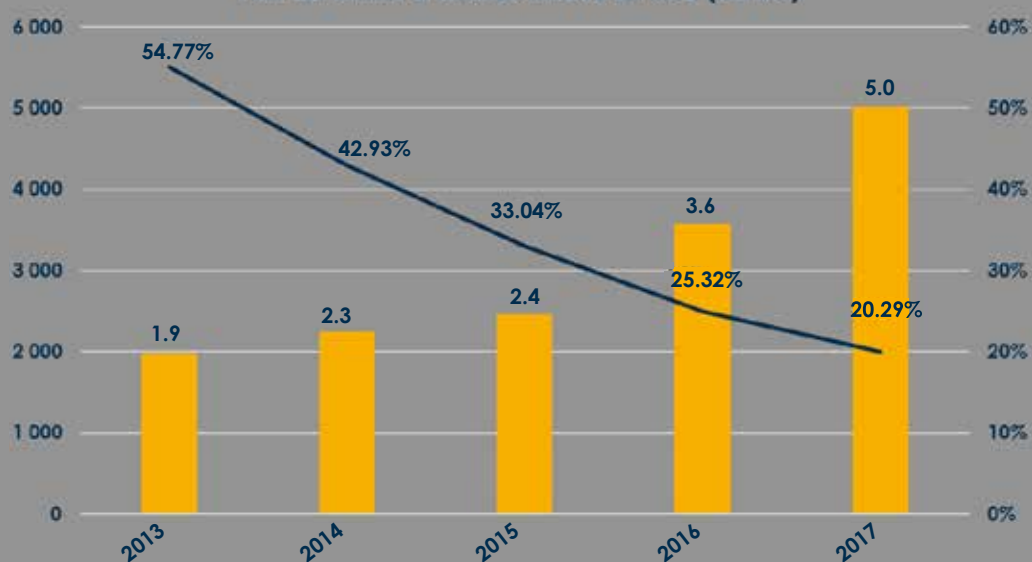
# CHIFFRES REPÈRES



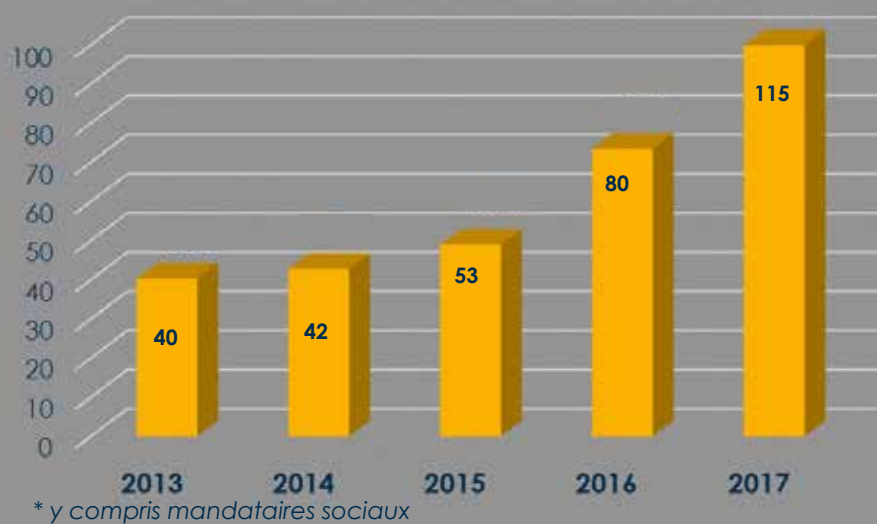
### Répartition par zone géographique (en K€)



### Part du chiffre d'affaires investi en R&D (en M€)



### Effectif au 31 décembre\*







# RAPPORT DE GESTION

2

# LE CHIFFRE D'AFFAIRES

## LE CHIFFRE D'AFFAIRES

Par activité

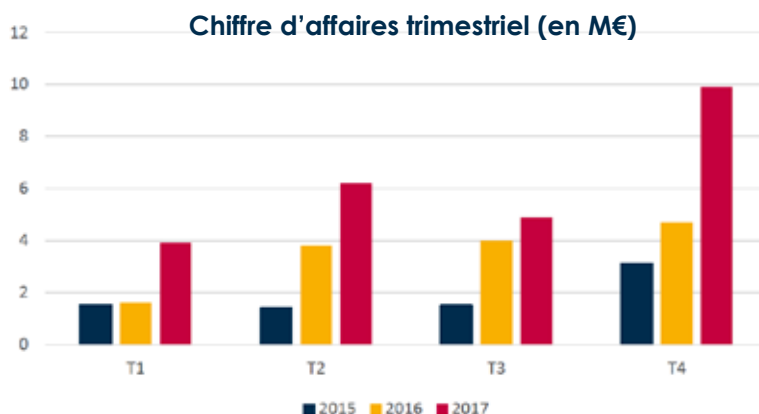


Le Groupe réalise une performance solide qui se traduit par des résultats en croissance sur les activités des opérateurs publics et des opérateurs privés. Kerlink a poursuivi sa stratégie offensive de prise de parts de marché afin de profiter pleinement des investissements massifs en cours sur le marché de l'Internet des Objets, partout à travers le monde.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires du Groupe s'établit à plus de 24,7 M€ au titre de l'exercice 2017, contre 14,1 M€ à période comparable, représentant ainsi une croissance organique de 75,4%.

CA par activité (K€)	2017	2016	Variation 2017 vs 2016
Opérateurs publics	14 714	5 163	x 2,8
Opérateurs privés	9 907	8 800	+12,6%
Reference Design	147	153	NS
<b>TOTAL</b>	<b>24 767</b>	<b>14 117</b>	<b>+75,4%</b>

La prestation de l'année bénéficie pleinement de l'activité du quatrième trimestre avec un chiffre d'affaires de 9,9 M€ multiplié par plus de 2 à période comparable.



Sur l'exercice, le chiffre d'affaires réalisé auprès des opérateurs publics a été multiplié par 2,8. L'accélération a été particulièrement forte au quatrième trimestre avec un chiffre d'affaires de près de 6,5 M€, multiplié par 3,7 comparé à la même période de 2016. Il s'agit des premiers résultats de l'exécution des commandes signées sur 2017 avec plusieurs acteurs majeurs français et internationaux. Au-delà de la phase d'installation des équipements d'infrastructures, ces contrats constituent autant d'opportunités pour le Groupe de faire valoir son offre de services à forte valeur ajoutée.

La croissance est également au rendez-vous sur le marché des entreprises et des collectivités avec un chiffre d'affaires en progression de 12,6% à près de 10 M€.

L'offre Reference Design a généré les premiers revenus de licences. Cette offre permet aux industriels d'intégrer rapidement et facilement la solution de connectivité réseau aux objets qu'ils fabriquent.

**LE CHIFFRE D'AFFAIRES**

Par type de ventes



CA par type de ventes (en K€)	2017	2016	Variation 2017 vs 2016
Ventes de produits	22 302	12 553	78%
Ventes de services	1 451	689	110%
Ventes de licences	675	428	58%
Ventes d'expertise	340	447	-24%
<b>TOTAL</b>	<b>24 767</b>	<b>14 117</b>	<b>75%</b>

Les nombreux succès commerciaux rencontrés au cours de l'année ont à nouveau mis à l'honneur les ventes de produits, première étape de la réussite d'un développement de réseau IoT. Les ventes sont en progression de 78% par rapport à l'année précédente, pour s'établir à 22 302K€.

Au-delà de la phase d'installation des équipements d'infrastructures, les déploiements constituent autant d'opportunités pour le Groupe de faire valoir son offre de services à forte valeur.

A ce titre, les ventes de services (incluant les ventes de licences et d'expertise) connaissent une nette amélioration passant de 1,6 M€ à 2,5M€, soit une évolution de 58% à période comparable.

**LE CHIFFRE D'AFFAIRES**

Par zone géographique



CA par zone géographique (en K€)	2017	2016	Variation 2017 vs 2016
NCSA (Amériques)	561	171	x3,3
APAC (Asie Pacifique)	8 697	450	x19,3
EMEA Hors France	3 507	2 918	+20.2%
FRANCE	12 001	10 578	+13,4%
<b>TOTAL</b>	<b>24 767</b>	<b>14 117</b>	<b>+75%</b>

L'International a été au cœur de la dynamique d'activité avec un chiffre d'affaires de près de 12,8 M€, multiplié par 3,6 par rapport à 2016. Sa contribution ressort à 51% de l'activité totale contre 25% en 2016, illustrant la percée du Groupe sur tous les marchés à forts investissements IoT.

Sur la zone Asie-Pacifique, le chiffre d'affaires est multiplié par plus de 19 à près de 8,7 M€. Cette progression a essentiellement été portée par l'exécution du contrat Tata Communications en Inde.

L'Europe (hors France) réalise une performance très satisfaisante avec un chiffre d'affaires de plus de 3,5 M€, en hausse de plus de 20%.

Sur la zone Amériques, les performances sont également au rendez-vous avec un triplement de l'activité qui ressort à 560 K€. L'implantation du Groupe à Chicago intervenue au cours de l'été 2017 constitue un solide levier de développement sur ce marché à fort potentiel.

Enfin, le Groupe affiche un bon niveau d'activité en France avec un chiffre d'affaires de 12 M€, en croissance de plus de 13% par rapport à 2016.

La base client du Groupe est passée de 260 à 332 clients facturés en 2017, et ce dans 69 pays différents.



# FAITS MARQUANTS

## 2017



Nomination de S. DEJEAN au poste de Directeur Marketing et Communication.



Annnonce du partenariat industriel avec Flex, le fournisseur Sketch-to-Scale™.



Accord commercial avec TATA COMMUNICATIONS pour le déploiement immédiat du plus important réseau LPWA LoRaWAN™ en Inde.



8<sup>ème</sup> convention de l'Alliance LoRa™ à Philadelphie. Kerlink présente sa nouvelle solution de mise à jour et de configuration simultanée à distance des capteurs et équipements connectés à l'Internet des Objets.

2  
0  
1  
7

02/01

27/02

14/03

13/06

04/01

27/02

21/04 - 12/05

Création de la filiale KERLINK INC. pour les Amériques.



Certificat ISO 9001-2008 octroyé par Lloyd's Register Quality Assurance (LRQA).



Augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription au bénéfice des actionnaires existants.  
Levée de plus de 20,7 millions d'euros après exercice intégral de la clause d'extension.





Distinction dans le prestigieux palmarès FORBES Futur 40.

27/07

**kerlink**  
INDIA

Expansion en Inde avec la création de la filiale KERLINK IoT Solutions India Private Ltd. basée à Chennai.

28/07



Prix de la meilleure croissance de chiffre d'affaires entre 2013 et 2016 parmi les sociétés cotées pour la région ouest.

10/11

**500** Technology Fast 500  
2017 EMEA WINNER  
Deloitte.

Classé 398<sup>ème</sup> du Technology Fast 500<sup>TM</sup> EMEA de Deloitte, le classement des 500 entreprises des secteurs de la Technologie, des Médias et des Télécommunications qui enregistrent le plus fort taux de croissance en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique (EMEA).

20/12

2  
0  
1  
8

05/09



Collaboration avec YEAPI pour le déploiement du premier réseau LoRaWAN<sup>TM</sup> en Argentine.

02/10

Intégration de Kerlink à l'indice boursier EnterNext PEA-PME 150.

21/11

Partenariat avec SPARK, leader des services numériques en Nouvelle-Zélande, pour le déploiement de son réseau national LoRaWAN<sup>TM</sup> dédié à l'Internet des Objets.

28/11



1<sup>er</sup> projet IoT LoRaWAN<sup>TM</sup> dédié à la smart agriculture au Liban: un réseau intelligent surveillant les conditions de croissance de l'un des vignobles les plus réputés du pays.

## PERFORMANCES ECONOMIQUES

Conformément au plan de marche du Groupe, l'activité du deuxième semestre permet de démontrer la pertinence du *business model*.

La marge brute connaît un léger pincement et s'établit à 34% sur 2017 contre 39% en 2016. Cet impact est en partie dû à 2 contrats significatifs signés avec des opérateurs télécoms de premier rang, pour lesquels un effort exceptionnel a été consenti pour prendre une position dominante sur le marché des opérateurs publics face à des concurrents internationaux (Cisco, Sagemcom par exemple). Cette stratégie commerciale a permis au Groupe de conforter sa position d'acteur incontournable du marché de l'Internet des Objets. L'augmentation des services a permis l'amélioration de la marge sur le deuxième semestre 2017.

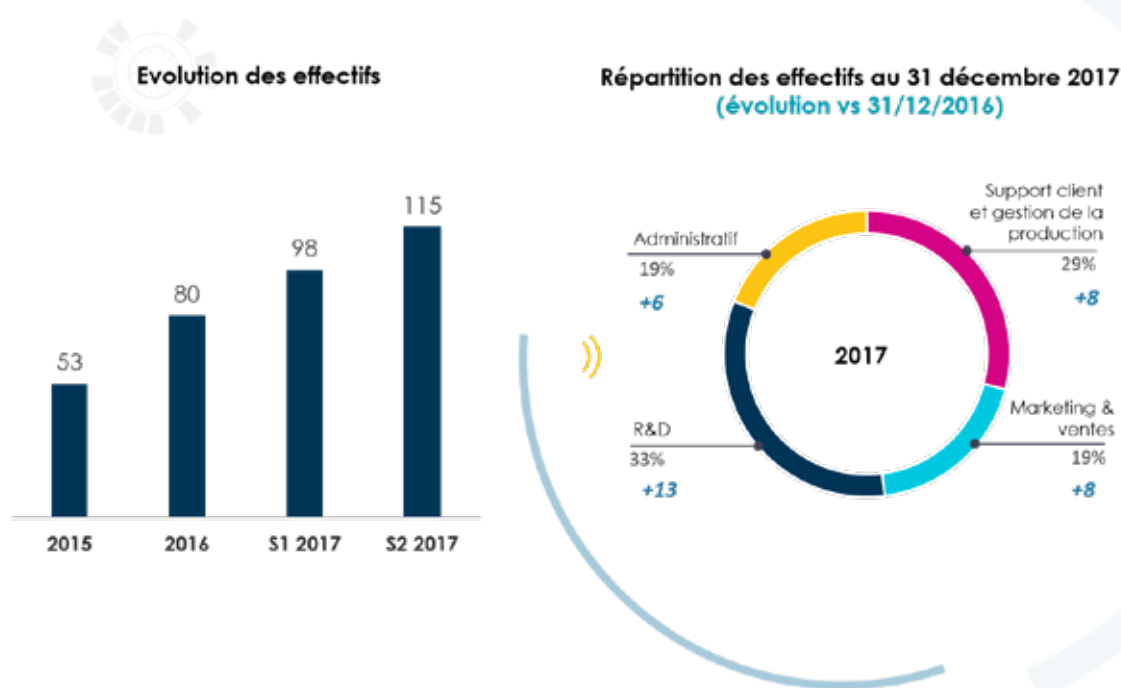
La période est également marquée par une hausse de 43.6% des coûts opérationnels avant dotations aux amortissements. Cette augmentation maîtrisée est la traduction chiffrée de la politique de croissance ambitieuse du Groupe qui poursuit notamment le renforcement de ses effectifs et sa structuration internationale. Le résultat opérationnel est stable, s'établissant ainsi à -1 464 K€ au 31 décembre 2017 contre -1 417 K€ au 31 décembre 2016.

L'EBITDA du Groupe est de -313 K€ au 31 décembre 2017 contre -689 K€ à période comparable. L'amélioration de cet indicateur se reflète notamment dans son pourcentage du chiffre d'affaires qui s'établit à -1% au 31 décembre 2017 contre -5% au 31 décembre 2016. Conformément aux attentes du groupe, l'EBITDA du deuxième semestre 2017 est ainsi significativement positif et s'élève à 803 K€.

Le résultat financier s'établit à -260 K€ au 31 décembre 2017 contre -408 K€ à période comparable.

Conformément aux attentes du Groupe, le résultat net est de - 309 K € au 31 décembre 2017.

## EFFECTIFS



**BILAN**Augmentation de capital :

Après la réussite de l'introduction en bourse qui avait permis à Kerlink en mai 2016 de lever 13,2 M€ (y compris la conversion des Obligations Remboursables en Actions), cette nouvelle opération a rencontré un large succès tant auprès des investisseurs institutionnels que des actionnaires individuels. Lancée le 21 avril 2017, cette opération a permis de lever 20,7 M€.

A l'issue de la période de souscription qui s'est achevée le 5 mai 2017, la demande totale s'est élevée à environ 32,3 M€ pour un montant initial de 18 M€, soit un taux global de sursouscription de 179,35%.

- 1 273 165 actions nouvelles ont été souscrites à titre irréductible représentant environ 98,88% des actions nouvelles à émises.

- 1 036 158 actions nouvelles ont été souscrites à titre réductible et n'ont été en conséquence que partiellement allouées, à hauteur de 207 598 actions nouvelles.

Par conséquent, au regard du niveau de la demande, le Président-Directeur Général, sur subdélégation du conseil d'administration, a décidé d'exercer l'intégralité de la clause d'extension, à savoir 15% de l'offre initiale, soit 193 143 actions nouvelles, portant ainsi le nombre d'actions nouvelles émises à 1 480 763.

Après exercice de cette clause, le produit brut de l'opération, prime d'émission incluse, s'est élevé à 20 730 682 euros.

Pour rappel, les engagements de souscription, tant à titre irréductible que réductible, représentaient déjà à la date de lancement de l'opération au maximum 78,11% du nombre d'actions nouvelles, soit un montant maximum d'environ 14 M€, témoignant de la confiance historique des investisseurs.

Dettes:

Au cours du premier semestre 2017, le Groupe a obtenu des financements auprès de ses partenaires bancaires et BPI France pour un montant de 2 M€, permettant de financer en partie ses travaux d'innovation. A fin décembre 2017, l'endettement net du groupe est de - 10 103 K€ contre 2 331 K€ au 31 décembre 2016.

	2017	2016
Total des dettes financières	3 191	1 467
Capitaux Propres	28 904	10 156
Ratio	11%	14%

Stocks :

Les stocks s'élèvent à 7 498 K€ contre 8 197 K€ à période comparable. Le Groupe a diminué ses stocks de matières premières de 22% car un basculement des approvisionnements a été réalisé partiellement sur ses sous-traitants.

Les stocks de produits intermédiaires et produits finis ont augmenté de 12% permettant ainsi au Groupe de répondre plus rapidement à la demande client sur des produits de gamme à succès.

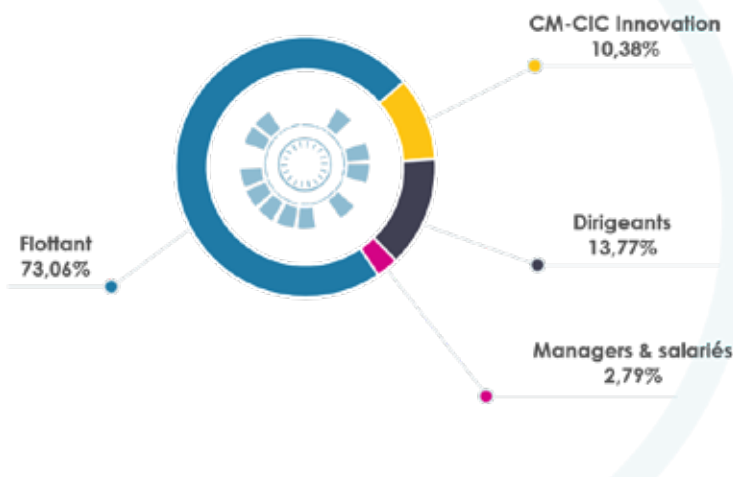


## EVOLUTION DU CAPITAL



Le capital social de Kerlink au 31 décembre 2017 s'élève à 1 373 248,08 euros, divisé en 5 086 104 actions de 0,27 euro de valeur nominale chacune, se répartissant comme suit :

### AU 31 DECEMBRE 2017



#### Actions détenues par la société :

Par une décision en date du 29 mars 2016, l'Assemblée générale des actionnaires a autorisé pour une durée de dix-huit mois, à compter de la date de l'assemblée, le Conseil d'administration à mettre en œuvre un programme de rachat des actions de la Société dans le cadre des dispositions de l'article L.225-209 du Code de commerce et conformément au Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (AMF) dans les conditions décrites ci-dessous :

- ces achats d'actions pourront être effectués en vue de toute affectation permise par la loi ;
- le montant maximum des fonds destinés au programme de rachat d'actions s'élève à 400 000 € ;
- le prix maximum d'achat par action ne devra pas excéder 300% du prix.

Les acquisitions réalisées par la Société en vertu de la présente autorisation ne peuvent en aucun cas l'amener à détenir, directement ou indirectement, plus de 10% des actions composant le capital social.

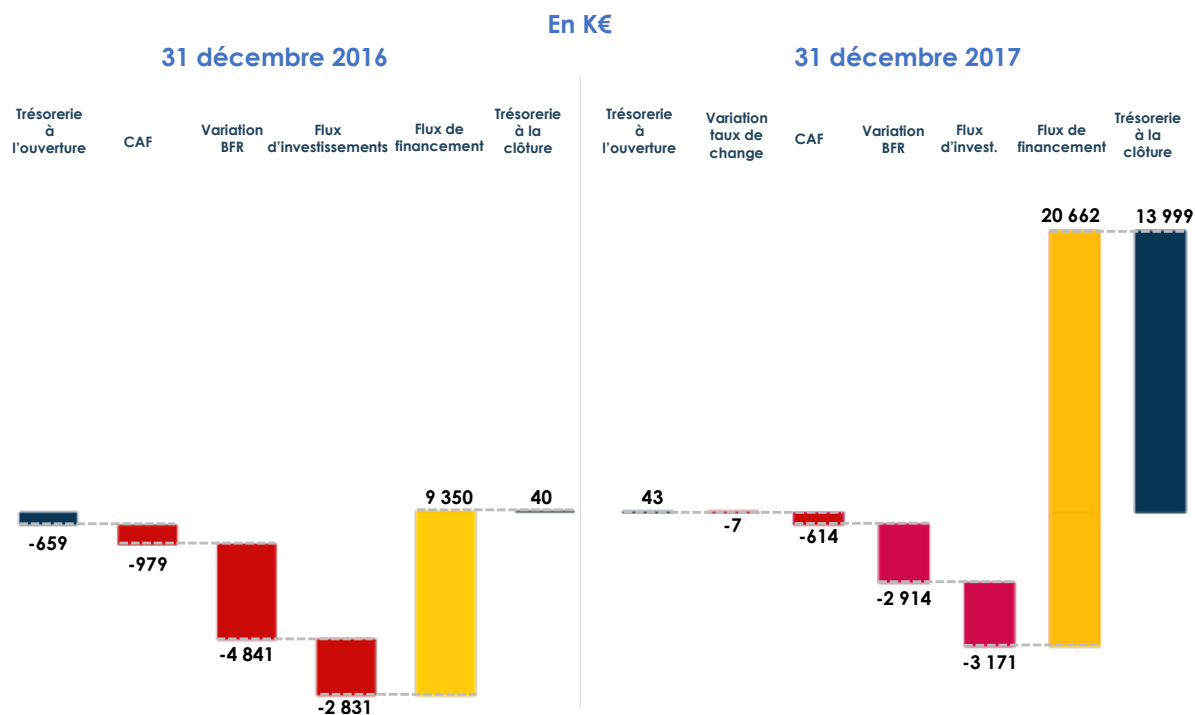
La Société a conclu le 19 mai 2016 avec la société Louis Capital Market un contrat de liquidité dont l'objet est de favoriser la liquidité des transactions et la régularité de la cotation des actions Kerlink sans entraver le fonctionnement régulier du marché.

En Euros	2017	2016
Titres	118 925	103 116
Espèces	119 969	110 716

## CASH FLOW



Le BFR du Groupe progresse à nouveau compte tenu de l'augmentation de l'activité (- 2 914 K€). En pourcentage du chiffre d'affaires, le BFR s'améliore de 9 points. Le Groupe poursuit sa politique d'investissement avec l'activation de 2 831€ de frais d'innovation, soit 56% des frais de Recherche & Développement engagés en 2017, représentant 20% du chiffre d'affaires au 31 décembre 2017.



## EVENEMENTS POST-CLOTURE ET PERSPECTIVES 2018



En février 2018, le Groupe a annoncé avoir investi et formé un partenariat commercial avec Microshare Inc., une société basée aux États-Unis, spécialisée dans la gestion des données IoT. Le partenariat avec Microshare soutient la stratégie de Kerlink de montée dans la chaîne de valeur de l'IoT, au-delà de son expertise cœur dans l'infrastructure et la gestion opérationnelle du réseau, et d'élargir la gamme de ses services à valeur ajoutée.



## INNOVATIONS



### Dépôt de deux nouveaux brevets sur le premier semestre 2017 :

- 11 Avril 2017

Intitulé : « Procédé de géolocalisation d'un émetteur radio »

- 7 juillet 2017

Intitulé : « Procédé de mise à jour d'un logiciel embarqué dans des terminaux de télé-relève »

Le périmètre de dépôt concerne les principales zones à fort potentiel de développement IoT : Europe, USA, Russie, Chine et Inde.

### Lancement de l'offre NAAS (Network As A Service)

L'évolution du marché et des demandes clients impliquent également une adaptation des offres de services. En effet, les applications sur le marché de l'IoT sont en cours de développement et les acteurs, notamment les opérateurs de services, attendent des solutions pour accompagner la croissance.

Pour répondre à cette demande, la Société va proposer une offre de « Network as a Service » intégrant le prix de vente des équipements d'infrastructure (les stations de base), à l'offre de services de gestion du réseau et/ou de la localisation.

Cette solution permettra aux opérateurs de maîtriser les investissements initiaux tout en augmentant la part de service au fur et à mesure du déploiement de l'infrastructure réseau. Pour la société, l'augmentation de la part et de la valeur des revenus récurrents permet de fiabiliser la visibilité des affaires et de consolider la relation cliente.

## FACTEURS DE RISQUES



Les facteurs de risques sont les mêmes que ceux identifiés dans le Chapitre 4 du Document de Référence enregistré le 13 avril 2017 sous le visa numéro 17-158.

Il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont le Groupe a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des douze (12) derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société.

Le Groupe peut être impliqué dans des procédures judiciaires, administratives ou réglementaires dans le cours normal de son activité. Une provision est enregistrée par le Groupe dès lors qu'il existe une probabilité suffisante que de tels litiges entraîneront des coûts à la charge du Groupe.

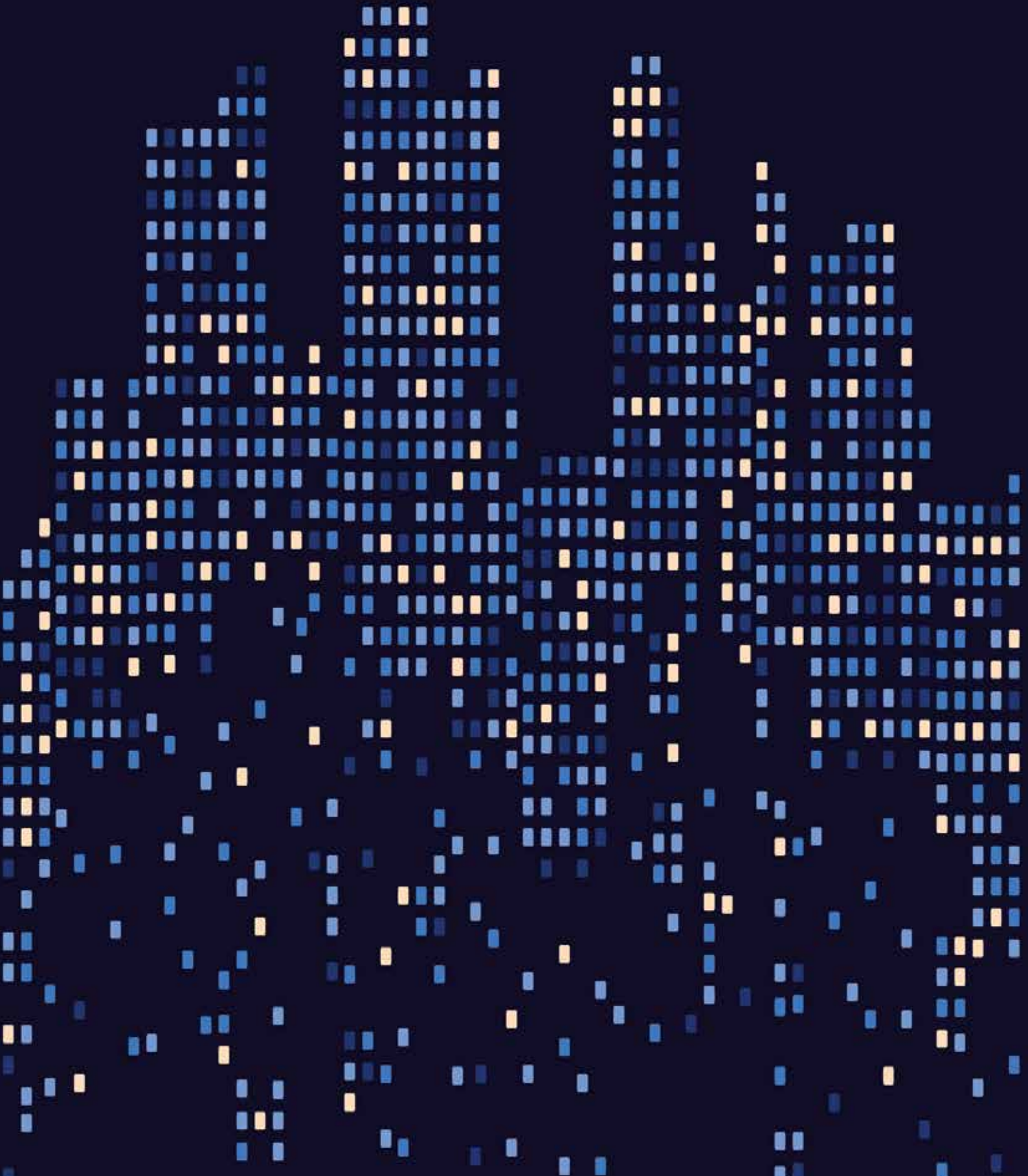
## TRANSACTIONS DES PARTIES LIEES



Il n'y a pas eu de transactions significatives avec des parties liées en 2017. Elles sont décrites dans la partie 6.4 des annexes IFRS.



# RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE



1 | 1 Liste des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social durant l'exercice

La liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social durant l'exercice clos au 31 décembre 2017 est la suivante :

Nom	Mandat	Date de début et fin de mandat	Autres mandats actuellement exercés dans d'autres sociétés
William GOUESBET	Président du Conseil d'administration et Directeur Général	Nommé par l'Assemblée Générale du 29 mars 2016 jusqu'en 2022, à l'issue de l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021	<ul style="list-style-type: none"> <li>Gérant de la SARL ARVALLON</li> <li>Gérant de la SARL BATTOUA</li> <li>Président du Centre des Jeunes Dirigeants de Rennes (fin de mandat le 30 juin 2017)</li> <li>Président de la société Kerlink Singapore PTE. Ltd</li> <li>Administrateur Kerlink IoT solutions India Private Ltd.</li> </ul>
Yannick DELIBIE	Administrateur et Directeur Général Délégué	Nommé par l'Assemblée Générale du 29 mars 2016 jusqu'en 2022, à l'issue de l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021	<ul style="list-style-type: none"> <li>Gérant de la SARL ARVALLON</li> <li>Gérant de la SARL BATTOUA</li> <li>Président de la société Kerlink Inc.</li> </ul>
Stéphane SIMONCINI en tant que représentant de CM-CIC INNOVATION	Administrateur	Nommé par l'Assemblée Générale du 29 mars 2016 jusqu'en 2022, à l'issue de l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021	<p>En tant que représentant de CM-CIC INNOVATION :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Administrateur de la société Ariana Pharmaceuticals</li> <li>Membre du Conseil de surveillance de la société Defacto Technologies</li> <li>Membre du Comité de surveillance de la société Cryptolog</li> <li>Administrateur de la société Inova Software</li> <li>Administrateur de la société IEVA</li> <li>Administrateur de la société Exagan</li> <li>Administrateur de la société Training Orchestra</li> <li>Censeur de la société Intersec</li> <li>Membre de l'Advisory Board de la société Robart</li> <li>Membre du Comité de surveillance de la société VIT (fin de mandat le 27 octobre 2017)</li> </ul>

Christian QUEFFELEC	Administrateur indépendant	Nommé par l'Assemblée Générale du 29 mars 2016 jusqu'en 2022, à l'issue de l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021	<ul style="list-style-type: none"> <li>Président du Conseil d'administration de la société Astellia SA (cotée sur Euronext Growth Paris)</li> <li>Administrateur de la société Astellia Telecom Ltd</li> <li>Président et administrateur de la société Astellia Middle East S.A.L</li> <li>Président et administrateur de la société Astellia Canada Inc. (fin de mandat le 17 mars 2017)</li> <li>Administrateur de l'Association Rennes Atalante Technopole (fin de mandat le 31 mai 2017)</li> <li>Membre du Conseil de surveillance de l'Ecole Supérieure de Commerce de Rennes</li> <li>Membre du Conseil d'administration de la société Kerlink</li> <li>Président du GIE PME Numérique de l'IRT BCOM depuis le 5 juillet 2017</li> </ul>
Robert FRATI	Administrateur	Nommé par l'Assemblée Générale du 29 mars 2016 jusqu'en 2022, à l'issue de l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021	<ul style="list-style-type: none"> <li>Director de Keyz Consulting Ltd</li> </ul>

## 1 | 2 Conventions réglementées

Conventions reconduites au cours de l'année 2017 :

### Convention de location avec la SARL BATTOUA

La Société a conclu un bail locatif avec la SARL BATTOUA pour les locaux qu'elle occupe au 1, rue Jacqueline Auriol à Thorigné-Fouillard (35). Messieurs William GOUESBET, Président Directeur Général de la Société, et Yannick DELIBIE, Administrateur et Directeur Général Délégué, sont tous deux associés-gérants de la SARL BATTOUA. Ce bail classique (régé par les articles L.145-1 et suivants du Code de commerce) a pris effet le 19 juillet 2013 pour une durée de 9 années, sur la base d'un loyer annuel de 82 940 € HT, révisable tous les ans proportionnellement à la variation du cours de l'indice national du coût de la construction publié par l'INSEE. Cette convention a été autorisée par la réunion du Conseil d'administration en date du 13 avril 2012.

Aucune autre convention n'a été reconduite au cours de l'exercice 2017.

Conventions conclues au cours de l'exercice 2017 :

Aucune convention réglementée n'a été conclue au sein de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

1 | 3 Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée Générale des actionnaires

Le tableau ci-après présente les différentes délégations financières qui ont été consenties au Conseil par l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires de la Société :

Délégation de compétence	Date de la délégation	Durée de validité de la délégation	Plafond autorisé	Mise en œuvre des délégations de compétence au cours de l'exercice 2017
Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet de décider l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société ou à l'attribution de titres de créances.	29 mars 2016	Cette délégation n'est plus valide, celle-ci ayant été privée d'effet par la délégation de compétence du même objet, approuvée par l'Assemblée Générale du 22 juin 2017	Montant nominal des augmentations de capital : 540 000 € <sup>(1)</sup>  Montant nominal des obligations et autres titres de créances donnant accès au capital : 20 000 000 € <sup>(2)</sup>	Conseil d'administration lors de sa réunion du 12 avril 2017 : mise en œuvre de la délégation de compétence par le Conseil d'administration et subdélégation au Directeur Général  Décision du Directeur Général du 16 mai 2017 : constatation de la réalisation d'une augmentation du capital social pour un montant nominal de 399.806,01 Euros par la création de 1.480.763 actions ordinaires
Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet de décider une augmentation du capital social par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission.	29 mars 2016	26 mois	Montant nominal des augmentations de capital : 540 000 € <sup>(1)</sup>	Néant
Autorisation donnée au Conseil d'administration, à l'effet de décider l'achat par la Société de ses propres actions.	22 juin 2017	18 mois	5% du capital social	Néant
Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration en vue de procéder à des réductions de capital par annulation d'actions.	22 juin 2017	18 mois	10% du capital social par période de 24 mois	Néant



Délégation de compétence	Date de la délégation	Durée de validité de la délégation	Plafond autorisé	Mise en œuvre des délégations de compétence au cours de l'exercice 2017	
Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet de décider l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société ou à l'attribution de titres de créances.	22 juin 2017	26 mois	Montant nominal des augmentations de capital : 655 000 € <sup>(3)</sup>  Montant nominal des obligations et autres titres de créances donnant accès au capital : 50 000 000 € <sup>(4)</sup>		Néant
Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet de décider l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société ou à l'attribution de titres de créances, avec suppression du droit préférentiel de souscription sans indication de bénéficiaire et par offre au public de titres financiers.	22 juin 2017	26 mois	Montant nominal des augmentations de capital : 655 000 € <sup>(3)</sup>  Montant nominal des obligations et autres titres de créances donnant accès au capital : 50 000 000 € <sup>(4)</sup>		Néant

Délégation de compétence	Date de la délégation	Durée de validité de la délégation	Plafond autorisé	Mise en œuvre des délégations de compétence au cours de l'exercice 2017
Délégation de compétence à conférer au Conseil d'administration, à l'effet de décider l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital ou donnant droit à un titre de créance, par placement privé et dans la limite de 20% du capital social par an avec suppression du droit préférentiel de souscription sans indication de bénéficiaires.	22 juin 2017	26 mois	Le montant nominal des augmentations de capital sera limité à (i) 20% du capital (tel qu'existant à la date de l'opération) par an et (ii) 655 000 € <sup>(3)</sup>  Montant nominal des obligations et autres titres de créances donnant accès au capital : 50 000 000 € <sup>(4)</sup>	Néant
Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet de décider l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeur mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de catégories de bénéficiaires.	22 juin 2017	18 mois	Montant nominal des augmentations de capital : 655 000 € <sup>(3)</sup>  Montant nominal des obligations et autres titres de créances donnant accès au capital : 50 000 000 € <sup>(4)</sup>	Néant

Délégation de compétence		Date de la délégation	Durée de validité de la délégation	Plafond autorisé	Mise en œuvre des délégations de compétence au cours de l'exercice 2017
Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter dans la limite de 15% le nombre de titres émis en application des quatre résolutions précédentes.		22 juin 2017	26 mois (étant précisé que la présente autorisation devra être mise en œuvre dans les trente (30) jours de la clôture de la souscription de l'émission initiale concernée).	15% du nombre de titres de l'émission initiale <sup>(3)</sup> et <sup>(4)</sup>	Néant
Délégation de compétence à conférer au Conseil d'administration pour décider d'émettre, en une ou plusieurs fois, un nombre maximum de 380.000 bons de souscription d'actions dits « <b>BSA</b> », donnant droit à la souscription de 380.000 actions ordinaires nouvelles de la Société, cette émission étant réservée au profit d'une catégorie de personnes déterminées (administrateurs - consultants - équipe dirigeante de la Société)		22 juin 2017	18 mois	380 000 BSA donnant droit à la souscription de 380.000 actions ordinaires de la Société <sup>(5)</sup>	Néant
Délégation de compétence à conférer au Conseil d'administration pour décider d'émettre, en une ou plusieurs fois, un nombre maximum de 255.000 bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise dits « <b>BSPCE</b> », donnant droit à la souscription de 255.000 actions ordinaires nouvelles de la Société, cette émission étant réservée au profit d'une catégorie de personnes déterminées (salariés et dirigeants de la Société soumis au régime fiscal des salariés de la Société)		22 juin 2017	18 mois	225 000 BSPCE donnant droit à la souscription de 225 000 actions ordinaires de la Société <sup>(5)</sup>	Néant
Autorisation à donner au Conseil d'administration en vue de procéder à l'attribution gratuite d'actions		22 juin 2017	26 mois	255 000 actions <sup>(5)</sup>	Néant

<sup>(1)</sup> Le montant nominal du plafond des augmentations de capital autorisé s'imputera sur le montant du plafond global autorisé de 540 000 € de nominal (35<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 29 mars 2016)

(2) le montant nominal du plafond des obligations et autres titres de créances autorisé s'imputera sur le montant du plafond global autorisé de 20 000 000 € de nominal (35<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 29 mars 2016)

(3) le montant nominal du plafond des augmentations de capital autorisé s'imputera sur le montant du plafond global autorisé de 655 000 € de nominal (16<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 22 juin 2017)

(4) le montant nominal du plafond des obligations et autres titres de créances autorisé s'imputera sur le montant du plafond global autorisé de 50 000 000 € de nominal (16<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 22 juin 2017)

(5) le nombre total de BSPCE, BSA et actions gratuites à émettre par le Conseil d'administration ne pourra excéder le plafond global de 380.000 bons ou actions et le montant nominal s'imputera sur le plafond global prévu à la 16<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 22 juin 2017 (12<sup>ème</sup> à 14<sup>ème</sup> résolutions de l'Assemblée Générale Mixte du 22 juin 2017).

#### 1 | 4 Modalité d'exercice de la direction générale

Parmi les modalités d'exercice de la direction générale visées à l'article L.225-51-1 du Code de commerce, le Conseil d'administration en date du 29 mars 2016 a choisi que la direction générale de la Société serait assumée par le Président du Conseil d'administration.



## **KERLINK**

Société Anonyme

1 rue Jacqueline Auriol  
35325 Thorigné-Fouillard

---

### **Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées**

Assemblée générale d'approbation des comptes de  
l'exercice clos le 31 décembre 2017

#### **Deloitte & Associés**

7 avenue Charles Tillon  
35000 Rennes  
Membre de la Compagnie régionale de  
Versailles

#### **2&2 Audit**

44 rue de Rennes  
35138 Betton  
Membre de la Compagnie régionale de Rennes

**Deloitte & Associés**

7 avenue Charles Tillon  
35000 Rennes

Membre de la Compagnie régionale de  
Versailles

**2&2 Audit**

44 rue de Rennes  
35138 Betton

Membre de la Compagnie régionale de Rennes

---

**KERLINK**

Société Anonyme

1 rue Jacqueline Auriol  
35325 Thorigné-Fouillard

---

**Rapport spécial des commissaires aux comptes  
sur les conventions réglementées**

Assemblée générale d'approbation  
des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article L. 225-38 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

## **CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

---

### **Conventions autorisées au cours de l'exercice écoulé**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du code de commerce.

## **CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE**

---

### **Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé**

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

- **Convention de location avec la SARL BATTOUA**

Personnes concernées: Messieurs William GUESBET, Président Directeur Général de la Société, et Yannick DELIBIE, Administrateur et Directeur Général Délégué, sont tous deux associés-gérants de la SARL BATTOUA.

La Société a conclu un bail locatif avec la SARL BATTOUA pour les locaux qu'elle occupe au 1, rue Jacqueline Auriol à Thorigné-Fouillard (35). Ce bail classique (régi par les articles L.145-1 et suivants du Code du commerce) a pris effet le 19 juillet 2013 pour une durée de 9 années, sur la base d'un loyer annuel de 82 940 € HT, révisable tous les ans proportionnellement à la variation du cours de l'indice national du coût de la construction publié par l'INSEE.

Cette convention a été autorisée par le Conseil d'administration le 13 avril 2012 et approuvée par l'assemblée générale le 12 avril 2013.

Le Conseil d'administration a, lors de sa réunion du 29 mars 2018, procédé à l'examen de cette convention ; il a ainsi été considéré que la poursuite de cette convention était utile à la société et que les loyers versés étaient cohérents avec les prix de marché. En conséquence, il a été estimé ne pas devoir y mettre fin.

Au titre de cette convention, Kerlink a comptabilisé une charge annuelle de 94.158 € HT, y inclus charges locatives, au cours de l'exercice 2017.

Rennes et Betton, le 4 avril 2018

Les commissaires aux comptes

**Deloitte & Associés**

**2&2 Audit**

Guillaume RADIGUE  
*Associé*

Emmanuel BOURGEOIS  
*Associé*



# ETATS FINANCIERS

3

# ÉTATS FINANCIERS

## AU 31/12/2017

ÉTAT DU RESULTAT NET	68
INDICATEUR OPERATIONNEL DE PERFORMANCE	68
ÉTAT DES AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL	69
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE	70
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	71
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	72
NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS RETRAITÉS SELON LA NORME IFRS	73
1. PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ ET FAITS MARQUANTS	73
2. PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION	74
3. NOTES RELATIVES À L'INFORMATION SECTORIELLE	88
4. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	91
5. NOTES RELATIVES AU BILAN ET AU TABLEAU DES FLUX	97
6. AUTRES INFORMATIONS	111
7. PRO-FORMA : INFORMATION SECTORIELLE PAR BU	115

## ÉTAT DU RESULTAT NET

En milliers d'Euros	Note	12.2017	12.2016
<b>Produits des activités ordinaires</b>	4.1	<b>24 767</b>	<b>14 117</b>
Coûts d'achats et sous-traitance		-16 144	-8 585
<b>Marge brute</b>		<b>8 623</b>	<b>5 532</b>
Frais des activités support et gestion des sous-traitants	4.2	-1 848	-1 406
Frais de Recherche & Développement	4.2	-1 782	-1 053
Frais Marketing et Commerciaux	4.2	-2 986	-2 101
Autres coûts opérationnels	4.2	-3 472	-2 389
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>-1 464</b>	<b>-1 417</b>
Coût de l'endettement financier net		-62	-271
Autres produits et charges financiers		-198	-137
<b>Résultat financier</b>	4.4	<b>-260</b>	<b>-408</b>
Impôts sur les résultats	4.5	1 416	100
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>-308</b>	<b>-1 725</b>
<b>Revenant :</b>			
Aux actionnaires du Groupe		-308	-1 725
Résultat par action	6.2	-0,07	-0,55
Résultat dilué par action	6.2	N/A	N/A
Nombre moyen d'actions ordinaires	6.2	4 532 851	3 110 779
Nombre dilué moyen d'actions ordinaires	6.2	4 616 510	3 194 438

## INDICATEUR OPERATIONNEL DE PERFORMANCE

En milliers d'Euros	Note	12.2017	12.2016
<b>EBITDA <sup>1</sup></b>	3.2	<b>-313</b>	<b>-689</b>
<i>En pourcentage de CA</i>		-1%	-5%

<sup>1</sup> EBITDA : résultat opérationnel avant dotations aux amortissements et dépréciations d'actifs.

Les notes 1 à 7 font partie intégrante des états financiers IFRS.

## ÉTAT DES AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL

En milliers d' Euros	Note	12.2017	12.2016
<b>Résultat net de l'exercice</b>		<b>-308</b>	<b>-1 725</b>
Ecarts actuariels sur plan de retraite	5.11	-1	-36
<b>Eléments non recyclables en compte de résultat</b>		<b>-1</b>	<b>-36</b>
Effet d'impôt sur les autres éléments du résultat global	4.5 & 5.3	0	12
<b>Eléments recyclables ultérieurement en compte de résultat</b>		<b>0</b>	<b>12</b>
<b>Autres éléments du résultat global de la période après impôts</b>		<b>-1</b>	<b>-24</b>
<b>Résultat global total de la période</b>		<b>-309</b>	<b>-1 748</b>
<b>Revenant :</b>			
Aux actionnaires de la société mère		-309	-1 748

Les notes 1 à 7 font partie intégrante des états financiers consolidés.



## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

En milliers d'Euros	Note	12.2017	12.2016
Immobilisations corporelles	5.1	1 295	919
Immobilisations incorporelles	5.2	5 675	4 028
Participations dans des entreprises associées		0	33
Actifs financiers, créances clients et autres créances		70	69
Impôts différés actifs	5.3	1 826	343
<b>Total actif non courant</b>		<b>8 866</b>	<b>5 393</b>
Stocks	5.4	7 498	8 197
Créances clients et comptes rattachés	5.5	9 038	5 665
Autres actifs courants	5.6	987	1 284
Etat - impôts sur les bénéfices à recevoir	5.7	944	678
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5.8	13 999	426
<b>Total actif courant</b>		<b>32 466</b>	<b>16 250</b>
<b>Total actif</b>		<b>41 332</b>	<b>21 643</b>
Capital social		1 373	973
Autres réserves		31 598	12 831
Ecart de conversion		-4	0
Résultats non distribués		-4 063	-3 649
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère		28 904	10 156
<b>Total capitaux propres</b>	5.9	<b>28 904</b>	<b>10 156</b>
Emprunts et dettes financières	5.10 & 5.16	2 389	1 069
Provisions pour engagement de retraite	5.11	346	224
Provisions pour autres passifs		108	77
<b>Total passif non courant</b>		<b>2 843</b>	<b>1 370</b>
Emprunts et dettes financières	5.10 & 5.16	1 506	1 687
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		3 862	5 648
Etat - impôts sur les bénéfices à payer		65	0
Autres passifs courants	5.14	4 151	2 783
<b>Total passif courant</b>		<b>9 584</b>	<b>10 118</b>
<b>Total passif et capitaux propres</b>		<b>41 332</b>	<b>21 643</b>

Les notes 1 à 7 font partie intégrante des états financiers IFRS.

## TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

En milliers d'Euros	Note	12.2017	12.2016
<b>Résultat net avant impôts</b>	3.2	<b>-1 724</b>	<b>-1 825</b>
Dotations nettes aux amortissements et provisions		1 303	770
Crédit Impôt Recherche & CICE	5.7	-953	-678
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	4.3	0	8
Autres variations sans incidences sur la trésorerie		18	0
Incidence de la variation BFR	5.15	-2 914	-4 841
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité avant impôts et coût de l'endettement</b>		<b>-4 270</b>	<b>-6 566</b>
Impôts versés		687	475
Coût de l'endettement financier net	4.4	54	271
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>		<b>-3 529</b>	<b>-5 819</b>
Acquisition immobilisations corporelles	5.1	-679	-484
Acquisition immobilisations incorporelles	5.2	-2 492	-2 336
Variation des immobilisations financières		0	-11
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		0	0
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>		<b>-3 171</b>	<b>-2 831</b>
Apports investisseurs nets des frais d'augmentation de capital	5.9	19 156	11 789
Conversion des obligations convertibles		0	-2 550
Rachat et revente d'actions propres		10	-89
Variation des autres financements	5.10	-198	903
Encaissements provenant d'emprunts	5.10	2 305	244
Remboursement d'emprunts et autres dettes financières	5.10	-556	-417
Intérêts financiers nets versés sur emprunts		-54	-9
Intérêts financiers nets versés sur ORA		0	-522
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>		<b>20 663</b>	<b>9 350</b>
Incidences des variations de taux de change		-7	0
<b>VARIATION DE TRESORERIE</b>		<b>13 956</b>	<b>699</b>
Trésorerie à l'ouverture	5.8	43	-659
<b>Trésorerie à la clôture</b>	5.8	<b>13 999</b>	<b>40</b>

Les notes 1 à 7 font partie intégrante des états financiers IFRS.

## TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'Euros	Note	Capitaux propres				Total Capitaux propres
		Capital social	Autres Réserves	Résultats non distribués	Ecart Actuariels	
<b>Au 1er janvier 2016</b>		<b>757</b>	<b>1 471</b>	<b>-2 004</b>	<b>-33</b>	<b>191</b>
Autres éléments du résultat global de la période après impôts		0	0	12	-36	-24
Résultat net		0	0	-1 725	0	-1 725
Résultat global total de l'exercice 2016		0	0	-1 713	-36	-1 748
Impact liés aux stock-options et assimilés	4.3	4	25	8	0	37
Réduction de la valeur nominale		-128	0	128	0	0
Augmentation de capital		274	8 940	0	0	9 214
Conversion des obligations remboursables en actions		66	2 484	0	0	2 550
Actions propres		0	-89	0	0	-89
<b>Au 31 décembre 2016</b>		<b>974</b>	<b>12 831</b>	<b>-3 580</b>	<b>-68</b>	<b>10 156</b>
<b>Impact Consolidation sur l'ouverture Intégration résultat Kerlink Singapore Pte Ltd 2016</b>		0	-1	-105	0	<b>-105</b>
<b>Au 1er janvier 2017</b>		<b>974</b>	<b>12 830</b>	<b>-3 685</b>	<b>-68</b>	<b>10 051</b>
Autres éléments du résultat global de la période après impôts		0	0	-1	-1	-1
Résultat net		0	0	-308	0	-308
Résultat global total de l'exercice 2017		0	0	-309	-1	-309
Impact liés aux stock-options et assimilés	4.3	0	0	0	0	0
Augmentation de capital	5.9	400	18 756	0	0	19 156
Ecart de conversion		0	-4	0	0	-4
Actions propres		0	10	0	0	10
<b>Au 31 décembre 2017</b>		<b>1 373</b>	<b>31 593</b>	<b>-3 994</b>	<b>-69</b>	<b>28 904</b>

## NOTES AUX COMPTES CONSOLIDES RETRAITES SELON LA NORME IFRS

Dans l'ensemble des états financiers et annexes, les montants sont indiqués en milliers d'Euros (k€) et les différences de  $\pm 1$  k€ sont dues aux arrondis.

Les comptes couvrent une période de 12 mois, pour les exercices clos au 31 décembre 2017 et 31 décembre 2016.

Les états consolidés comprennent la Société Mère KERLINK SA, ainsi que ses trois filiales : KERLINK SINGAPORE PTE LTD, KERLINK INC et KERLINK IoT SOLUTIONS INDIA PRIVATE LIMITED.

### 1. PRESENTATION DU GROUPE ET FAITS MARQUANTS

#### Présentation du Groupe

Kerlink, fondée en 2004, est un spécialiste mondial de fourniture de solutions d'infrastructures réseaux dédiées à l'Internet des Objets (IoT). L'offre est constituée de solutions (logicielles, matérielles et services) à destination d'opérateurs publics, d'entreprises et collectivités. Les produits de Kerlink sont connus pour leur robustesse, leur facilité d'intégration dans tous types de réseaux et de flottes, leur compatibilité avec la majeure partie des standards mondiaux et leurs faibles coûts d'exploitation et de déploiements. Les services proposés par Kerlink couvrent les besoins clients parmi lesquels : planification réseau, optimisation de la performance du réseau, gestion à distance du réseau et localisation sans GPS. Plus de 100 000 produits ont été déployés en France et à l'international pour plus de 330 clients parmi lesquels GrDF, Saur, Suez, Bouygues, Orange, Swisscom, Médiamétrie, Tata Communications...

#### Faits marquants

- Après le succès de l'introduction en bourse qui avait permis à la Société en mai 2016, de lever 10,2 M€, le Groupe a mené une nouvelle opération d'augmentation de capital en 2017 qui a rencontré un large succès tant auprès des investisseurs institutionnels que des actionnaires individuels. Lancée le 21 avril 2017, cette opération a permis de lever 20,7 M€.
- Le Groupe a annoncé son expansion en Inde. La filiale Indienne, opérationnelle depuis le mois de juillet 2017, coordonne le partenariat de la Société avec Tata Communications et l'écosystème IoT émergent, dans le cadre du déploiement du plus grand réseau LoRaWAN™ au monde.
- Afin d'accompagner sa croissance, le Groupe poursuit sa dynamique de structuration par la division de son activité en deux Business Unit :
  - La Business Unit « **Kerlink Infrastructure Solutions** » permet au Groupe de consolider et de développer sa position de référent international pour la fourniture d'infrastructures et de services réseaux de haute qualité permettant à ses clients opérateurs publics et privés de déployer et d'opérer leurs offres de connectivité dédiées à l'Internet des Objets ;
  - La Business Unit « **Kerlink Advanced Services** » a pour objectif stratégique d'imposer Kerlink aux premiers rangs des acteurs capables de proposer des solutions à valeur ajoutée qui permettent à ses clients développeurs d'applications métier de concevoir rapidement et d'exploiter pleinement leur flotte d'objets connectés (services de pilotage et de géolocalisation des objets connectés aux réseaux et offres de Reference Design).



## 2. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

### 2.1. CONTEXTE DE LA PUBLICATION

Dans le cadre de son introduction en bourse en date du 19 mai 2016, la Société a souhaité établir volontairement des comptes sociaux en normes IFRS, la date de transition ayant été établie au 1er janvier 2013. Jusqu'au 31 décembre 2016, le Groupe ne possédant pas de filiale significative, les comptes IFRS n'incluaient que les comptes individuels de la Société Mère KERLINK SA. A compter de l'exercice 2017, les comptes présentés sont des comptes consolidés qui intègrent les filiales récemment créées.

Les présents comptes IFRS des exercices clos au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2016 ont été arrêtés par le conseil d'administration le 29 mars 2018.

### 2.2. BASE DE PREPARATION

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers IFRS sont exposées ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

#### Déclaration de conformité

Les Etats Financiers IFRS ont été préparés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne au 31 décembre 2017, et qui sont d'application obligatoire à cette date, avec un comparatif au 31 décembre 2016.

Les états financiers sont établis conformément au référentiel IFRS publié par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») et tel qu'approuvé par l'Union européenne. Le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne est consultable sur le site Internet de la Commission européenne :

[http://ec.europa.eu/finance/company-reporting/ifrs-financial-statements/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/finance/company-reporting/ifrs-financial-statements/index_en.htm)

Par ailleurs, les états financiers sont complétés par les informations jugées significatives requises par le règlement ANC n° 2016-09.

#### Première adoption des IFRS

Les premiers comptes établis par le Groupe en conformité avec les normes IFRS l'ont été au 31 décembre 2015. La norme IFRS 1 « Première application des normes IFRS » a été appliquée à la date de transition soit le 1er janvier 2013. Les comptes ont été établis conformément aux normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne en vigueur au 31 décembre 2017 et ce pour toutes les périodes présentées.

#### Principe de préparation des états financiers

Les états financiers IFRS ont été établis selon la convention du coût historique, sauf en ce qui concerne certains biens et instruments financiers qui ont été évalués selon leur juste valeur à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

Le coût historique est généralement fondé sur la juste valeur de la contrepartie donnée en échange des biens et services.

#### Continuité d'exploitation

Les états financiers ont été arrêtés selon le principe de continuité d'exploitation.

### 2.3. EVOLUTION DES NORMES, AMENDEMENTS ET INTERPRETATIONS

Les normes IFRS appliquées sont les mêmes qu'au 31 décembre 2016.

*Normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire aux exercices ouverts après le 1er janvier 2017 et non anticipés par le Groupe*

Le Groupe n'a pas anticipé les normes comptables suivantes :

- IFRS 15 : Produits des activités ordinaires provenant des contrats avec des clients.  
Concernant IFRS 15, le Groupe a entrepris dès l'exercice 2016 des travaux d'analyse et d'identification des divergences introduites par les nouvelles dispositions de cette norme. Il a notamment identifié des contrats à éléments multiples (vente de matériels et de support) pour lesquels les impacts ne sont pas significatifs. Le Groupe appliquera la norme IFRS 15 à compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2018.
- IFRS 9 : Instruments financiers : applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2018. L'IFRS 9 concerne la classification, l'évaluation et la décomptabilisation des actifs financiers et des passifs financiers, et introduit de nouvelles règles pour la comptabilité de couverture, ainsi qu'un nouveau modèle de dépréciation des actifs financiers. Le Groupe appliquera à compter du 1er janvier 2018 les nouvelles règles de façon prospective, avec les mesures de simplification autorisées par la norme. Les informations comparatives pour 2017 ne seront pas retraitées.  
Compte tenu de la nature de ses activités, le Groupe n'anticipe pas de modification importante de la classification et l'évaluation de ses actifs financiers. Une analyse détaillée du modèle de dépréciation des actifs financiers, notamment des créances clients, a été réalisée en 2017. Le modèle de dépréciation pour perte de crédit prescrit par IFRS 9 donne lieu à la comptabilisation d'une dépréciation au titre des créances non encore échues. L'impact de cette disposition n'est pas considéré comme significatif.
- IFRS 16 : Contrats de locations : applicable au 1er janvier 2019. L'ordre de grandeur de l'impact sur le bilan lié à la première application d'IFRS 16 peut être apprécié à travers le montant des engagements de location au 31 décembre 2017, soit environ 0,5 M€. Voir note 6.1.

*Les nouveaux amendements aux normes et interprétations d'application obligatoire à partir du 1er janvier 2017 n'ont pas eu d'impact sur les états financiers du Groupe*

- Amendements à IAS 12 : « Impôt sur le résultat : comptabilisation d'actifs d'impôts différés au titre de pertes latentes »
- Amendements à IAS 7 : « Initiative concernant les informations à fournir »
- Amendements à IFRS 2 : « Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions »
- Améliorations annuelles des IFRS cycle 2014-2016

*Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB mais non encore applicables au 31 décembre 2017*

Le Groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes et interprétations mentionnées ci-après qui pourraient le concerner et dont l'application n'est pas obligatoire au 1er janvier 2017 :

- Interprétation IFRIC 22 : « Transactions en devises et paiements d'avance »
- Interprétation IFRIC 23 : « Traitement des incertitudes sur l'impôt »
- Amendements à IFRS 9 : « Clause de remboursement anticipé »
- Amendements à IAS 28 : « Intérêts à long terme dans les entreprises associées et coentreprises »

## 2.4. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

### Filiales

Les sociétés dans lesquelles le Groupe, directement ou indirectement, contrôle plus de la moitié des droits de vote ou a le pouvoir d'exercer le contrôle sur les opérations, sont consolidées par intégration globale.

Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles ne sont plus consolidées à partir de la date où le contrôle cesse. La méthode de l'acquisition est utilisée pour comptabiliser l'achat de sociétés par le Groupe.

Toutes les transactions significatives entre les sociétés consolidées sont éliminées, notamment les créances, dettes, produits et charges entre les sociétés du Groupe ainsi que les profits internes inclus dans les stocks et les plus ou moins-values réalisées sur des opérations de cession d'immobilisations entre les sociétés du Groupe.

La liste des principales sociétés du Groupe figure en note 6.7. La date de clôture annuelle des états financiers individuels est le 31 décembre, à l'exception de Kerlink India qui arrête ses comptes au 31 mars de chaque année. Pour les besoins de la consolidation, un arrêté au 31 décembre 2017 a été réalisé.

## 2.5. MODALITES DE CONSOLIDATION

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont exposées ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

### Méthode de consolidation

La méthode utilisée par le Groupe est l'intégration globale, la Société Mère ayant un contrôle exclusif sur ses trois filiales.

### Méthode de conversion

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des sociétés du Groupe sont évalués en utilisant la monnaie du principal environnement économique dans lequel l'entité exerce ses activités (« la monnaie fonctionnelle »). Les états financiers consolidés sont présentés en Euros, qui est la monnaie fonctionnelle et de présentation du Groupe.

Les comptes des sociétés étrangères, dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'Euro, sont convertis selon les principes suivants :

- Les postes de bilan sont convertis au taux de clôture à l'exception des capitaux propres pour lesquels sont appliqués les cours historiques ;
- Les postes du compte de résultat sont convertis au cours moyen de l'exercice ;
- Les différences de conversion sont portées directement dans les capitaux propres dans la rubrique « Ecart de conversion »

Les écarts d'acquisition d'une société étrangère sont convertis au taux de clôture.

Les opérations en monnaie étrangère sont comptabilisées au taux de change de la date d'opération. Les gains ou les pertes résultant du règlement de ces transactions et de la conversion des créances et dettes en monnaie étrangère aux taux en vigueur à la date de clôture, sont appréhendés selon le compte de résultat sur la ligne « résultat financier ».

Les cours utilisés sont indiqués dans le tableau ci-après :

	Cours au 31/12/2017	Cours moyen de l'exercice
EUR/SGD	1,6024	1,5582
EUR/USD	1,1993	1,1293
EUR/INR	76,6055	75,8717

Les différences de change ayant trait à un élément monétaire qui fait en substance partie intégrante de l'investissement net d'une entreprise dans une entreprise étrangère consolidée sont inscrites dans les capitaux propres consolidés, nette d'effet d'impôt sur le résultat si applicable, jusqu'à la cession ou à la liquidation de cet investissement net.

### Ecarts d'acquisition

Si le prix d'acquisition d'une entreprise diffère de la quote-part de capitaux propres correspondant, l'écart de première consolidation est analysé et ventilé dans les postes du bilan appropriés.

L'écart entre la valeur des titres acquis et la juste valeur de la quote-part d'actif net identifié à la date de prise de participation est porté à l'actif du bilan sous la rubrique « écart d'acquisition ».

Au 31 décembre 2017, le Groupe n'a pas d'écart d'acquisition dans ses comptes.

## 2.6. JUGEMENTS ET ESTIMATIONS COMPTABLES SIGNIFICATIFS

En vue de la préparation des états financiers, la Direction peut être amenée à procéder à des estimations et à faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges, ainsi que sur les informations fournies dans les notes annexes.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances.

Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources.

L'utilisation d'estimations et d'hypothèses revêt une importance particulière, principalement pour :

- l'évaluation du résultat à l'avancement des contrats de travaux d'étude et de conception ;
- La valeur recouvrable des actifs incorporels et corporels ainsi que leur durée d'utilité ;
- L'évaluation des provisions et engagement sociaux ;
- Le crédit d'impôt recherche ;
- La charge d'impôt et la reconnaissance des impôts différés.

## 2.7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

### Immobilisations incorporelles

En application de la norme IAS 38, les immobilisations incorporelles acquises sont comptabilisées à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition. Les immobilisations incorporelles comprennent principalement les frais de Recherche et Développement.

#### Les frais de recherche et développement

Les frais de recherche sont constatés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Les frais de développement sont essentiellement des frais engagés pour développer des produits ou protocoles qui donnent lieu à un ou plusieurs brevets.

Les frais de développement sont ainsi immobilisés, lorsque les six critères définis par la norme IAS 38 sont respectés :

- Faisabilité technique,
- Intention de l'achever et de l'utiliser ou de le vendre,
- Capacité à l'utiliser ou le vendre,
- Avantages économiques probables,
- Disponibilité des ressources
- Capacité à évaluer de manière fiable les dépenses liées au projet.

Les frais de développement activés sont uniquement les frais directement affectables à un projet, tels qu'ils résultent du suivi analytique des coûts par projets. La quote-part du crédit d'impôt recherche et des subventions liées aux projets activés est retraitée en subvention et produits constatés d'avance.

La mise en œuvre de la norme IAS 23 Intérêts d'emprunts n'a pas conduit à activer d'intérêts.

Le Groupe analyse régulièrement le respect des critères d'activation. Ces frais sont maintenus à l'actif, tant que le Groupe conserve l'essentiel des avantages et des risques liés aux projets, et notamment lorsque le Groupe conserve la propriété intellectuelle et a accordé un droit temporaire d'utilisation et/ou d'exploitation des résultats des phases de développement.

Les projets de développement en cours font l'objet de tests de dépréciation selon les modalités définies à la note 2.8.

Les frais activés sont amortis linéairement sur la durée d'utilisation attendue par le Groupe, qui correspond à la durée des avantages économiques futurs attendus. Cette durée est définie par projet, en fonction des caractéristiques économiques propres à chaque projet de développement.

#### Logiciels

Les coûts liés à l'acquisition de logiciels informatiques et licences sont inscrits à l'actif sur la base des coûts encourus pour acquérir et pour mettre en service les logiciels concernés.

#### Durée et charge d'amortissement

Le Groupe apprécie si la durée d'utilité d'une immobilisation incorporelle est définie ou indéfinie.

Les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie définie sont amorties sur leur durée d'utilité économique et sont soumises à un test de dépréciation chaque fois qu'il existe une indication que l'immobilisation incorporelle s'est dépréciée. La durée d'amortissement et le mode d'amortissement d'une immobilisation incorporelle ayant une durée d'utilité définie sont réexaminés au moins à la clôture de chaque exercice.

La durée d'amortissement linéaire des principales immobilisations incorporelles est :

- Frais de développement activés entre 3 à 5 ans
- Logiciel : 3 ans

#### Décomptabilisation des immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est décomptabilisée lors de sa cession ou lorsque aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa cession. Le profit ou la perte découlant de la décomptabilisation d'une immobilisation incorporelle (calculé comme étant la différence entre le produit net de la cession de l'immobilisation et sa valeur comptable) est comptabilisé en résultat net lorsque l'immobilisation est décomptabilisée.



## Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition (ou de production interne) diminué du cumul des amortissements et pertes de valeur.

Les éléments d'actif font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la durée et les conditions probables d'utilisation des biens généralement admis dans la profession en tenant compte d'une valeur résiduelle et calculés selon le mode linéaire, soit généralement :

- Agencements et aménagements : 9 à 14 ans
- Matériel bureau & informatique : 3 à 8 ans
- Mobilier : 3 à 5 ans

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des actifs sont revues et le cas échéant ajustées à chaque clôture. La valeur comptable d'un actif est immédiatement dépréciée pour la ramener à sa valeur recouvrable lorsque la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable estimée.

### 2.8 TESTS DE PERTE DE VALEUR DES ACTIFS IMMOBILISES

Des tests de perte de valeur sont réalisés pour les actifs immobilisés corporels et incorporels à durée de vie finie dès lors qu'un indice de perte de valeur apparaît. Le test de perte de valeur consiste à comparer la valeur comptable de l'actif à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de cession et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est fondée sur les flux de trésorerie futurs actualisés qui seront générés par ces actifs.

Les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service sont soumises à un test de dépréciation au moins une fois par année et chaque fois qu'il y a une indication que l'actif peut s'être déprécié.

Les données utilisées dans le cadre de la méthode des flux de trésorerie prévisionnels actualisés proviennent des budgets annuels et plans pluriannuels établis par la Direction. Les plans consistent en des projections à cinq ans. S'agissant du calcul de la valeur d'utilité, celle-ci se base sur la valeur actualisée des flux futurs sur la durée résiduelle des frais de développement. Le taux d'actualisation des flux de trésorerie prévisionnels reflète le taux de rendement attendu par un investisseur dans le domaine d'activité du Groupe et la prime de risque propre à notre Groupe.

Les tests de dépréciation, effectués selon la méthodologie décrite ci-dessus, ont montré qu'aucune dépréciation n'était nécessaire. L'analyse de sensibilité sur les hypothèses clés (CA prévisionnel, taux d'actualisation, variation des cash-flows prévisionnels) intervenant dans la détermination de la juste valeur montre qu'une variation de +/- 10 % n'aurait aucune incidence sur les conclusions des tests de perte de valeur menés.

### 2.9. CONTRAT DE LOCATION FINANCEMENT OU LOCATION SIMPLE

Au 31 décembre 2017, le Groupe n'est pas engagé par des contrats de location-financement.

Les contrats de location en vertu desquels une partie importante des risques et avantages inhérents à la propriété est conservée par le bailleur sont classés en contrat de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simples (nets des avantages obtenus du bailleur) sont comptabilisés en charge au compte de résultat de façon linéaire sur la durée du contrat de location. Quand un contrat de location simple se termine avant l'expiration de la période de location, les pénalités de sortie sont comptabilisées en charges de la période où le contrat se termine.

### 2.10. ACTIFS FINANCIERS

Les actifs financiers comprennent :

- les actifs disponibles à la vente ;
- les actifs détenus jusqu'à leur échéance ;
- les prêts et les créances ;
- les actifs évalués à la juste valeur par le résultat.

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définies par la norme IAS 39 « Instruments Financiers : comptabilisation et évaluation ».

Actifs détenus jusqu'à leur échéance

Ces actifs sont exclusivement des titres à revenus fixes ou déterminables et à échéances fixées, autres que les prêts et les créances, et que le Groupe a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à l'échéance. Après leur comptabilisation initiale à leur juste valeur, ils sont évalués et comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les actifs détenus jusqu'à leur échéance font l'objet d'un suivi d'indication objectif de dépréciation. Un actif financier est déprécié si sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation. La perte de valeur est enregistrée au compte de résultat.

Actifs à la juste valeur par le compte de résultat

Les actifs considérés comme détenus à des fins de transaction comprennent les actifs que le Groupe a l'intention de revendre dans un terme proche afin de réaliser une plus-value, qui appartiennent à un portefeuille d'instruments financiers gérés ensemble et pour lequel il existe une pratique de cession à court terme.

Les actifs de transaction peuvent aussi comprendre des actifs volontairement classés dans cette catégorie, indépendamment des critères énumérés ci-dessus.

Créances

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Elles ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

La Direction procède régulièrement à la revue et à l'évaluation de la valeur recouvrable des créances clients. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable, une provision pour dépréciation ou une perte sur créance irrécouvrable est comptabilisée en résultat net. Cette évaluation du risque-crédit repose sur l'expérience passée en matière de recouvrement de créances et de défauts de paiement, le niveau d'antériorité des créances dont l'échéance est dépassée, ainsi que sur les conditions de paiement octroyées.

**2.11. STOCKS**

Les stocks sont comptabilisés au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation

Les stocks d'approvisionnement sont valorisés selon la méthode du CMUP (Coût Moyen Unitaire Pondéré).

Les produits semi-finis, finis et en cours de production ont été évalués à leur coût de production standard.

Une provision pour dépréciation a été constituée chaque fois que la valeur de réalisation ou le cours du jour était inférieur à la valeur d'inventaire.

**2.12. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE**

Pour le bilan, le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » comprend les disponibilités bancaires et les dépôts à terme (avec des maturités inférieures à 3 mois ou libérables à tout moment).

Les découverts bancaires figurent au passif courant dans les « Emprunts et dettes financières ».

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie tels que définis ci-dessus, nets des concours bancaires courants.

**2.13 TRANSACTIONS EN DEVISES**

Les opérations en devises étrangères sont converties en euro au taux de change en vigueur à la date d'opération. A la date de clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis en euro au cours de change de clôture. Les résultats de change en découlant sont reconnus sur le résultat de la période.

## 2.14. CAPITAL ET FRAIS D'AUGMENTATION DE CAPITAL

Les actions ordinaires sont classées en capitaux propres.

Le classement en capitaux propres dépend de l'analyse spécifique des caractéristiques de chaque instrument émis. Les actions de préférence ont ainsi pu être classées en tant qu'instruments de capitaux propres.

Selon la norme IAS 32, les charges externes directement connectées à une émission d'actions nouvelles, autres que pour un rachat, nettes de taxes, viennent en moins de la prime d'émission. Il est admis dans cette norme que si l'opération d'augmentation de capital est effectuée conjointement avec une introduction en bourse, les frais engagés sont répartis raisonnablement entre les actions existantes et les actions nouvelles. Seuls les coûts liés à l'émission d'actions nouvelles sont comptabilisés en diminution de la prime d'émission.

## 2.15. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Conformément à IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », le Groupe constate une provision à la clôture pour chaque événement qui remplit l'ensemble des conditions suivantes :

- Existence d'une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement antérieur à la clôture ;
- Probabilité ou certitude qu'une sortie de ressources au bénéfice de tiers sera nécessaire pour éteindre l'obligation sans contrepartie après la date de clôture ;
- Valorisation estimée de façon fiable.

L'estimation de la valorisation des provisions est revue lors de chaque clôture. Les provisions sont maintenues tant que le Groupe n'est pas en mesure de statuer clairement et avec certitude sur leur dénouement.

Sauf cas particulier dûment justifié, les provisions sont présentées au bilan dans le passif non courant.

Les provisions sont actualisées si nécessaire. L'impact de cette règle dans le Groupe ne concerne que les provisions pour avantages au personnel.

Les provisions pour risques et charges se rapportent principalement à des provisions pour litiges et autres risques.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation. La Direction base ses jugements sur les circonstances relatives à chaque événement et compte tenu des informations disponibles. Cependant, étant donné les difficultés à estimer certains engagements dans ces domaines (notamment sociaux, environnementaux et commerciaux), on ne saurait exclure que les coûts dépasseront finalement les montants provisionnés.

### Provision pour garantie

Une provision est constituée pour les charges à engager dans les années à venir au titre de la garantie du matériel vendu. Les coûts engagés correspondent à la main-d'œuvre, et au coût des pièces détachées.

## 2.16. AVANTAGE AU PERSONNEL

### Engagement de retraite

Les obligations du Groupe liées aux indemnités légales ou conventionnelles de départ à la retraite ont été évaluées à la date du 31 décembre 2017 selon la méthode des unités de crédit projetées. La méthode prend en compte les hypothèses actuarielles suivantes :

- La probabilité de durée de service futur du salarié ;
- Le niveau de rémunération futur ;
- L'espérance de vie ;
- La rotation du personnel.

L'obligation calculée est actualisée (taux IBOXX Corporates AA 10+) et comptabilisée sur la base des années de service des salariés, en tenant compte des charges sociales correspondantes.

Les écarts actuariels sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.

### Médaille du travail

Le Groupe ne comptabilise pas d'engagement au titre des médailles du travail du fait de son montant non significatif.

### Plans de BSPCE

Le Groupe attribue des options de souscription (BSPCE). La juste valeur des services fournis par les salariés en échange de la décote sur l'option est comptabilisée en charge sur la période d'acquisition des droits en contrepartie d'un compte de capitaux propres. Les produits reçus nets des coûts de transactions sont crédités au capital (valeur nominale) et autres réserves quand les options sont exercées.

### Primes attribuées aux salariés

Le Groupe reconnaît une dette et une charge de personnel pour primes suivant des formules de calculs tenant compte du résultat des sociétés concernées. Le Groupe comptabilise une provision lorsqu'il y a une obligation contractuelle ou si, du fait d'une pratique passée, il existe une obligation implicite.

## 2.17. PLAN D'OPTIONS ET ASSIMILES

Certains salariés du Groupe perçoivent une rémunération sous la forme de paiements fondés sur des actions, à travers un plan de BSPCE – Bons de Souscription de Parts de Créateurs d'Entreprises.

En application de la norme IFRS 2, le coût des transactions réglées en instruments de capitaux propres est comptabilisé en charge sur la période au cours de laquelle les droits à bénéficier des instruments de capitaux propres sont acquis, en contrepartie d'une augmentation de capitaux propres.

En cas de départ de salarié au cours de la période d'acquisition de ces droits, les charges précédemment enregistrées au titre de la norme IFRS 2 pour ce salarié sont reprises sur l'exercice. Kerlink a appliqué la norme IFRS 2 à l'ensemble des instruments de capitaux propres octroyés depuis la création de la Société.

La juste valeur des options octroyées est déterminée par application du modèle Black-Scholes-Merton de valorisation d'options.

La Note 5.12 détaille ces éléments.

## 2.18. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

Les dettes financières sont initialement comptabilisées à leur juste valeur puis au coût amorti sur la base du taux d'intérêt effectif, nettes des coûts de transaction encourus lorsque ceux-ci sont significatifs.

KERLINK a contracté divers emprunts et lignes de crédit.

Le Groupe a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

Le Groupe a conclu en mars 2016 un contrat d'affacturage. Selon la norme IAS 39, afin de déterminer si le transfert des créances à la société d'affacturage donne lieu à déconsolidation des créances et

dettes, il convient d'apprécier l'exposition de l'entité aux risques et avantages associés à la cession des actifs. Le contrat signé par la Société n'étant pas sans recours, les actifs ne peuvent pas être déconsolidés et sont donc valorisés en créances clients en contrepartie des dettes financières.

## 2.19. SUBVENTIONS PUBLIQUES A RECEVOIR

Le Groupe bénéficie d'un certain nombre d'aides publiques, sous forme de subventions ou d'avances conditionnées. Le détail de ces aides est fourni en Note 5.10.

### Avances remboursables

Le Groupe bénéficie d'avances remboursables et ne portant pas intérêt, pour le financement de ses projets collaboratifs et certains projets de recherche et développement. La différence entre la valeur actualisée de l'avance au taux de marché (c'est-à-dire le capital remboursé in fine en l'absence de flux d'intérêt, actualisé au taux de marché) et le montant reçu en trésorerie de l'organisme public constitue une subvention, au sens de la norme IAS 20. Cette différence doit être comptabilisée comme une subvention liée au résultat, dans la mesure où les frais de recherche et développement générés dans le cadre du projet sont comptabilisés immédiatement en charges, et enregistrée en produit dans l'état du résultat global.

Le coût financier des avances remboursables calculé au taux de marché est enregistré ensuite en charges financières.

Les subventions sont présentées au compte de résultat, en déduction des «Frais de Recherche et Développement» car elles correspondent à des aides à l'innovation et au financement des activités de recherche.

### Subventions

Les subventions reçues sont enregistrées dès que la créance correspondante devient raisonnablement certaine, compte tenu des conditions posées à l'octroi de la subvention.

Les subventions d'exploitation sont enregistrées en « Frais de Recherche et Développement » en tenant compte, le cas échéant, du rythme des dépenses correspondantes de manière à respecter le principe de rattachement des charges aux produits.

## 2.20. INFORMATION SECTORIELLE

Conformément à la norme IFRS 8 – Secteurs opérationnels, l'information sectorielle présentée est établie sur la base des données du reporting interne utilisées pour l'analyse de la performance des activités et l'allocation des ressources par le Comité de Direction composé par le Président Directeur Général, le Directeur des Opérations et Finances, le Directeur Technologies et Innovation, la Directrice des Ressources Humaines, le Directeur Commercial et le Directeur Marketing, qui forme le principal organe de décision opérationnel de Kerlink.

En 2017, le reporting interne est défini selon deux axes : les secteurs d'activités (opérateurs publics, opérateurs privés et référence design) et les typologies de ventes (produits, services, licences, expertises). Les secteurs d'activités ont été désignés par Kerlink comme axes principaux d'analyse par le principal organe de décision opérationnel. Par conséquent et conformément à IFRS 8, le Groupe présente les secteurs d'activités comme secteurs opérationnels et regroupe :

- **Infrastructures publiques (produits et services) :** l'activité « Opérateurs Publics » comprend les ventes de solutions de réseau Internet des Objets ainsi que les services et produits associés à des opérateurs exploitant un réseau ouvert aux clients ou fournissant aux clients un service de communication électronique ;
- **Infrastructures privées (produits et services) :** l'activité « Opérateurs Privés » comprend les ventes de solutions de réseau Internet des Objets ainsi que les services et produits associés à une entité souhaitant créer un réseau de communications électroniques réservé à l'usage d'une ou plusieurs personnes constituant un groupe fermé d'utilisateurs (GFU) en vue d'échanger des communications internes au sein de ce groupe ;
- **Reference design (service) :** l'activité « Référence design » comprend les ventes à destination des fabricants d'objets connectés qui intègrent en première monte dans leur produit un design de référence matériel et logiciel de Kerlink. Ce design reprend toutes les technologies embarquées performantes développées par Kerlink (radio, consommation, pile, logicielle...) et



permet au fabricant d'accéder au marché plus rapidement avec une solution validée et optimisée.

Le Comité de Direction évalue la performance de ces secteurs sur la base du chiffre d'affaires ainsi que sur la base de l'EBITDA. Les actifs et passifs au niveau de ces secteurs ne faisant pas l'objet d'une information spécifique auprès du comité de Direction, aucune information n'est présentée par secteur opérationnel en annexe dans le cadre d'IFRS 8.

Les données financières par secteur opérationnel sont établies selon les mêmes règles que celles utilisées pour les états financiers IFRS. L'information fournie au titre de ces secteurs n'a pas fait l'objet de regroupement.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018, le Groupe poursuit sa dynamique de structuration par la ventilation de son activité sur deux Business Unit :

- La Business Unit « **Kerlink Infrastructure Solutions** » permet au Groupe de consolider et de développer sa position de référent international pour la fourniture d'infrastructures et de services réseaux de haute qualité permettant à ses clients opérateurs publics et privés de déployer et d'opérer leurs offres de connectivité dédiées à l'Internet des Objets ;
- La Business Unit « **Kerlink Advanced Services** » a pour objectif stratégique d'imposer Kerlink aux premiers rangs des acteurs capables de proposer des solutions à valeur ajoutée qui permettent à ses clients développeurs d'applications métier de concevoir rapidement et d'exploiter pleinement leur flotte d'objets connectés (services de pilotage et de géolocalisation des objets connectés aux réseaux et offres de Reference Design).

Le reporting interne sera donc désormais défini selon deux axes : les Business Unit et les typologies de ventes (produits et services).

A ce titre, le Groupe a publié un pro-forma du compte de résultat opérationnel 2017 suivant cette nouvelle répartition (en note 7).

## 2.21. PRESENTATION DU COMPTE DE RESULTAT

Kerlink présente un compte de résultat par destination tel que défini dans la recommandation de l'Autorité des Normes Comptables n° 2013-03, le détail des charges et produits est fourni en Notes 4.1 et 4.2.

### Coûts d'achats et de sous-traitance

Les coûts d'achats et les coûts de sous-traitance sont essentiellement constitués :

- d'achats de composants, et autres produits nécessaires à la production des biens vendus ;
- des prestations de services de tiers pour la fabrication, l'assemblage et les tests des biens vendus ;
- des droits de douane, coûts de transports et autres taxes directement attribuables à ces achats ;
- des coûts de personnels extérieurs, d'hébergements informatiques et de lignes téléphoniques directement imputables à des ventes de services.

### EBITDA

L'EBITDA (Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation & Amortisation) est un indicateur défini comme la contribution de l'activité avant incidence des amortissements et dépréciations des immobilisations.

### Résultat Opérationnel

Le résultat opérationnel inclut l'ensemble des produits et coûts directement liés aux activités du Groupe, que ces produits et charges soient récurrents ou qu'ils résultent de décisions ou d'opérations ponctuelles.

### Coût de l'endettement financier net

L'ensemble des charges et produits résultant de l'endettement financier net de la période, représente le coût du financement global de l'entreprise, hors coût de fonds propres.

## 2.22. PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES

Les principales natures de contrats recensées au sein du Groupe correspondent à des contrats de vente de produits en série (stations de bases, gateways, concentrateurs...), des contrats de prestations de services correspondant essentiellement à des travaux d'études et de conception et des contrats de licences. Par ailleurs, le Groupe est amené à signer des contrats de biens et services à éléments multiples pouvant correspondre à une combinaison de différents services. Dans ce cas, le chiffre d'affaires est reconnu de manière séparée pour chacun des éléments lorsqu'ils sont identifiables séparément.

### Contrats de vente de produits en série

Conformément à la norme IAS 18, le chiffre d'affaires n'est reconnu que si le Groupe a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens et s'il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à l'entreprise. Il est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue, net de rabais, remises et ristournes éventuelles et hors TVA et autres taxes.

### Contrats de travaux d'études et de conception

Dans le cadre des contrats de travaux d'études et de conception, le chiffre d'affaires est comptabilisé si :

- le degré d'avancement peut être évalué de manière fiable et ;
- les coûts encourus et les coûts pour achever la prestation peuvent être évalués de façon fiable.

Les résultats des contrats de vente d'études et de conception sont enregistrés à l'avancement du service rendu. L'avancement est déterminé par comparaison des coûts cumulés engagés, à une date donnée, aux coûts totaux prévus au contrat. Lorsque le résultat d'un contrat ne peut être estimé de manière fiable, le chiffre d'affaires n'est reconnu que dans la limite des coûts du contrat encourus et qui seront probablement recouvrables.

### Contrats de licences

Les contrats de licences concernent exclusivement des logiciels. Le chiffre d'affaires relatif aux redevances perçues sur la base du nombre d'objets déployés est comptabilisé au fur et à mesure que celles-ci sont acquises.

## 2.23 CREDIT D'IMPOT RECHERCHE

Des crédits d'impôt recherche sont octroyés aux entreprises par l'État français afin de les inciter à réaliser des recherches d'ordre technique et scientifique. Les entreprises qui justifient de dépenses remplissant les critères requis bénéficient d'un crédit d'impôt qui peut être utilisé pour le paiement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice de réalisation des dépenses et des trois exercices suivants ou, le cas échéant, être remboursé pour sa part excédentaire.

Le crédit d'impôt recherche est présenté dans l'état du résultat global en diminution des « Frais de Recherche et Développement ».

## 2.24. IMPOTS

L'impôt sur le résultat comprend la charge ou le produit d'impôt exigible et la charge ou le produit d'impôt différé. Les impôts différés sont constatés pour toute différence temporaire provenant de la différence entre la base fiscale et la base comptable des actifs et passifs figurant dans les états financiers. Les différences temporaires principales sont liées aux pertes fiscales reportables.

Les impôts courants sont déterminés sur la base de taux d'impôts (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Le taux d'imposition retenu pour le calcul des impôts différés est, pour l'exercice clos le 31/12/2016 de 28% et de 25% pour l'exercice clos au 31/12/2017. En effet, l'article 41 de la loi de finances pour 2018, prévoit une baisse du taux d'IS à 25%, taux applicable de manière progressive entre 2018 et 2022.

Les impôts différés actifs sont constatés s'il existe une forte probabilité d'imputation des charges fiscales sur des résultats fiscaux positifs futurs. Pour apprécier la capacité du Groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte des prévisions de bénéfices imposables futurs ainsi que de l'historique des résultats fiscaux des années précédentes. Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que dans la

mesure où il est probable que les bénéfices futurs seront suffisants pour absorber les pertes reportables. Au titre de l'exercice 2016, le Groupe n'a pas comptabilisé un impôt différé actif généré par les pertes fiscales reportables. Au titre de l'exercice 2017, une partie des déficits reportables de la Société Mère a été activée. Les actifs d'impôts différés liés aux déficits fiscaux sont activés au regard des perspectives de recouvrabilité découlant des budgets et plans à moyen terme élaborés par le Groupe. Les hypothèses utilisées sont identiques à celles retenues pour les tests de valeur des actifs.

Dans le compte de résultat le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) vient en diminution des charges de personnel (Note 4.3) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) est incluse dans la ligne « autres frais » de la rubrique « Frais administratifs » (Note 4.2).

## 2.25. MODALITES DE CALCUL DU RESULTAT NET PAR ACTION

Le résultat net par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat net par action (dilué) est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice ajusté de l'impact de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires. Le Groupe dispose des catégories d'instruments dilutifs suivantes : des options de souscription d'actions.

## 2.26. GESTION ET EVALUATION DES RISQUES FINANCIERS

Kerlink peut se trouver exposé à différentes natures de risques financiers.

Le Groupe met en œuvre des moyens simples et adaptés à sa taille pour limiter les effets potentiellement défavorables de ces risques sur sa situation financière.

Le Groupe précise qu'il ne souscrit pas d'instruments financiers à des fins spéculatives.

### Risque de taux d'intérêt

Le Groupe n'a pas d'exposition significative au risque de taux d'intérêt, dans la mesure où il n'a souscrit aucune dette à taux variable.

### Risque de change

Les principaux risques liés aux impacts de change en devises sont considérés comme non significatifs. Le Groupe dispose de comptes bancaires en dollars US.

Le Groupe n'a pas pris, à son stade de développement, de disposition de couverture afin de protéger son activité contre les fluctuations des taux de change. La couverture est naturelle car un volume similaire à l'achat et à la vente est effectué.

### Risque de liquidité

Depuis sa création, la Société a financé sa croissance par un renforcement de ses fonds propres par voie d'augmentations de capital successives, d'obligations convertibles en actions, d'obligations remboursables en actions, d'obtention d'aides publiques à l'innovation (avances remboursables BPI France), de remboursement de créances de Crédit d'Impôt Recherche et d'emprunts bancaires.

Le Groupe n'est pas exposé à un risque de liquidité résultant de la mise en œuvre éventuelle de clauses de remboursement anticipé d'emprunts bancaires.

Malgré un niveau de liquidité confortable à fin décembre 2017, le Groupe continue de surveiller son risque de pénurie de liquidités de manière régulière au travers de la mise en place d'outils de suivi.

### Risque de crédit

L'exposition au risque de crédit est associée au crédit d'impôt recherche, à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, et aux créances clients :

- Les créances liées au crédit d'impôt recherche présentent un risque de crédit jugé non significatif au regard de l'historique du Groupe ;
- Le Groupe fait appel pour ses placements de trésorerie à des institutions financières de premier plan et ne supporte donc pas de risque de crédit significatif sur sa trésorerie. Un contrat d'affacturage a été signé le 4 mars 2016 ;

- Concernant les créances clients, un risque-crédit existe dès lors qu'une perte éventuelle peut survenir, si un client ne peut honorer ses engagements dans les délais prévus. Ce risque de crédit lié aux créances clients est limité en raison des procédures internes en place et de la signature d'un contrat d'assurance-crédit auprès de la COFACE le 3 mars 2016.

### 3. NOTES RELATIVES A L'INFORMATION SECTORIELLE

#### 3.1. INFORMATION PAR SECTEUR OPERATIONNEL

##### Produits des activités ordinaires

En milliers d'Euros	2017	2016	Variation en % 17 vs 16
Infrastructures Privées	9 907	8 800	13%
Infrastructures Publiques	14 714	5 163	185%
Référence Design	147	153	-4%
<b>Total Produits des activités ordinaires</b>	<b>24 767</b>	<b>14 117</b>	<b>75%</b>

Les ventes affichent une progression de 75% à 25 M€ contre 14 M€ pour l'exercice 2016.

Comme attendu, les opérateurs publics, qui ont concrétisé les premiers déploiements de réseaux, ont fortement contribué à cette croissance avec un chiffre d'affaires multiplié par 2,8 sur l'exercice. Renforcée par la notoriété acquise par le Groupe à l'occasion du déploiement par Tata Communications en Inde du plus grand réseau LoRa™ au monde, l'activité a été marquée par la conquête de plusieurs nouvelles références notamment parmi des opérateurs de réseaux publics de premier rang.

La croissance est également au rendez-vous sur le marché des entreprises et des collectivités avec un chiffre d'affaires en progression de 13% à près de 10 M€.

Le Groupe commercialise ses solutions auprès d'acteurs de premier plan tels que Digimondo (Allemagne), Netemera (Pologne), Proximus (Belgique), Libatel (Liban), Spark (Nouvelle Zélande) et Yeap ! (Argentine). Au-delà de la phase d'installation des équipements d'infrastructures, ces contrats constituent autant d'opportunités pour le Groupe de faire valoir son offre de services à forte valeur ajoutée.

L'offre Reference Design a généré les premiers revenus de licences. Cette offre permet aux industriels d'intégrer rapidement et facilement la solution de connectivité réseau aux objets qu'ils fabriquent.

##### EBITDA

En milliers d'Euros	2017	2016
Infrastructures Privées	-3	24
Infrastructures Publiques	-322	-719
Référence Design	12	6
<b>EBITDA</b>	<b>-313</b>	<b>-689</b>

Cet indicateur est utilisé par la Direction pour suivre et contrôler les performances des Pôles et pour décider de l'allocation des ressources.

L'EBITDA a fortement progressé depuis 2016, et ce grâce à la maîtrise des frais de structure et à l'augmentation significative du volume d'activité.



### 3.2. RECONCILIATION AVEC LES DONNEES DU GROUPE

L'EBITDA se réconcilie avec le résultat opérationnel du Groupe de la manière suivante :

En milliers d'Euros	2017	2016
<b>EBITDA <sup>1</sup></b>	<b>-313</b>	<b>-689</b>
Dotations aux amortissements	-1 151	-728
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>-1 464</b>	<b>-1 417</b>

<sup>1</sup> EBITDA : résultat opérationnel avant dotations aux amortissements et dépréciations d'actifs.  
Le résultat net avant impôt figurant dans le cash-flow se calcule comme suit :

En milliers d'Euros	2017	2016
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>-308</b>	<b>-1 725</b>
Impôts sur les résultats	-1 416	-100
<b>Résultat net avant impôt</b>	<b>-1 724</b>	<b>-1 825</b>

### 3.3. INFORMATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

Information par zone géographique

En milliers d'Euros	2017	2016	Variation en % 17 vs 16
France	12 001	10 578	13%
EMEA hors France	3 507	2 918	20%
APAC	8 697	450	1833%
NCSA	561	171	228%
<b>Total Produits des activités ordinaires</b>	<b>24 767</b>	<b>14 117</b>	<b>75%</b>

L'International a été au cœur de la dynamique d'activité avec un produit des activités ordinaires de près de 12,8 M€, multiplié par 3,6 par rapport à 2016. Sa contribution ressort à 52% de l'activité totale contre 25% en 2016, illustrant la percée du Groupe sur tous les marchés à forts investissements IoT.

Sur la zone Asie-Pacifique, le chiffre d'affaires est multiplié par plus de 19 à près de 8,7 M€. Cette progression a essentiellement été portée par l'exécution du contrat Tata Communications en Inde. L'Europe (hors France) réalise une performance très satisfaisante avec un chiffre d'affaires de près de 3,5 M€, en hausse de 20%.

Sur la zone Amériques, les performances sont également au rendez-vous avec un triplement de l'activité qui ressort à 561 K€. L'implantation du Groupe à Chicago intervenue au cours de l'été 2017 constituera un solide levier de développement sur ce marché à fort potentiel.

Enfin, le Groupe affiche un bon niveau d'activité en France avec un chiffre d'affaires de 12 M€, en croissance de plus de 13% par rapport à 2016.

**3.4. PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES PAR PRINCIPAUX CLIENTS**

Les 10 principaux clients représentent 73% du chiffre d'affaires en 2016 contre 69% en 2016.

	2016	En milliers d'Euros	%
Client A		3 326	24%
Client B		1 181	10%
Client C		1 074	10%

	2017	En milliers d'Euros	%
Client D		8 328	34%
Client E		2 772	11%
Client A		1 694	7%

Le Groupe a facturé plus de 330 clients dans 69 pays en 2017 contre un peu plus de 260 dans 55 pays en 2016.

Les clients historiques renouvellent leur confiance année après année et poursuivent le déploiement des équipements reconnus du Groupe. Sur cette même dynamique de développement, le Groupe a démontré sa capacité à conduire des projets d'envergure et à conquérir des références de premier plan.

**3.5. ACTIFS NON COURANTS PAR ZONE GEOGRAPHIQUE**

En milliers d'Euros	2017	2016
France	8 858	5 393
Reste du monde	8	0
<b>Total actif non courant</b>	<b>8 866</b>	<b>5 393</b>

Les actifs non courants à l'étranger correspondent aux investissements dans les filiales du Groupe.

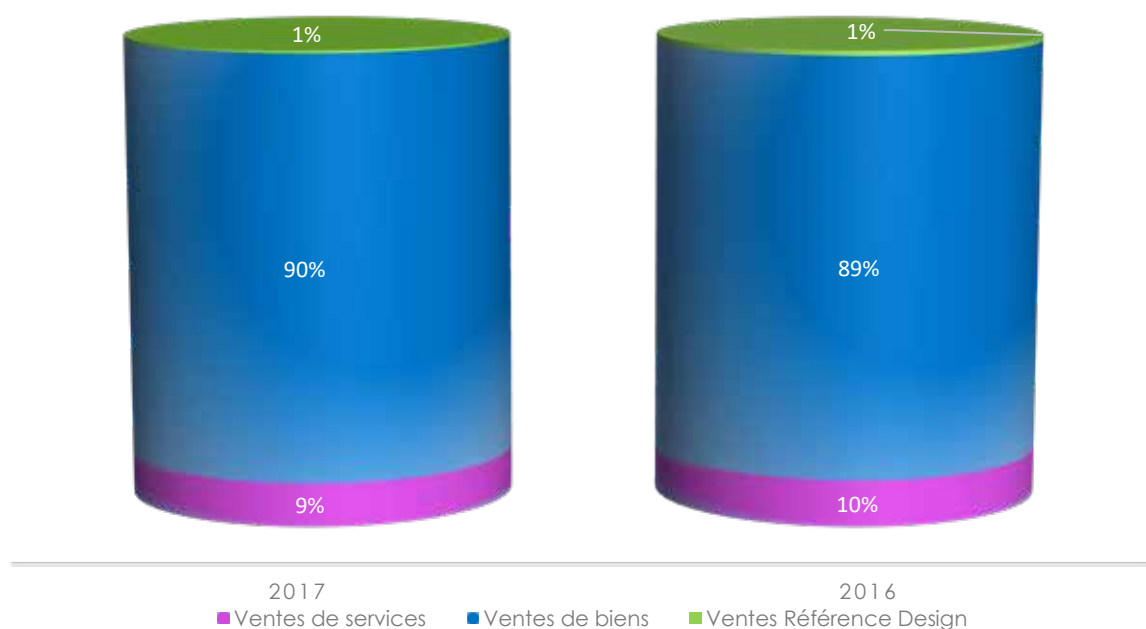
## 4. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

### 4.1. PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES

Le chiffre d'affaires comprend la vente des produits et des services. Il est évalué à la juste valeur de la contrepartie attendue, net de rabais, remises et ristournes éventuels et hors TVA et autres taxes.

#### Information par nature de produit

En milliers d'Euros	2017	2016	Variation en % 17 vs 16
Ventes de biens	22 302	12 553	78%
Ventes de services	2 319	1 411	64%
Ventes Référence Design	147	153	-4%
<b>Total Produits des activités ordinaires</b>	<b>24 767</b>	<b>14 117</b>	<b>75%</b>



Les nombreux succès commerciaux rencontrés au cours de l'année ont de nouveau mis à l'honneur les ventes de produits, première étape de la réussite d'un développement de réseau IoT. Les ventes sont en progression de 78% par rapport à l'année précédente, pour s'établir à 22,3 M€.

Au-delà de la phase d'installation des équipements d'infrastructures, les déploiements constituent autant d'opportunités pour le Groupe de faire valoir son offre de services à forte valeur ajoutée.

A ce titre, les ventes de services (incluant les ventes de licences et d'expertise) connaissent une nette amélioration passant de 1,4 M€ à 2,4M€, soit une évolution de 64% à période comparable.

## 4.2. NATURE DES DEPENSES ALLOUEES PAR FONCTION

### Frais indirects des activités supports et gestion des sous-traitants

Les frais des services surveillance de réseau / supports client et suivi de la relation avec les sous-traitants se répartissent de la manière suivante :

En milliers d'Euros	2017	2016
Salaires et charges sociales	1 494	1 125
Frais de déplacements support	21	0
Dotations aux amortissements	92	141
Autres frais support	241	140
<b>Total</b>	<b>1 848</b>	<b>1 406</b>

En 2017, l'équipe activité support a continué de se structurer afin de suivre plus efficacement l'évolution des volumes de fabrication et de livraison. Ce renforcement des équipes permet de satisfaire au mieux à l'amélioration de l'expérience client en proposant un service de support en ligne avec les attentes du marché.

Le Groupe a notamment annoncé son partenariat industriel avec Flex le 27 février 2017.

### Frais de Recherche & Développement

Les frais de R&D se répartissent de la manière suivante :

En milliers d'Euros	2017	2016
Salaires et charges sociales	1 985	1 415
Frais de prototypes	234	309
Prestataires externes	1 413	1 009
Dotations aux amortissements des frais de R&D	913	426
Autres frais R&D	482	416
<b>Total charges R&amp;D</b>	<b>5 027</b>	<b>3 575</b>
Activation des frais de R&D	-2 832	-2 137
Crédit Impôt Recherche	-413	-321
Subventions	0	-64
<b>Total de produits R&amp;D</b>	<b>-3 245</b>	<b>-2 522</b>
<b>Total</b>	<b>1 782</b>	<b>1 053</b>

En 2017, le Groupe a intensifié ses efforts en matière de Recherche et Développement pour répondre aux évolutions du marché ainsi qu'à sa stratégie axée sur des offres innovantes et la montée dans la chaîne de la valeur.

A fin 2017, 14 prestataires de sociétés de services travaillent à temps plein sur le site de la Société Mère et contribuent à l'effort d'innovation, au sein du département Recherche & Développement. Au cours de l'année 2017, 6 prestataires de sociétés de services ont été internalisés dans les effectifs de Kerlink.

Frais marketing et commerciaux

Les frais de marketing et du commerce se répartissent de la manière suivante :

En milliers d'Euros	2017	2016
Salaires et charges sociales	1 718	1 090
Frais de déplacements	416	279
Honoraires et conseils commerce	183	362
Salons et marketing	296	266
Dotations aux amortissements	81	36
Autres frais commerce	291	68
<b>Total</b>	<b>2 986</b>	<b>2 101</b>

Les équipes commerciales se sont renforcées en 2017 avec l'embauche de 3 nouveaux salariés au sein de la Société Mère afin de répondre aux demandes entrantes ainsi que mettre en place des partenariats auprès des distributeurs. Carlos BRICENO a également rejoint la filiale américaine en tant que directeur des ventes et du développement commercial de Kerlink Inc., en octobre 2017. La filiale basée à Chicago, développe et pilote l'expansion du Groupe sur l'ensemble du continent américain.

L'équipe marketing s'est structurée par l'arrivée de Stéphane DEJEAN au poste de Directeur Marketing et Communication début janvier 2017. Afin de l'accompagner et pour étendre la présence internationale du Groupe, Benjamin MAURY a rejoint Kerlink en tant que responsable global des développements commerciaux et des partenariats stratégiques en octobre 2017.

Frais administratifs

Les frais administratifs et les frais généraux se répartissent de la manière suivante :

En milliers d'Euros	2017	2016
Salaires et charges sociales	1 867	1 169
Personnel externe	0	74
Honoraires et conseils	701	635
Séminaires et déplacements	129	44
Dotations provisions	68	28
Dotations aux amortissements	64	48
Activation des frais de mise en place SAP	0	-355
Autres frais	642	746
<b>Total</b>	<b>3 472</b>	<b>2 389</b>

Sur le début de l'exercice 2016, deux membres du comité de direction ont perçu leur rémunération directement de la société Arvallon SAS, dont ils étaient actionnaires à 100%. Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2016, ces deux dirigeants sont rémunérés par le Groupe.

Afin de soutenir la croissance et en support des services opérationnels, les effectifs des services centraux se sont renforcés par l'arrivée d'une personne à la direction des systèmes d'information, de deux personnes au sein du service Gestion de projets et de deux personnes au sein de la direction financière.



## 4.3. CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIF

Effectif	2017	2016 (*)
Directeurs	5	4
Cadres et assimilés	88	56
Non cadres	22	18
<b>Total effectif</b>	<b>115</b>	<b>78</b>

Effectif physique en fin d'exercice par société	2017	2016 (*)
Kerlink SA	110	78
Kerlink Singapore Pte Ltd.	2	0
Kerlink Inc.	2	0
Kerlink IOT Solutions India Pvt Ltd	1	0
<b>Total effectif</b>	<b>115</b>	<b>78</b>

(\*) : Les effectifs publiés en 2016 sont uniquement ceux de Kerlink SA. Les effectifs en 2016 comprenaient également 2 personnes au sein de Kerlink Singapore Pte Ltd.

L'effectif en fin d'exercice est de 115 contre 78 en 2016.

L'effectif moyen (ETP) sur l'exercice est de 98 personnes contre 64 sur l'exercice 2016.

Effectif moyen	2017	2016
Activités service client et gestion des sous-traitants	28	20
Recherche & Développement	33	21
Marketing et commerciaux	18	11
Administratifs	19	12
<b>Total effectif</b>	<b>98</b>	<b>64</b>

En milliers d'Euros	2017	2016
Frais indirects des activités support et gestion des sous-traitants	1 494	1 125
Frais de Recherche & Développement	1 985	1 415
Frais Marketing et Commerciaux	1 718	1 090
Autres coûts opérationnels	1 867	1 169
<b>Charges de personnels</b>	<b>7 065</b>	<b>4 800</b>

En milliers d'Euros	2017	2016
Salaires et traitements	4 918	3 218
Charges sociales	2 122	1 409
Intérimaires	28	199
Charges non décaissables liées aux options de souscription	0	8
Variation de la provision pour retraite (Note 5.11)	121	29
Autres charges de personnel*	-124	-63
<b>Charges de personnels</b>	<b>7 065</b>	<b>4 800</b>
* dont CICE	<b>-124</b>	<b>-69</b>

**4.4. RESULTAT FINANCIER**

En milliers d'Euros	2017	2016
Charges d'intérêts sur Obligations remboursables en actions	0	231
Charges d'intérêts	54	36
Amortissement des frais d'émission d'emprunts	8	4
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>62</b>	<b>271</b>
Produits des placements financiers	-17	-3
Variation des provisions financières	-37	35
Autres charges et produits financiers	68	25
Résultat de change	184	80
<b>Résultat financier</b>	<b>260</b>	<b>408</b>

## 4.5. RATIONALISATION DE LA CHARGE D'IMPOT

En milliers d'Euros	2017	2016
Courants	-66	0
Différés (Note 5.3)	1 482	100
<b>Total</b>	<b>1 416</b>	<b>100</b>

Les impôts différés actifs ayant pour origine les déficits fiscaux sont reconnus seulement pour la partie d'impôts différés imputable sur des bénéfices futurs probables. Au titre de l'exercice 2016, le Groupe n'a pas comptabilisé un impôt différé actif généré par les pertes fiscales reportables. Au titre de l'exercice 2017, le Groupe est en capacité de déterminer avec une assurance suffisante que Kerlink réalisera des bénéfices au cours des prochaines années. Une partie des déficits reportables de la Société Mère a été activée.

Les différences constatées entre le taux d'imposition théorique de droit commun en vigueur en France, retenu pour l'établissement des comptes IFRS, et le taux effectif constaté sur l'exercice sont les suivantes :

En milliers d'Euros	2017	2016
Résultat IFRS avant impôts	-1 724	-1 825
<i>Charges fiscales théoriques (33,3%)</i>	<b>575</b>	<b>608</b>
<i>Impact sur l'impôt</i>		
Non reconnaissance des déficits fiscaux	-493	-608
Juste-valeur du prêt à taux zéro	-9	-9
Provision pour indemnités de fin de carrière	-12	-10
Impact des décalages fiscaux	0	0
Déficits reportables activés	-1 750	0
Annulation amortissement dérogatoire	0	-2
Retraitement BSPCE	0	-3
Retraitement CIR	308	-96
Incidence des différences de taux des filiales étrangères	-25	0
Incidence des différences de taux d'imposition (de 33,33% à 28%)	-19	19
Charges non déductibles et produits non imposables	10	0
Autres	0	0
<b>Charge d'impôt inscrite au compte de résultat ensemble des activités</b>	<b>-1 416</b>	<b>-100</b>
Effet d'impôt sur les autres éléments du résultat global	0	-12
<b>Charge d'impôt inscrite au compte de résultat activités poursuivies</b>	<b>-1 416</b>	<b>-112</b>

## 5. NOTES RELATIVES AU BILAN ET AU TABLEAU DES FLUX

## 5.1. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

En milliers d'Euros	Immobilisations en cours	Matériel et installations techniques	Autres immobilisations corporelles	Total
Au 31 décembre 2016				
Valeur nette à l'ouverture	0	511	112	623
Différences de change				0
Variation de périmètre				0
Acquisitions / mise en service		425	59	484
Cessions				0
Dépréciations / Amortissements		-147	-41	-188
<b>Valeur nette à la clôture</b>	<b>0</b>	<b>789</b>	<b>131</b>	<b>919</b>
Valeur brute				
		1 224	354	1 578
Dépréciation cumulée				
		-436	-223	-659
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2016</b>	<b>0</b>	<b>789</b>	<b>131</b>	<b>919</b>
Au 31 décembre 2017				
Valeur nette à l'ouverture	0	789	133	922
Différences de change	0	0	0	0
Variation de périmètre	0			0
Acquisitions / mise en service		528	152	680
Cessions			-2	-2
Dépréciations / Amortissements		-243	-62	-306
<b>Valeur nette à la clôture</b>	<b>0</b>	<b>1 073</b>	<b>222</b>	<b>1 295</b>
Valeur brute				
		1 752	507	2 259
Dépréciation cumulée				
		-679	-285	-964
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2017</b>	<b>0</b>	<b>1 073</b>	<b>222</b>	<b>1 295</b>

Le Groupe n'est pas propriétaire des locaux qu'il occupe.

Par ailleurs, la production immobilisée est respectivement de 401 K€ au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2017 et 398 K€ en 2016. Celle-ci est composée uniquement des coûts de production de bancs de tests, équipements confiés aux sous-traitants et nécessaires pour les tests fonctionnels des produits en fabrication.

## 5.2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

En milliers d'Euros	Immobilisations en cours	Frais de Recherche et Développement	Autres immobilisations incorporelles	Total
Au 31 décembre 2016				
Valeur nette à l'ouverture	1 429	781	23	2 233
Différences de change				0
Changement de périmètre				0
Acquisitions ou transfert	664	1 166	506	2 336
Cessions				0
Dépréciations / Amortissements		-426	-114	-540
<b>Valeur nette à la clôture</b>	<b>2 093</b>	<b>1 521</b>	<b>415</b>	<b>4 028</b>
Valeur brute	2 093	3 425	594	6 111
Amortissement cumulé		-1 904	-179	-2 083
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2016</b>	<b>2 093</b>	<b>1 521</b>	<b>415</b>	<b>4 028</b>
Au 31 décembre 2017				
Valeur nette à l'ouverture	2 093	1 521	415	4 028
Différences de change	0	0	0	0
Changement de périmètre	0	0	0	0
Acquisitions ou transfert (1)	-1 367	3 795	64	2 492
Cessions	0	0	0	0
Dépréciations / Amortissements	0	-663	-183	-845
<b>Valeur nette à la clôture</b>	<b>726</b>	<b>4 653</b>	<b>296</b>	<b>5 675</b>
Valeur brute	726	7 219	658	8 603
Amortissement cumulé	0	-2 566	-362	-2 928
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2017</b>	<b>726</b>	<b>4 653</b>	<b>296</b>	<b>5 675</b>

(1) Un montant négatif correspond à la réaffectation comptable d'« Immobilisations en cours » en « Immobilisation » lors de sa mise en service.

En 2016, un montant de 355 K € a été activé au titre de la mise en place d'un ERP avec une mise en production courant mars 2016.

Les autres immobilisations en cours sont des travaux de développement produits et logiciels.

Aucune dépréciation des immobilisations incorporelles n'a été constatée.



### 5.3. IMPOTS DIFFERES

Les impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporelles selon la méthode du report variable en utilisant un taux principal de 25% pour l'exercice 2017, un taux de 28% a été utilisé pour l'exercice 2016. Les mouvements sur le compte « impôts différés » sont décrits ci-dessous :

En milliers d'Euros	2017	2016
A l'ouverture	344	232
Effet d'impôt sur les autres éléments du résultat global	0	12
Charge d'impôt inscrite au compte de résultat ensemble des activités (Note 4.5)	1 482	100
<b>A la clôture</b>	<b>1 826</b>	<b>343</b>

Les impôts différés actifs et les impôts différés passifs sont compensés en éléments non-courants conformément à IAS 12, du fait que seule la Société Mère génère des impôts différés et qu'elle soit une seule et même entité fiscale Française en 2017.

Le tableau ci-dessous indique les montants après compensation, le cas échéant, dans le bilan :

En milliers d'Euros	2017	2016
Impôts différés Actif	1 826	343
Impôts différés Passif	0	0
<b>Total</b>	<b>1 826</b>	<b>343</b>

La ventilation des impôts différés est la suivante :

En milliers d'Euros	2017	2016
Juste-valeur du prêt à taux zéro	-18	-27
Provision pour indemnités de fin de carrière	86	75
Impact des décalages fiscaux	0	0
Déficits reportables activés	1 750	0
Annulation amortissement dérogatoire	-2	-4
Retraitements BSPCE	9	12
Retraitements CIR	0	308
Changement de taux	0	-19
<b>Total</b>	<b>1 826</b>	<b>343</b>

Les déficits reportables sont détaillés ci-dessous :

Période	En milliers d'Euros
Avant le 01/01/2014	2 997
31/12/2014	796
31/12/2015	1 299
31/12/2016	3 507
31/12/2017	4 014
<b>Total</b>	<b>12 615</b>

Au titre de l'exercice 2017, une partie des déficits reportables de la Société Mère a été activée. Les actifs d'impôts différés liés aux déficits fiscaux sont activés au regard des perspectives de recouvrabilité découlant des budgets et plans à moyen terme élaborés par le Groupe. Les hypothèses utilisées sont identiques à celles retenues pour les tests de valeur des actifs.

## 5.4. STOCKS

En milliers d'Euros	2017	2016
Matières Premières et autres appro	3 004	3 868
Produits Intermédiaires et Finis	4 941	4 392
Moins : provision pour dépréciation	-447	-63
<b>Total</b>	<b>7 498</b>	<b>8 197</b>

Evolutions des provisions pour dépréciation – en milliers d'Euros	2017	2016
Valeur à l'ouverture	63	40
Ecart de conversion	0	0
Augmentation	411	23
Diminution	-27	0
<b>Valeur à la clôture</b>	<b>447</b>	<b>63</b>

Une dotation aux dépréciations de 411K€ a été constatée au cours de l'exercice, contre un montant de 23K€ au cours de l'exercice précédent.

Le Groupe a diminué ses stocks de matières premières car un basculement des approvisionnements a été réalisé partiellement sur ses sous-traitants.

L'augmentation des stocks de produits intermédiaires et de produits finis permettent au Groupe de répondre plus rapidement à la demande client sur des produits de gamme à succès.

## 5.5. CREANCES CLIENTS

En milliers d'Euros	2017	2016
Créances clients brutes	9 048	5 861
Moins : provision pour dépréciation	-10	-196
<b>Total</b>	<b>9 038</b>	<b>5 665</b>

En 2017, un montant de 599K€ est dû à plus d'un an. En 2016 un montant de 782 k€ était dû à plus d'un an.

En février 2016, le Groupe a eu connaissance de difficultés financières de la part d'un de ses clients. Une provision de 189K€ a été constatée dans les comptes au 31 décembre 2015 sur une créance totale de 189K€. La créance a pu être basculée en perte sur créance irrécouvrable en juin 2017.

## 5.6. AUTRES ACTIFS COURANTS

En milliers d'Euros	2017	2016
Avances et acomptes versés	0	0
Charges constatées d'avance	227	151
Autres créances	759	1 133
Moins : provision pour dépréciation	0	0
<b>Total</b>	<b>987</b>	<b>1 284</b>

Les autres créances d'exploitations correspondent essentiellement à un crédit de TVA pour 543 K€.

## 5.7. ETAT – IMPOTS SUR LES BENEFICES A RECEVOIR

En milliers d'Euros	2017	2016
<b>Crédit Impôt Recherche dans le compte de résultat</b>	<b>413</b>	<b>321</b>
Crédit Impôt Recherche affecté aux immobilisations	547	418
Amortissement du Crédit Impôt Recherche	-132	-130
Régularisation CIR N-1	-9	0
<b>Déclaration crédit impôt recherche</b>	<b>819</b>	<b>608</b>
Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)	124	69
Crédit d'impôt apprentissage	1	0
<b>Crédit Impôt Recherche &amp; CICE</b>	<b>944</b>	<b>678</b>

## 5.8. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

En milliers d'Euros	2017	2016
Valeurs mobilières de placement	0	0
Soldes bancaires	2 411	315
Dépôts à termes et placements	11 468	0
Disponibilité contrat de liquidité	120	111
<b>Disponibilités</b>	<b>13 999</b>	<b>426</b>
Découverts bancaires	0	-386
<b>Total trésorerie</b>	<b>13 999</b>	<b>40</b>

## 5.9. CAPITAUX PROPRES

Le capital social a évolué de la manière suivante entre le 31 décembre 2016 et le 31 décembre 2017 :

Période	Ouverture	Réduction de capital (1)	Division par 4 de la valeur nominale des actions (2)	Conversion Obligations (3)	Apport en numéraires (4)	Exercice d'options	Clôture	Valeur Nominale	Capital Social
31/12/2016	582 500	0	1 747 500	244 488	1 016 453	14 400	3 605 341	0,27	973 442
31/12/2017	3 605 341	0	0	0	1 480 763	0	5 086 104	0,27	1 373 248

- (1) Dans le cadre de la transformation de la Société Mère de SAS en SA, le capital social a été réduit de 757 250 euros à 629 100 euros par diminution de la valeur nominale de 1.30 euro à 1.08 euro.
- (2) Dans le cadre de son introduction en bourse, la Société a décidé la division de la valeur nominale des actions par 4 portant ainsi cette valeur à 0.27 euros et corrélativement la multiplication des actions par 4.
- (3) Les obligations remboursables en actions ont été remboursées par émission de 244 488 actions nouvelles.
- (4) - En 2016, dans le cadre de l'admission de la Société sur le marché Euronext Growth, une augmentation de capital par appel public à l'épargne a été constatée par émission de 978 069 actions ordinaires. L'option de surallocation a été exercée et a entraîné également une augmentation de capital par émission de 38 384 actions nouvelles.  
- En 2017, une augmentation de capital par appel public à l'épargne a été constatée par émission de 1 273 165 actions ordinaires. La demande de souscription à titre réductible a entraîné une augmentation de capital par émission de 207 598 actions nouvelles.

La répartition des actions est détaillée dans le tableau ci-dessous :

Nombre d'actions	31.12.2017	31.12.2016	01.01.2016
Actions Ordinaires	5 086 104	3 605 341	431 250
Actions de préférence	0	0	151 250
<b>Total</b>	<b>5 086 104</b>	<b>3 605 341</b>	<b>582 500</b>

#### Caractéristiques des BSPCE

	BSPCE 2013	BSPCE 2015
Date d'Assemblée	12-avr-13	29-juin-15
Date de la décision du Président	12-avr-13	29-juin-15
Nombre total de bons autorisés par l'Assemblée	22 500	15 000
Nombre total de bons émis	22 500	5 000
Point de départ d'exercice des BSPCE	12-avr-16	29-juin-18
Date d'expiration des BSPCE	12-avr-23	29-juin-25
Prix de souscription ou d'achat d'une action	7.94 €	10 €
Modalités d'exercice	(1)	(2)
Nombre de BSPCE souscrites	3 600	0
Nombre cumulé de BSPCE annulés ou caducs	5 100	0
BSPCE émis restants	13 800	5 000
Actions potentielles issues des BSPCE émis restants après ¼ division (Note 5.12)	55 200	20 000

#### (1) Modalités d'exercice des BSPCE 2013 :

Les BSPCE ne pourront être exercés par leur bénéficiaire que sous la condition que ledit bénéficiaire soit toujours présent dans le Groupe à la date d'exercice

Les BSPCE pourront être exercés à tout moment à compter de leur émission, jusqu'au 12 juillet 2023 à minuit. Les droits à exercer les BSPCE seront ouverts dans les quantités et sur les périodes suivantes :

- Un tiers des bons émis sont exerçables à compter du 12 avril 2016, si le bénéficiaire a la qualité de salarié ou de dirigeant (la « condition de présence ») à cette date ;
- Un tiers des bons émis sont exerçables à compter du 12 avril 2017, si la condition de présence est remplie à cette date ;
- Un tiers des bons émis sont exerçables à compter du 12 avril 2018, si la condition de présence est remplie à cette date ; étant précisé qu'en cas d'admission des titres de la Société aux négociations sur un marché réglementé, les bons deviennent tous immédiatement exerçables.

#### (2) Modalités d'exercice des BSPCE 2015 :

Les BSPCE ne pourront être exercés par leur bénéficiaire que sous la condition que le bénéficiaire soit toujours présent dans le Groupe à la date d'exercice.

Les BSPCE pourront être exercés à tout moment à compter de leur émission, jusqu'au 29 juin 2025 à minuit. Les droits à exercer les BSPCE seront ouverts dans les quantités et sur les périodes suivantes :

- à compter du 29 juin 2018, à hauteur de 1 667 BSPCE ;
- à compter du 29 juin 2019, à hauteur de 1 667 BSPCE ;
- à compter du 29 juin 2020, à hauteur de 1 666 BSPCE ;

Les droits à exercer des BSPCE nés au titre d'une période mais non utilisés au titre de cette période, se cumuleront avec ceux des périodes suivantes.

Contrat de liquidité

À la suite de son introduction en bourse sur le marché Euronext Growth Paris, la Société Mère a signé le 19 mai 2016 un contrat de liquidité avec le groupe Louis Capital Market LLP pour favoriser la liquidité de l'action KERLINK.

Dans ce cadre, la Société a confié 200.000 euros à cet établissement afin que ce dernier prenne des positions à l'achat comme à la vente sur les actions de la Société. La part du contrat qui est investi en actions propres de la Société par ce prestataire est comptabilisée en moins des capitaux propres du Groupe pour leurs coûts d'acquisition. Au 31 décembre 2017, les actions propres s'élèvent à 79 K€.

La réserve de trésorerie liée au contrat de liquidité est présentée en trésorerie (cf. note 5.8).

**5.10. DETTES FINANCIERES**

En milliers d'Euros	2017	2016
Dettes financières	3 191	1 467
Affacturage	705	903
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-13 999	-40
<b>Dettes nettes</b>	<b>-10 103</b>	<b>2 331</b>
Soldes bancaires	13 879	315
Disponibilités contrat de liquidité	120	111
<b>Total des dettes financières</b>	<b>3 895</b>	<b>2 756</b>
Part à plus d'un an	2 389	1 069
Part à moins d'un an	1 506	1 687
<b>Total des dettes financières</b>	<b>3 895</b>	<b>2 756</b>

Le tableau ci-après présente la variation des dettes financières courantes et non courantes :

Variation des dettes financières au cours de l'exercice	2017	2016
A l'ouverture	1 467	1 614
Désactualisation	-26	28
Nouveaux emprunts	2 305	244
Remboursement d'emprunts	-556	-417
<b>Total des dettes financières</b>	<b>3 191</b>	<b>1 467</b>
Affacturage	705	903
Découverts bancaires	0	386
<b>Total des dettes financières</b>	<b>3 895</b>	<b>2 756</b>

Kerlink SA a notamment contracté sur la période :

- La signature d'un contrat de financement d'un montant d'1,05 million d'euros intervenue en mars 2017 entre la Société et ses partenaires bancaires historiques.
- La signature d'un contrat de Prêt à taux Zéro Innovation d'un montant d'1 million d'euros intervenue sur mars 2017 entre la Société et BPI France.



Emprunts BPI France

Le Groupe a obtenu plusieurs financements de la part de BPI France détaillés dans les tableaux ci-dessous :

	Montant accordé	2017	2016
Prêt à taux zéro pour l'innovation 2011	408 K€	163,2	245
Prêt à taux zéro pour l'innovation 2014	1 000 K€	796	919
Prêt à taux zéro pour l'innovation 2017	1000 K€	948	0
<b>Total</b>		<b>1 907</b>	<b>1 164</b>

**PRET A TAUX ZERO POUR L'INNOVATION (2011)**

Montant : 408 000.00€ (408 000.00€ reçus le 09 février 2012)

Taux d'intérêt : 0%

Remboursement : de mars 2015 à mars 2019 (linéaire de 20 remboursements trimestriels)

Projet : conception et développement d'une solution de communication bout en bout, standardisée, entre les capteurs et le système d'information de leur exploitant, conforme aux standard IPv6 et 6lowpan.

Application au domaine des réseaux de capteur pour la télérelève.

**PRET A TAUX ZERO POUR L'INNOVATION (2014)**

Montant : 1 000 000.00€ (dont 970 000.00€ reçus le 09 mai 2014)

Taux d'intérêt : 0%

Remboursement : de juin 2017 à mars 2022 (linéaire de 20 remboursements trimestriels)

La durée du prêt comprend une période de différé d'amortissement suivie d'une période d'amortissement linéaire.

Projet : développement d'une chaîne complète de télérelève automatique et de gestion d'objets connectés, bifréquence, pour la télérelève de compteurs d'énergie.

Une somme de 30 000.00€ a été prélevée au titre des frais d'instruction (exonération TVA – article 261 C du CGI). Cette somme a été intégralement déduite du versement du prêt et demeurera acquise à BPI France Financement.

Conformément à IAS 39 et à IAS 20, cette avance sans intérêt a été comptabilisée initialement à sa juste valeur puis au coût amorti. Le taux d'actualisation retenu est de 3%.

**PRET A TAUX ZERO POUR L'INNOVATION (2017)**

Montant : 1 000 000.00€ (dont 970 000.00€ reçus le 10 avril 2017)

Taux d'intérêt : 0%

Remboursement : de mars 2019 à décembre 2023 (linéaire de 20 remboursements trimestriels)

La durée du prêt comprend une période de différé d'amortissement suivie d'une période d'amortissement linéaire.

Projet : conception et développement d'une solution de géolocalisation des objets communicants pour les réseaux de l'Internet des Objets

Une somme de 30 000.00€ a été prélevée au titre des frais d'instruction (exonération TVA – article 261 C du CGI). Cette somme a été intégralement déduite du versement du prêt et demeurera acquise à BPI France Financement.

Conformément à IAS 39 et à IAS 20, cette avance sans intérêt a été comptabilisée initialement à sa juste valeur puis au coût amorti. Le taux d'actualisation retenu est de 1,50%.

Avances remboursables

Organisme	Objet de l'avance	2017	2016
REGION BRETAGNE	FUI 15 - Greenfeed		
	: solutions logicielles et matérielles interopérables pour la recharge de véhicules électriques	29	38
+ RENNES METROPOLE			
COFACE	Assurance Prospection Asie et Amérique - Internationalisation	299	49
<b>Total</b>		<b>328</b>	<b>86</b>

**5.11. PROVISION POUR ENGAGEMENT DE RETRAITE**

Les mouvements de la provision pour engagement de retraite sont les suivants :

En milliers d'Euros	2017	2016
A l'ouverture	224	159
Dotation de l'année	105	46
Impact des entrées et sorties de l'année	16	-17
Coût financier	1	36
Reprise de provision	0	0
<b>A la clôture</b>	<b>346</b>	<b>224</b>

Les principales hypothèses utilisées pour le calcul des engagements selon la méthode des unités de crédits projetés pour le Groupe sont :

Hypothèses	2017	2016
Taux actualisation	1,30%	1,31%
Table de mortalité	INSEE 2008-2010	INSEE 2008-2010
Taux de charges sociales	45,00%	45,00%
Progression des salaires	2,00%	2,00%
Durée de cotisation retenue (trimestres)	Selon législation en vigueur (*)	Selon législation en vigueur (*)
Table de turn-over	Faible (**)	Faible (**)

(\*) cf. loi n°2014-40 du 20/01/2014 votée le 18/12/2013

(\*\*) Source "DARES"

Le taux d'actualisation est calculé en référence au taux de marché au 31 décembre fondé sur les taux de rendement moyen des obligations d'entreprises de première catégorie, notamment l'indice IBOXX Corporates AA.

L'engagement est constaté au bilan en passif non courant pour le montant de l'engagement total.

Le Groupe ne couvre pas l'engagement de retraite par des versements à un fond. Il n'y a donc pas de taux de rendement des actifs correspondants.

## 5.12. PAIEMENTS EN ACTIONS

Des options de souscription sont attribuées à certains dirigeants et employés du Groupe. Le prix d'exercice des options octroyées est décidé par le Conseil d'administration et tient compte du prix du marché à la date d'octroi des options. Les options sont subordonnées à l'accomplissement d'une période de service par le bénéficiaire (période d'acquisition des droits). Les options sont exerçables après cette période et ont une durée de vie totale de dix ans.

Le Groupe n'est tenu par aucune obligation contractuelle ou implicite de racheter ou régler les options en numéraire. La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées pendant la période est déterminée à l'aide du modèle d'évaluation de Black-Scholes.

	Date d'attribution définitive	Nombre d'options de souscription	Durée moyenne des options	Prix moyen des options de souscription	Juste valeur des options
Plan 12-05-2009	12/04/2013	22 500	7,5	7,94 €	4,29 €
Plan 12-05-2009	29/06/2015	15 000	7,5	10,00 €	3,41 €

L'évolution du nombre d'actions potentielles issues des BSPCE est la suivante :

Nombre d'options	2017	2016
A l'ouverture	75 200	22 400
Division du nominal par 4	0	67 200
Options accordées (*)	0	0
Options exercées	0	-14 400
Options expirées	0	0
<b>A la clôture</b>	<b>75 200</b>	<b>75 200</b>

En lien avec la division de la valeur du nominal de l'action par 4, le nombre d'actions potentielles issues des BSPCE a également été multiplié par 4 au 29 mars 2016.

Au 31 décembre 2017, un nombre total de 75 200 options de souscription est susceptible d'être exercé au fur et à mesure des dates d'exercice fixées pour chaque plan.

## 5.13. PROVISIONS POUR AUTRES PASSIFS

En milliers d'Euros	Provisions pour litiges	Provisions pour charges	Total
<b>Au 31/12/2015</b>	<b>70</b>	<b>17</b>	<b>87</b>
Différences de change	0	0	0
Changement de périmètre/ Reclassement	0	0	0
Dotations aux provisions	0	60	60
Reprises (provision utilisée)	-70	0	-70
Reprises (provision non utilisée)	0	0	0
<b>Au 31/12/2016</b>	<b>0</b>	<b>77</b>	<b>77</b>
<b>Au 01/01/2017</b>	<b>0</b>	<b>77</b>	<b>77</b>
Différences de change	0	0	0
Changement de périmètre/ Reclassement	0	0	0
Dotations aux provisions	50	18	68
Reprises (provision utilisée)	0	0	0
Reprises (provision non utilisée)	0	-37	-37
<b>Au 31/12/2017</b>	<b>50</b>	<b>58</b>	<b>108</b>

Les provisions pour risques et charges se rapportent principalement à des provisions pour garantie.

## 5.14. AUTRES PASSIFS COURANTS

En milliers d'Euros	2017	2016
Dettes sociales et fiscales	1 620	1 136
Autres apports financiers	0	0
Fournisseurs d'immobilisations	110	30
Produits constatés d'avance	2 249	1 617
Autres dettes d'exploitation	173	0
<b>Total</b>	<b>4 151</b>	<b>2 783</b>

Les produits constatés d'avance intègrent :

- Le retraitement IFRS du Crédit Impôt Recherche,
- Les subventions d'exploitation reçues d'avance relatives à des programmes de recherche non immobilisés,
- Les ventes d'extensions de garanties sur les équipements ou autres prestations de support s'étalant sur plusieurs années de prestations.

**5.15. VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT**

Les variations, sur les exercices 2017 et 2016, des principaux postes du besoin en fonds de roulement sont les suivantes :

En milliers d'Euros	12.2017	12.2016
Stocks	699	-5 839
Créances clients et comptes rattachés	-3 374	-2 773
Autres actifs courants	223	-652
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-1 782	3 501
Autres passifs courants	1 319	921
<b>Incidence de la variation BFR</b>	<b>-2 914</b>	<b>-4 841</b>

En 2017, le BFR représente 24% du chiffre d'affaires du 4<sup>ème</sup> trimestre annualisé, contre 35% en 2016.



## 5.16. ETAT DES ECHEANCES DES EMPRUNTS ET DETTES

Analyse des passifs financiers et les instruments financiers dérivés	Part à moins d'1 an	Part à plus d'1 an et moins de 2 ans	Part à plus de 2 ans et moins de 3 ans	Part à plus de 3 ans et moins de 4 ans	Part à plus de 4 ans et moins de 5 ans	Part à plus de 5 ans	Total dettes
En milliers d'Euros							
<b>Au 31 décembre 2016</b>							
Emprunts bancaires	136	51	9	10	10	1	217
Emprunts BPI France	205	260	265	189	195	50	1 164
Avances remboursables	57	8	8	8	4	0	86
Affacturage	903	0	0	0	0	0	903
Découverts bancaires	386	0	0	0	0	0	386
<b>Emprunts et dettes financières</b>	<b>1 687</b>	<b>320</b>	<b>283</b>	<b>207</b>	<b>209</b>	<b>50</b>	<b>2 756</b>
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 648	0	0	0	0	0	5 648
Dettes fiscales, sociales	1 136	0	0	0	0	0	1 136
Fournisseurs d'immobilisations	30	0	0	0	0	0	30
Autres dettes	0	0	0	0	0	0	0
Produits constatés d'avance	1 617	0	0	0	0	0	1 617
<b>Total</b>	<b>10 118</b>	<b>320</b>	<b>283</b>	<b>207</b>	<b>209</b>	<b>50</b>	<b>11 187</b>
<b>Au 31 décembre 2017</b>							
Emprunts bancaires	249	209	212	216	70	0	956
Emprunts BP Francel	246	452	379	387	245	198	1 907
Avances remboursables	307	8	8	4	0	0	328
Affacturage	705	0	0	0	0	0	705
Découverts bancaires	0	0	0	0	0	0	0
<b>Emprunts et dettes financières</b>	<b>1 506</b>	<b>670</b>	<b>599</b>	<b>607</b>	<b>315</b>	<b>198</b>	<b>3 896</b>
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 862	0	0	0	0	0	3 862
Dettes fiscales, sociales	1 620	0	0	0	0	0	1 620
Fournisseurs d'immobilisations	110	0	0	0	0	0	110
Autres dettes	173	0	0	0	0	0	173
Produits constatés d'avance	1 899	172	106	68	5	0	2 249
<b>Total</b>	<b>9 170</b>	<b>842</b>	<b>705</b>	<b>675</b>	<b>320</b>	<b>198</b>	<b>11 909</b>

## 5.17. JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

En milliers d'Euros	Valeur au bilan selon IAS39			31/12/2017	31/12/2016
	Coût amorti	Juste valeur par capitaux propres	Juste valeur par résultat	Valeur au bilan	Valeur au bilan
<b>Actifs</b>					
Participations dans des entreprises associées	0	0	0	0	33
Dépôts et cautionnements	63	0	0	63	62
Autres actifs financiers non courants	7	0	0	7	8
Créances clients	9 038	0	0	9 038	5 665
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13 999	0	0	13 999	426
<b>Passifs</b>					
Emprunts bancaires	956	0	0	956	217
Emprunts BP Francel	2 013	0	-106	1 907	1 164
Avances remboursables	328	0	0	328	86
Affacturage	705	0	0	705	903
Découverts bancaires	0	0	0	0	386
Intérêts courus non échus	0	0	0	0	0
Emprunts et dettes financières	4 002	0	-106	3 896	2 756
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 862	0	0	3 862	5 648
Dettes fiscales, sociales	1 620	0	0	1 620	1 136
Fournisseurs d'immobilisations	110	0	0	110	30
Autres dettes	173	0	0	173	0
Produits constatés d'avance	2 249	0	0	2 249	1 617

## 6. AUTRES INFORMATIONS

### 6.1. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET AUTRES ENGAGEMENTS COMMERCIAUX

#### Engagements financiers donnés et reçus sur emprunts

Les emprunts précisés ci-dessous dans les engagements donnés figurent déjà au bilan du Groupe et sont juste récapitulés dans le tableau qui suit car ils sont garantis par des sûretés.

Les engagements reçus correspondent aux garanties de BPI France Financement sur les emprunts contractés du Groupe dans la limite d'une certaine quotité.

En milliers d'Euros	2017	2016
Engagements donnés (cautions, nantissement de fonds de commerce)	2 201	562
Engagements reçus – garantie BPI France Financement	462	185

Dans le cadre de certains financements le Groupe a consenti un nantissement de fonds de commerce au profit des établissements prêteurs concernés pour garantir le remboursement des dits prêts.

#### Autres obligations contractuelles

Les autres obligations contractuelles et engagements commerciaux significatifs, non inclus dans le bilan, sont les suivants au 31 décembre 2017 :

#### *Montant minimum des loyers futurs*

En milliers d'Euros	Total des engagement futurs	- de 1 an	de 1 à 5 ans	+ de 5 ans
Autres obligations contractuelles				
- Bâtiments	251	166	85	0
- Autres locations simples	169	81	88	0
- Véhicules	63	20	43	0
<b>Total</b>	<b>483</b>	<b>268</b>	<b>216</b>	<b>0</b>

#### *Montant reconnu en charges au titre de l'année 2017*

En milliers d'Euros	Total des montants reconnus en 2017
Autres obligations contractuelles	
- Bâtiments	169
- Autres locations simples	200
- Véhicules	18
<b>Total</b>	<b>387</b>

#### Autres engagements :

A la connaissance du Groupe, aucun autre engagement hors bilan significatif n'existe à la clôture de l'exercice.

**6.2. RESULTAT NET PAR ACTION**

	2017	2016
Résultat net	-308	-1 725
<b>Actions Existantes</b>		
Moyenne pondérée d'actions ordinaires	4 532 851	3 110 779
Résultat net par action (en €)	-0,07	-0,55
<b>Dilué</b>		
Moyenne pondérée d'actions ordinaires	4 616 510	3 194 438
Résultat net par action (en €)	N/A	N/A

Le résultat net étant une perte, les instruments existants sont considérés comme relatifs. Ainsi, le résultat dilué par action est identique au résultat de base par action.

**6.3. EVENEMENTS POST-CLOTURE**

En février 2018, le Groupe a annoncé avoir investi et formé un partenariat commercial avec Microshare Inc., une société basée aux États-Unis, spécialisée dans la gestion des données IoT. Le partenariat avec Microshare soutient la stratégie de Kerlink de montée dans la chaîne de valeur de l'IoT, au-delà de son expertise cœur dans l'infrastructure et la gestion opérationnelle du réseau, et d'élargir la gamme de ses services à valeur ajoutée.

**6.4. OPERATIONS ENTRE PARTIES LIEES**

Le Groupe retient comme parties liées :

- Ses actionnaires avec une influence notable du fait du pourcentage de détient dans le capital du Groupe et de leur siège au sien du comité stratégique (Sodero Gestion et CM CIC)
- Les principaux dirigeants du Groupe membre du Comité de Direction
- Les membres du Conseil d'Administration

Les transactions avec les parties liées sont les suivantes :

En milliers d'Euros	2017	2016
<b>Compte de résultat</b>		
Loyers et charges locatives	94	94
Prestations de services de support facturées	1	86
Frais de déplacements	2	18
Jetons de présence	24	24
<b>Bilan</b>		
Participations dans des entreprises associées	0	33
Créances clients dues par des parties liées	0	74
Dettes fournisseurs dues à des parties liées	0	2

## 6.5. REMUNERATION DES MEMBRES DES ORGANES DE DIRECTION

En 2016, les dirigeants sont les 4 membres du comité de direction.

Deux d'entre eux étaient rémunérés par la société Arvallon SAS, dont ils sont actionnaires à 100% et qui avait conclu une convention de services avec le Groupe. Ces prestations de service de support ont cessé à partir du mois d'avril 2016 suite à la résiliation du contrat de prestation de service par décision de l'assemblée générale des actionnaires le 29 mars 2016.

Depuis le mois d'avril 2016, ces mêmes dirigeants perçoivent une rémunération de la part du Groupe.

En 2017, les membres du comité de direction sont désormais 6.

La rémunération des membres du comité de direction se décompose comme suit :

En milliers d'Euros	2017	2016
Les avantages du personnel à court terme	895	535
Les avantages postérieurs à l'emploi	-	-
Les autres avantages à long terme	11	10
Les indemnités de fin de contrat de travail	-	-
Les paiements fondés sur des actions	0	9
<b>Rémunérations</b>	<b>906</b>	<b>554</b>

## 6.6. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires des Commissaires aux comptes figurant au compte de résultat se ventilent comme suit:

	En milliers d'Euros	2 & 2 Audit 35 Betton	DELOITTE, 35 Rennes	Total
<b>2017</b>	Certification des comptes individuels et consolidés et examen semestriel limité des comptes individuels	<b>20</b>	<b>42</b>	<b>62</b>
	- émetteur	20	36	56
	- filiales intégrées globalement	-	5	5
	Services autres que la certification des comptes (SAAC)	-	-	-
<b>2016</b>	Certification des comptes et examen semestriel limité des comptes individuels	<b>12</b>	<b>24</b>	<b>36</b>
	Services autres que la certification des comptes (SAAC)	-	-	-

2&2 Audit, représenté par Emmanuel BOURGEOIS, a été nommé par l'Assemblée Générale du 29 mars 2016.

Deloitte & Associés a été nommé comme Co-Commissaire aux Comptes par l'Assemblée Générale du 19 janvier 2016.



## 6.7 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation du Groupe Kerlink est le suivant :

Groupe	Pays	Statut	% d'intérêt part du Groupe	Date d'entrée	Méthode de consolidation
Kerlink SA	France	Société- mère			
		<i>Filiale de :</i>			
Kerlink Singapore Pte Ltd	Singapour	Kerlink SA	100	déc-15	Intégration globale
Kerlink Inc.	Etats-Unis	Kerlink SA	100	janv-17	Intégration globale
Kerlink IoT Solutions India Private Limited	Inde	Kerlin SA	100	juil-17	Intégration globale

## 7. PRO-FORMA : INFORMATION SECTORIELLE PAR BUSINESS UNIT

Résultat Opérationnel par BU

En milliers d'Euros	12.2017	Kerlink Infrastructure Solutions	Kerlink Advanced Services
<b>Produits des activités ordinaires</b>	<b>24 767</b>	<b>20 357</b>	<b>4 410</b>
Coûts d'achats et sous-traitance	-16 144	-14 218	-1 926
<b>Marge brute</b>	<b>8 623</b>	<b>6 139</b>	<b>2 484</b>
Frais des activités support et gestions des sous-traitants	-1 848	-1 521	-326
Frais de Recherche & Développement	-1 782	-223	-1 559
Frais Marketing et Commerciaux	-2 986	-1 851	-1 134
Autres coûts opérationnels	-3 472	-2 741	-731
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>-1 464</b>	<b>-197</b>	<b>-1 267</b>

EBITDA

En milliers d'Euros	2017	Kerlink Infrastructure Solutions	Kerlink Advanced Services
<b>EBITDA</b>	<b>-313</b>	<b>561</b>	<b>-873</b>
Dotations aux amortissements	-1 151	-758	-394
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>-1 464</b>	<b>-197</b>	<b>-1267</b>

# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



## **KERLINK**

Société anonyme

1 rue Jacqueline Auriol  
35325 Thorigné-Fouillard

---

### **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2017

#### **Deloitte & Associés**

7 avenue Charles Tillon  
35000 Rennes  
Membre de la Compagnie régionale de  
Versailles

#### **2&2 Audit**

44 rue de Rennes  
35138 Betton  
Membre de la Compagnie régionale de Rennes

**Deloitte & Associés**  
7 avenue Charles Tillon  
35000 Rennes  
Membre de la Compagnie régionale de  
Versailles

**2&2 Audit**  
44 rue de Rennes  
35138 Betton  
Membre de la Compagnie régionale de Rennes

---

## **KERLINK**

Société anonyme  
1 rue Jacqueline Auriol  
35325 Thorigné-Fouillard

---

### **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2017

---

Aux actionnaires de la société KERLINK,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société KERLINK relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

#### **Fondement de l'opinion**

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés" du présent rapport.

## **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice :

- La note 2.7 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des frais de développement. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné les modalités d'inscription à l'actif des frais de développement ainsi que celles retenues pour leur amortissement et pour la vérification de leur valeur actuelle et nous nous sommes assurés que la note 2.7 de l'annexe fournit une information appropriée.
- La note 2.24 de l'annexe expose notamment les modalités retenues pour l'activation d'impôts différés sur les déficits fiscaux. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné les hypothèses retenues de recouvrabilité de ces déficits à moyen terme et nous nous sommes assurés que la note 2.24 de l'annexe fournit une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

## **Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.



## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les

omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rennes et Betton, le 4 avril 2018

Les commissaires aux comptes

**Deloitte & Associés**

**2&2 Audit**

Guillaume RADIGUE  
Associé

Emmanuel BOURGEOIS  
Associé

# COMPTES SOCIAUX EN NORMES FRANCAISES



## BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice au 31/12/2017			Exercice précédent
		Montant brut	Amort. Ou Prov.	Montant net	au 31/12/2016
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement	7 219 410	-2 566 192	4 653 218	1 564 851
	Concessions, brevets et droits similaires	623 594	-331 584	292 010	414 715
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles	30 000	-30 000		
	Immobilisations incorporelles en cours	725 683		725 683	2 048 852
	Avances et acomptes				
	<b>TOTAL</b>	<b>8 598 686</b>	<b>-2 927 776</b>	<b>5 670 911</b>	<b>4 028 418</b>
	Terrains				
	Constructions				
	Inst. Techniques, mat. out. Industriels	1 680 983	-678 932	1 002 051	720 406
ACTIF CIRCULANT	Autres immobilisations corporelles	496 951	-284 010	212 941	130 742
	Immobilisations en cours	71 092		71 092	68 208
	Avances et acomptes	5 850		5 850	
	<b>TOTAL</b>	<b>2 254 875</b>	<b>-962 942</b>	<b>1 291 934</b>	<b>919 356</b>
	Participations évaluées par équivalence				
	Autres participations	501 968		501 968	32 820
	Créances rattachées à des participations				
	Titres immob. De l'activité de portefeuille				
	Autres titres immobilisés	126 220		126 220	108 686
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	733 527		733 527	338 156
	<b>TOTAL</b>	<b>1 361 714</b>		<b>1 361 714</b>	<b>479 662</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISE</b>		<b>12 215 276</b>	<b>-3 890 717</b>	<b>8 324 559</b>	<b>5 427 437</b>
ACTIF CIRCULANT	Matières premières, approvisionnements	3 003 679	-446 638	2 557 041	3 804 532
	En cours de production de biens				
	En cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis	4 940 504		4 940 504	4 392 048
	Marchandises				
	<b>TOTAL</b>	<b>7 944 183</b>	<b>-446 638</b>	<b>7 497 545</b>	<b>8 196 580</b>
	Avances et acomptes versés sur commandes				
	Clients et comptes rattachés	4 739 874	-9 647	4 730 227	4 906 280
	Autres créances	3 573 122		3 573 122	2 597 281
	Capital souscrit et appelé, non versé				
	<b>TOTAL</b>	<b>8 312 996</b>	<b>-9 647</b>	<b>8 303 349</b>	<b>7 503 561</b>
	Valeurs mobilières de placement (dont actions)	352		352	352
ACTIF CIRCULANT	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	13 873 994		13 873 994	426 509
	<b>TOTAL</b>	<b>13 874 346</b>		<b>13 874 346</b>	<b>426 862</b>
Charges constatées d'avance		223 561		223 561	151 042
<b>TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT</b>		<b>30 355 085</b>	<b>-456 285</b>	<b>29 898 800</b>	<b>16 278 044</b>
Frais d'émission d'emprunts à étaler		55 614		55 614	18 212
Primes de remboursement des emprunts					
Ecart de conversion actif		45 787		45 787	36 691
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>42 671 762</b>	<b>-4 347 003</b>	<b>38 324 759</b>	<b>21 760 384</b>
(1) Dont droit au bail					
Renvois: (2) Dont part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières					
(3) Dont créances à plus d'un an (brut)					
Clause de réserve de propriété:		immobilisations:			
		stocks:			
		créances clients:			

## BILAN PASSIF

PASSIF		Au 31/12/2017	Exercice précédent
CAPITAUX PROPRES	Capital (dont versé: 1 373 248)	1 373 248	973 442
	Primes d'émission, de fusion, d'apport	31 534 959	12 778 548
	Ecart de réévaluation		
	Ecart d'équivalence		
	Réserves		
	Réserve légale	14 896	14 896
	Réserves statutaires		
	Réserves réglementées	9 428	9 428
	Autres réserves	249 562	249 562
	Report à nouveau	-3 057 130	-1 720 036
CAPITAUX PROPRES	Résultats antérieurs en instance d'affectation		
	Résultat de la période (bénéfice ou perte)	-1 396 974	-1 337 094
	<b>Situation nette avant répartition</b>	<b>28 727 988</b>	<b>10 968 746</b>
	Subventions d'investissement		
CAPITAUX PROPRES	Provisions réglementées	6 252	12 503
	<b>TOTAL</b>	<b>28 734 240</b>	<b>10 981 249</b>
AUT. FONDS PROPRES	Titres participatifs		
	Avances conditionnées	327 759	86 092
	<b>TOTAL</b>	<b>327 759</b>	<b>86 092</b>
PROVISIONS	Provisions pour risques	148 878	73 587
	Provisions pour charges	5 058	3 092
	<b>TOTAL</b>	<b>153 935</b>	<b>76 679</b>
DETTES	Emprunts et dettes assimilées		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	2 969 613	1 848 558
	Emprunts et dettes financières divers (3)		
	<b>TOTAL</b>	<b>2 969 613</b>	<b>1 848 558</b>
	Avances et acomptes reçus sur commandes (1)	574 503	812 806
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 851 398	5 712 954
	Dettes fiscales et sociales	1 609 597	1 136 054
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	109 628	30 037
DETTES	Autres dettes	110 869	342 472
	Instruments de trésorerie		
	<b>TOTAL</b>	<b>4 681 491</b>	<b>7 221 517</b>
	Produits constatés d'avance	873 417	692 005
<b>TOTAL DES DETTES ET DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE</b>		<b>9 099 023</b>	<b>10 574 886</b>
Ecart de conversion passif		9 802	41 478
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>38 324 759</b>	<b>21 760 384</b>
Crédit bail immobilier			



## COMPTE DE RESULTAT

Période : 01/01/2016 au 31/12/2017 (durée : 12 mois)

01/01/2017 au 31/12/2017 (durée : 12 mois)

			France	Exportation	2017	Exercice précédent	
CYCLE D'EXPLOITATION	PRODUITS D'EXPLOITATION (1)	Ventes de marchandises					
		Production vendue: Biens		10 092 989	10 084 878	20 177 867	12 538 567
		Services		1 981 843	586 276	2 568 119	1 620 627
		Chiffre d'affaires net		12 074 831	10 671 155	22 745 986	14 159 194
		Production stockée			548 456	3 561 286	
		Production immobilisée			2 831 970	2 492 790	
		Produits nets partiels sur opérations à long terme					
		Subventions d'exploitation			12 222	62 940	
		Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			1 150 557	1 756 694	
	Autres produits			572 823	580		
	TOTAL			27 862 014	22 033 484		
	CHARGES D'EXPLOITATION (2)	Marchandises	Achats		7 650		
			Variation de stocks		-7 650		
		Matières premières et autres approvisionn	Achats		4 000 030	13 012 063	
			Variation de stocks		871 196	-2 277 688	
		Autres achats et charges externes (3)		15 892 521	7 190 470		
		Impôts, taxes et versements assimilés		243 733	147 129		
Salaires et traitements		4 666 126	3 233 627				
Charges sociales		1 992 494	1 347 861				
Dotations d'exploitation		Sur Immobilisations	Amortissements	1 156 857	732 055		
			Provisions				
	Sur actif circulant		420 689	23 192			
	Pour risques et charges		68 161	24 437			
	Autres charges		618 876	188 141			
TOTAL			29 930 683	23 621 288			
RESULTAT D'EXPLOITATION A				-2 068 669	-1 587 804		
CYCLE FINANCIER	OPE. COMMUN	Bénéfice attribué ou perte transférée		B			
		Perte supportée ou bénéfice transféré		C			
	PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (4)			3 364		
		Produits financiers d'autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé (4)					
		Autres intérêts et produits assimilés (4)			16 953	2 648	
		Reprises sur provisions, transferts de charges			36 691	1 384	
		Différences positives de change			5 179	67 145	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
	TOTAL			62 187	71 177		
	CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements et provisions			45 787	36 691	
		Intérêts et charges assimilées (5)			85 411	263 910	
		Différences négatives de change			143 520	147 220	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement							
TOTAL			274 718	447 821			
RESULTAT FINANCIER D				-212 531	-376 645		
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (A+B-C+D) E				-2 281 200	-1 964 448		



## COMPTE DE RESULTAT

Période : 01/01/2016 au 31/12/2017 (durée : 12 mois)

01/01/2017 au 31/12/2017 (durée : 12 mois)

			Total	Exercice précédent
CYCLE EXCEPTIONNEL	PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	22 216	
		Produits exceptionnels sur opérations de capital	31 364	16 413
		Reprises sur provisions et transferts de charge	6 252	56 251
		TOTAL	59 832	72 664
	CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	261	50 000
		Charges exceptionnelles sur opérations de capital	3 712	3 819
		Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
		TOTAL	3 973	53 819
	RESULTAT EXCEPTIONNEL F		55 859	18 845
Participation des salariés aux résultats		G		
Impot sur les bénéfices		H	-828 367	-608 510
BENEFICE OU PERTE (E+F-G-H)			-1 396 974	-1 337 094
Renvois				
(1) Dont	Produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs			
	Incidence après impot des corrections d'erreurs			
(2) Dont	Charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs			62
	Incidence après impot des corrections d'erreurs			
(3) Y	Redevances de crédit bail mobilier			
compris	Redevances de crédit bail immobilier			
(4) Dont produits concernant les entités liées				
(5) Dont intérêts concernant les entités liées				

## 1. FAITS CARACTERISTIQUES

### 1.1. EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE

- Après le succès de l'introduction en bourse qui avait permis à la Société en mai 2016, de lever 10,2 M€, la Société a mené une nouvelle opération d'augmentation de capital en 2017 qui a rencontré un large succès tant auprès des investisseurs institutionnels que des actionnaires individuels. Lancée le 21 avril 2017, cette opération a permis de lever 20,7 M€.
- Le 27 février 2017, Kerlink a annoncé son partenariat industriel avec Flex.
- Le 14 mars 2017, un accord commercial a été signé avec TATA COMMUNICATIONS pour le déploiement immédiat du plus important réseau LPWA LoRaWAN™ en Inde.
- Afin de coordonner le partenariat avec la société TATA COMMUNICATIONS et l'écosystème IoT émergent, une filiale Indienne a été créée et est opérationnelle depuis le mois de juillet 2017.
- Afin d'accompagner sa croissance, la Société poursuit sa dynamique de structuration par la répartition de son activité en deux Business Unit :
  - La Business Unit « Kerlink Infrastructure Solutions » permet au Groupe de consolider et de développer sa position de référent international pour la fourniture d'infrastructures et de services réseaux de haute qualité permettant à ses clients opérateurs publics et privés de déployer et d'opérer leurs offres de connectivité dédiées à l'Internet des Objets ;
  - La Business Unit « Kerlink Advanced Services » a pour objectif stratégique d'imposer Kerlink aux premiers rangs des acteurs capables de proposer des solutions à valeur ajoutée qui permettent à ses clients développeurs d'applications métier de concevoir rapidement et d'exploiter pleinement leur flotte d'objets connectés (services de pilotage et de géolocalisation des objets connectés aux réseaux et offres de Reference Design).

### 1.2. EVENEMENTS POSTERIEURS A L'EXERCICE

En février 2018, le Groupe a annoncé avoir investi et formé un partenariat commercial avec Microshare Inc., une société basée aux États-Unis, spécialisée dans la gestion des données IoT. Le partenariat avec Microshare soutient la stratégie de Kerlink de montée dans la chaîne de valeur de l'IoT, au-delà de son expertise cœur dans l'infrastructure et la gestion opérationnelle du réseau, et d'élargir la gamme de ses services à valeur ajoutée.

### 1.3. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les principes et méthodes relatifs aux postes du bilan et du compte de résultat sont exposés aux chapitres 2 et 3 de la présente annexe.

Les options exercées et les changements de méthodes intervenus sont détaillés ci-après.

#### 1.3.1 Continuité d'exploitation

Les états financiers ont été arrêtés selon le principe de continuité d'exploitation.

#### 1.3.2 Jugements et estimations comptables significatives

En vue de la préparation des états financiers, la Direction peut être amenée à procéder à des estimations et à faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges, ainsi que sur les informations fournies dans les notes annexes.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances.

Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources.

L'utilisation d'estimations et d'hypothèses revêt une importance particulière, principalement pour :

- l'évaluation du résultat à l'avancement des contrats de travaux d'étude et de conception ;
- La valeur recouvrable des actifs incorporels et corporels ainsi que leur durée d'utilité ;
- L'évaluation des provisions et engagement sociaux ;
- Le crédit d'impôt recherche.

### 1.3.3 Principales méthodes ou options retenues

#### 1.3.3.1 Chiffres d'affaires

Les principales natures de contrats recensées au sein de la Société correspondent à des contrats de vente de produits en série (Stations de bases, Gateway, concentrateurs...), des contrats de prestations de services correspondant essentiellement à des travaux d'études et de conception et des contrats de licences.

**Contrats de vente de produits en série**

Le chiffre d'affaires est reconnu lorsque la Société a transféré à l'acheteur la propriété des biens.

**Contrats de travaux d'études et de conception**

Le chiffre d'affaires résultant des opérations à long terme (PCG art.622-1) est comptabilisé suivant la méthode de l'avancement selon les modalités suivantes :

- Le pourcentage d'avancement correspond au rapport entre le coût des travaux et services exécutés à la date de clôture et le total prévisionnel des coûts d'exécution du contrat. Les charges financières sont exclues du rapport,
- Lorsque le résultat ne peut être estimé de façon fiable, aucun profit n'est dégagé. Ainsi, les produits dégagés à l'avancement sont normalement pris en compte dans la limite des coûts correspondants,
- Lorsque le résultat estimé à terminaison est négatif, la perte à terminaison sous déduction de la perte déjà comptabilisée est constatée sous forme de provision.

**Contrats de licences**

Les contrats de licences concernent exclusivement des logiciels. Le chiffre d'affaires relatif aux redevances perçues sur la base du nombre d'objets déployés est comptabilisé au fur et à mesure que celles-ci sont acquises.

#### 1.3.3.2 Subventions finançant des dépenses de recherche et développement

Les subventions finançant des dépenses de recherche et développement sont assimilées à des:

- Subventions d'investissement lorsqu'elles concernent des coûts de développement immobilisés,
- Subventions d'exploitation dans le cas contraire.

Les subventions d'investissement sont étalées au rythme de l'amortissement des coûts de développement correspondant. Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produits dès que les subventions sont acquises de manière certaine. Lorsqu'elles sont attribuées sous condition d'engagement de dépenses, elles sont comptabilisées en produits au rythme de l'engagement des dépenses correspondantes.

#### 1.3.3.3 Coûts de développement

Les coûts de développement sont essentiellement des frais engagés pour développer des produits ou protocoles qui donnent lieu à un ou plusieurs brevets.

Les coûts de développement remplissant les critères de définition et de comptabilisation des immobilisations incorporelles générées en interne sont comptabilisés en immobilisations (PCG art.212-9).

Les coûts de développement activés sont uniquement les frais directement affectables à un projet, tels qu'ils résultent du suivi analytique des coûts par projets.

Les dépenses ultérieures à la mise en commercialisation des produits ou services issues de développement sont comptabilisées en charges.

Les coûts de développement sont évalués au coût de production. Les charges indirectes de production et les frais financiers sont exclus.

La Société analyse régulièrement le respect des critères d'activation. Ces frais sont maintenus à l'actif, tant que La Société conserve l'essentiel des avantages et des risques liés aux projets, et notamment lorsque La Société conserve la propriété intellectuelle et a accordé un droit temporaire d'utilisation et/ou d'exploitation des résultats des phases de développement.

Les frais activés sont amortis linéairement sur la durée d'utilisation attendue par la Société, qui correspond à la durée des avantages économiques futurs attendus. Cette durée est définie par projet, en fonction des caractéristiques économiques propres à chaque projet de développement.

#### 1.3.3.4 Frais d'émission d'emprunt

Les frais d'émission d'emprunt sont répartis sur la durée de l'emprunt correspondant. Ce choix est conforme à la méthode préférentielle (CRC 99-02).

#### 1.3.3.5 Crédit d'impôt recherche

Le produit de crédit d'impôt recherche est comptabilisé en moins de l'impôt sur les Sociétés.

#### 1.3.3.6 Obligations remboursables en actions

Les obligations remboursables en actions sont classées en « autres fonds propres » dès lors que le remboursement s'effectue en actions nouvellement émises.

Les intérêts courus sont comptabilisés en autres dettes financières.

Au 31 décembre 2017, il n'y a plus d'obligations remboursables en actions car elles ont été converties au moment de l'introduction en Bourse sur Alternext Paris au cours de l'année 2016.

#### 1.3.3.7 Engagements de retraite

Le montant correspondant aux engagements de retraite n'est pas comptabilisé conformément à l'option offerte (Code

de Commerce, art.L123-13).

Ce montant évalué suivant la méthode des unités de crédit projetées est mentionné en annexe (Cf. 4.1.2).

#### *1.3.3.8 Transactions en devises*

Les opérations en devises étrangères sont converties en euro au taux de change en vigueur à la date d'opération. A la date de clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont converties en euro au cours de change de clôture. Les résultats de change en découlant sont reconnus sur le résultat de la période.

## 2. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

## 2.1. ACTIF

## 2.1.1 Tableau des immobilisations

	Catégorie d'immobilisations	Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice
			Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de	Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste	par virement de poste à poste	par cessions à des tiers ou mises hors service ou résultant	
INCO RP.	<b>TOTAL I</b>	<b>3 468 517</b>		<b>3 750 893</b>			<b>7 219 410</b>
	Frais d'établissement et de développement						
CORPORELLES	<b>TOTAL II</b>	<b>2 642 446</b>		<b>501 932</b>	<b>1 765 102</b>		<b>1 379 276</b>
	Autres postes d'immobilisations incorporelles						
	Installations techniques, matériel et outillages industriels	1 155 959		525 024			1 680 983
	Installations générales, agencements, aménagements divers	40 837		71 874			112 711
	Matériel de transport			2 877			2 877
	Matériel de bureau et mobilier informatique	313 087		69 782		1 507	381 362
FINANCIERES	Immobilisations corporelles en cours	68 208		71 092	68 208		71 092
	Avances et acomptes			5 850			5 850
	<b>TOTAL III</b>	<b>1 578 091</b>		<b>746 499</b>	<b>68 208</b>	<b>1 507</b>	<b>2 254 875</b>
	Autres participations	32 820		469 148			501 968
	Autres titres immobilisés	108 685		17 535			126 220
	Prêts et autres immobilisations financières	338 156		395 371			733 527
	<b>TOTAL IV</b>	<b>479 661</b>		<b>882 053</b>			<b>1 361 714</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)</b>		<b>8 168 715</b>		<b>5 881 377</b>	<b>1 833 310</b>	<b>1 507</b>	<b>12 215 276</b>

Situations et mouvements de l'exercice des amortissements techniques (ou venant en diminution de l'actif)

	Catégorie d'immobilisations	Montant des amortissements au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions	Montant des amortissements en fin d'exercice
			Dotations de l'exercice	Amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises		
INCORP.	<b>TOTAL I</b>	<b>1 903 666</b>	<b>662 526</b>			<b>2 566 192</b>
	Frais d'établissement et de développement					
CORPORELLES	<b>TOTAL II</b>	<b>178 878</b>	<b>182 706</b>			<b>361 584</b>
	Autres postes d'immobilisations incorporelles					
	Installations techniques, matériel et outillages industriels	435 553	243 379			<b>678 932</b>
	Installations générales, agencements, aménagements divers	8 180	8 905			<b>17 085</b>
	Matériel de transport		165			<b>165</b>
	<b>TOTAL III</b>	<b>658 735</b>	<b>304 612</b>			<b>962 941</b>
	Matériel de bureau et mobilier informatique	215 002	52 163	406		<b>266 759</b>
<b>TOTAL GENERAL ( I + II + III )</b>		<b>2 741 279</b>	<b>1 149 844</b>	<b>406</b>		<b>3 890 717</b>

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

Catégorie d'immobilisations	Dotations		Reprises		Mouvements net des amortissements à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	
	Amortissement fiscal et exceptionnel	Amortissement fiscal et exceptionnel	Amortissement fiscal et exceptionnel	Amortissement fiscal et exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement	<b>TOTAL I</b>		<b>6 251</b>		<b>- 6 251</b>



## 2.1.3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable (cf. § 2.1.5).

### 2.1.3.1 Amortissements

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	1 - 3 ans
Brevets	Linéaire	10 ans
Droit d'utilisation de licences concédées	Linéaire	5 ans

### 2.1.3.2 Frais de recherche et développement

Origine des dépenses	Charges	Immobilisations	Durée d'amortissement
Investissements:			
Sur projet RD achevés en 2010		451 277	5 ans linéaire
Sur projet RD achevés en 2012		921 344	3-5 ans linéaire
Sur projet RD achevés en 2013		264 606	3-5 ans linéaire
Sur projet RD achevés en 2014		419 001	5 ans linéaire
Sur projet RD achevés en 2015		202 159	5 ans linéaire
Sur projet RD achevés en 2016		1 210 129	3-5 ans linéaire
Sur projet RD achevés en 2017		3 750 893	3-5 ans linéaire
<b>TOTAL</b>		<b>7 219 410</b>	

Le point de départ de l'amortissement économique correspond, depuis 2009, à la date d'achèvement de chaque projet. Le point de départ de l'amortissement fiscal coïncide avec le point de départ de l'amortissement économique.

### 2.1.3.2 Immobilisations incorporelles en cours

Les immobilisations incorporelles en cours se décomposent comme suit :

- Coûts de développement :	422 783 Euros
- Logiciels :	302 900 Euros
	725 683 Euros

## 2.1.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable (cf. § 2.1.5).

### 2.1.4.1 Amortissements

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Agencements et aménagements	Linéaire	5- 9 ans
Matériels d'études	Linéaire	4- 8 ans
Matériels divers	Linéaire	3- 5 ans
Matériels de transport	Linéaire	5 ans
Matériel informatique	Linéaire	3- 5 ans
Mobilier	Linéaire	2- 9 ans

### 2.1.4.2 Immobilisations corporelles en cours

Les immobilisations corporelles en cours sont constituées exclusivement des coûts de production interne des bancs de tests pour 71 092 euros.

## 2.1.5 Tests de perte de valeur des actifs immobilisés

Des tests de perte de valeur sont réalisés pour les actifs immobilisés corporels et incorporels à durée de vie finie dès lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît. Le test de perte de valeur consiste à comparer la valeur comptable de l'actif à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de cession et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est fondée sur les flux de trésorerie futurs actualisés qui seront générés par ces actifs.

Les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service sont soumises à un test de dépréciation au moins une fois par année et chaque fois qu'il y a une indication que l'actif peut s'être déprécié.

### 2.1.6 Titres de filiales et participations

Les titres de participation représentent des investissements durables qui permettent d'établir avec la participation des relations d'affaires, d'assurer son contrôle, ou d'y exercer une influence notable. Les titres de participation sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition. Cette valeur est, le cas échéant, diminuée d'une provision pour dépréciation destinée à la ramener à sa valeur d'utilité, appréciée notamment par référence à la valeur intrinsèque et à la valeur de rendement. Les créances rattachées à des participations sont comptabilisées à leur valeur nominale et sont ramenées à leur valeur d'utilité lorsque celle-ci leur devient inférieure.

La répartition des titres de filiales est la suivante :

- L'ouverture de la filiale à Singapour en novembre 2015 se traduit par l'inscription des titres de participation pour 33 170 euros à l'actif du bilan, montant correspondant au capital de 50 000 \$ singapourien converti au taux historique en Euros.
- L'ouverture de la filiale à Chicago en janvier 2017 se traduit par l'inscription des titres de participation pour 95 euros à l'actif du bilan, montant correspondant au capital de 100 \$ américains converti au taux historique en Euros.
- L'ouverture de la filiale à Chennai en juillet 2017 se traduit par l'inscription des titres de participation pour 26 576 euros à l'actif du bilan, montant correspondant au capital de 2 000 000 roupies indiennes converti au taux historique en Euros.

Une augmentation de capital a eu lieu en décembre 2017 pour 33 500 000 roupies indiennes, converti au taux historique en Euros pour 442 127 euros à l'actif du bilan. Cette opération porte ainsi le capital détenu dans la filiale indienne à un montant de 468 703 euros.

Informations financières	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la Société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la Société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la Société au cours de l'exercice	Observations
				Brute	Nette						
<b>Filiales et participations</b>											
A. Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations ci-dessus (2) (3)											
1. Filiale (+50 % du capital détenu par la Société)											
Kerlink Singapore PTE Ltd. (1)	50 000 SGD	-160 357 SGD	100	33 170 €	33 170 €	276 539 SGD	Néant	404 479 SGD	10 168 SGD	Néant	
Kerlink Inc.	100 USD	NA	100	95 €	95 €	108 689 USD	Néant	286 793 USD	10 161 USD	Néant	1ère clôture au 31/12/17
Kerlink IOT solutions India private Limited	35 500 000 INR	NA	100	468 703 €	468 703 €	Néant	Néant	164 326 400 INR	12 278 080 INR	Néant	1ère clôture pour les besoins de la consolidation au 31/12/2017
2. Participations (à détailler) (10 à 50 % du capital détenu par la Société)											

## 2.1.7 Autres titres immobilisés

Suite à son introduction en bourse sur le marché Alternext Paris, la Société a signé le 19 mai 2016 un contrat de liquidité avec la Société Louis Capital Market LLP pour favoriser la liquidité de l'action KERLINK.

Dans ce cadre, la Société a confié 200.000 euros à cet établissement afin que ce dernier prenne des positions à l'achat comme à la vente sur les actions de la Société. La part du contrat qui est investi en actions propres de la Société par ce prestataire est comptabilisée en titres immobilisés pour leurs coûts d'acquisition. Au 31 décembre 2017, les actions propres s'élèvent à 119 K€. Le compte actions propres est composé de 6 139 actions Kerlink au 31 décembre 2017.

La réserve de trésorerie liée au contrat de liquidité est présentée en trésorerie (pour un montant de 120 K€ au 31 décembre 2017).

## 2.1.8 Stocks

### 2.1.8.1 Etat des stocks

Catégorie de stocks	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Matière Première / composants	3 003 679	-446 638	2 557 041
Produits Intermédiaires et Finis	1 854 089		1 854 089
Produits finis	3 086 415		3 086 415
<b>Total</b>	<b>7 944 183</b>	<b>-446 638</b>	<b>7 497 545</b>

Méthode de dépréciation utilisée:

- Matières premières / composants : les articles à faible rotation font l'objet d'une dépréciation.
- Produits finis : une dépréciation est constatée lorsque la valeur vénale d'un produit, déduction faite des frais de vente, devient inférieure à son prix de revient stocké.

### 2.1.8.2 Matières premières et produits finis

Les stocks sont comptabilisés au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

Les stocks de matières premières et composants sont valorisés selon la méthode du CUMP (Coût Unitaire Moyen Pondéré).

Les produits semi-finis, finis et en cours de production ont été évalués à leur coût de production standard.

Une dépréciation est constituée chaque fois que la valeur de réalisation ou le cours du jour était inférieur à la valeur d'inventaire.

## 2.1.9 Créances

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Elles sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

### 2.1.9.1 Classement par échéance

ETAT DES CREANCES			Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISE	Créances rattachées				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières		733 527,00 €		733 527,00 €
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux		9 647,00 €	9 647,00 €	
	Autres créances clients		4 730 227,00 €	4 130 987,00 €	599 240,00 €
	Personnel et comptes rattachés		200,00 €	200,00 €	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
	Etat et autres collectivités publiques	Impots sur les bénéfices	819 366,00 €	819 366,00 €	
		Taxe sur la valeur ajoutée	703 557,00 €	703 557,00 €	
		Autres impots taxes et versements assimilés			
		Divers	124 458,00 €	124 458,00 €	
	Groupes et associés		266 540,00 €	266 540,00 €	
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres		1 659 000,00 €	1 659 000,00 €	
Charges constatées d'avances			223 561,00 €	223 561,00 €	
TOTAUX			9 270 083,00 €	7 937 316,00 €	1 332 767,00 €

## 2.1.9.2 Produits à recevoir

Montants	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	1 163 736
Autres créances	143 333
Disponibilités	
<b>Total</b>	<b>1 307 069</b>

Les créances clients et comptes rattachés comprennent notamment les produits à recevoir sur contrat à long terme pour 802 330 euros (Cf. 3.2).

## 2.1.10 Comptes de régularisation

## 2.1.10.1 Frais d'émission d'emprunts à étaler

Sur option, les frais d'émission de l'emprunt BPI souscrit en 2014 sont inscrits à l'actif et étalés sur la durée de remboursement. En 2017 la Société a également contracté un prêt à taux zéro auprès de la BPI. Une somme de 30 000€ a été prélevée au titre des frais d'instruction. Sur option, les frais d'émission de cet emprunt ont donc également été inscrits à l'actif et étalés sur la durée de remboursement.

Le montant net au bilan ressort à 55 614 euros. L'amortissement 2017 est inscrit en « dotations aux amortissements d'exploitation » au compte de résultat pour 7 016 euros.

## 2.1.10.2 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance représentent 223 561 euros et sont essentiellement constituées de charges externes.

## 2.2 PASSIF

## 2.2.1 Tableau de variation des capitaux propres

## 2.2.2 Capital

## 2.2.2.1 Mouvements de l'exercice

	N-1	+	-	N
Capital	973 442	399 806		1 373 248
Primes d'émission, fusion...	12 778 548	20 330 876	1 574 465	31 534 959
Réserve légale et réserves statutaires	14 896			14 896
Autres réserves	258 990			258 990
Report à nouveau	-1 720 036	-1 337 093		-3 057 129
Résultat	-1 337 093	-1 396 974	-1 337 093	-1 396 974
Subventions d'investissement				0
Provisions réglementées	12 503		6 253	6 251
Autres			0	0
<b>Total</b>	<b>10 981 250</b>	<b>17 996 615</b>	<b>243 625</b>	<b>28 734 240</b>

Au 31 décembre 2017, le capital est composé de 5 086 104 actions de 0,27 euro de valeur nominale.

En 2017, une augmentation de capital par appel public à l'épargne a été constatée par émission de 1 273 165 actions ordinaires. La demande de souscription à titre réductible a entraîné une augmentation de capital par émission de 207 598 actions nouvelles.

	Nombre d'actions	Valeur en capital
Position début de l'exercice	3 605 341	973 442
Mouvements :		
Augmentation de capital par appel public à l'épargne du 12 mai 2017	1 480 763	399 806
Position fin de l'exercice	5 086 104	1 373 248 €

## 2.2.2.2 Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE)

La présidence de la Société a émis, sur autorisation de l'assemblée générale des actionnaires, 2 séries de BSPCE:

- Avril 2013 :

Emission de 22 500 bons en faveur des salariés attribués gratuitement, dont 5 100 supprimés et 3 600 exercés au mois d'août 2016. Le solde des 13 800 bons est exerçable à compter du:

- 12 avril 2016 à hauteur de 4 600 bons
- 12 avril 2017 à hauteur de 4 600 bons
- 12 avril 2018 à hauteur de 4 600 bons

Les droits à exercer les BSPCE nés au titre d'une période mais non utilisés au titre de cette période, se cumuleront avec ceux nés au titre des périodes suivantes, et seront ouverts jusqu'au 12 avril 2023.

Un bon permet de souscrire quatre actions ordinaires de la Société. Les bons seront exerçables en totalité dans les cas de rachat, d'absorption de la Société par une autre Société, de fusion, avec une ou plusieurs autres Sociétés dans une Société nouvelle ou de scission au profit de Sociétés existantes ou nouvelles.

Le prix d'exercice des BSPCE est fixé à 7,94 euros.

- Juin 2015 :

Emission de 15 000 bons en faveur des salariés dont 5 000 ont été attribués avant le 31 décembre 2015 et exerçables à compter du :

- 29 juin 2018 à hauteur de 1 667 bons
- 29 juin 2019 à hauteur de 1 667 bons
- 29 juin 2020 à hauteur de 1 666 bons

Les droits à exercer les BSPCE nés au titre d'une période mais non utilisés au titre de cette période, se cumuleront avec ceux nés au titre des périodes suivantes, et seront ouverts jusqu'au 29 juin 2025.

Un bon permet de souscrire quatre actions ordinaires de la Société. Les bons seront exerçables en totalité dans les cas de rachat, d'absorption de la Société par une autre Société, de fusion, avec une ou plusieurs autres Sociétés dans une Société nouvelle ou de scission au profit de Sociétés existantes ou nouvelles.

Le prix d'exercice des BSPCE est fixé à 10 euros.

## 2.2.3 Autres capitaux propres

Evaluations fiscales dérogatoires

Résultat de l'exercice	-1 396 974
Impôt sur les bénéfices à 33,1/3 %	-
Résultat avant impôt	-1 396 974
Variation des provisions réglementées	-6 251
Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires	-1 403 225

Les provisions réglementées sont exclusivement constituées des amortissements dérogatoires correspondant à la différence entre l'amortissement économique des frais de développement et l'amortissement fiscal minimum linéaire. Ce décalage ne porte que sur les projets de développement concernés par l'amortissement suivant des unités d'œuvre avant le 1er janvier 2015 et objets d'un changement d'estimation avec effet prospectif le 1er janvier 2015.

## 2.2.4 Autres fonds propres

## 2.2.4.1 Classement par échéance

Autres fonds propres	Total	< 1 an	1 - 5 ans	+ 5 ans
Avances remboursables Bretagne	29 167	8 333	20 833	
Avances prospection Coface	298 592	298 592		
<b>Total</b>	<b>327 759</b>	<b>306 925</b>	<b>20 833</b>	<b>0</b>

## 2.2.5.1 Tableau des provisions pour risques et charges

	Montant au début de l'ex.	Constitution par fonds propres	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reprises par fonds propres	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour risques	73 587		61 982		36 691		98 878
Provisions pour litige			50 000				50 000
Provisions pour charges	3 092		1 966				5 058
<b>Total</b>	<b>76 679</b>		<b>113 948</b>		<b>36 691</b>		<b>153 936</b>

La Société constate une provision à la clôture pour chaque événement qui remplit l'ensemble des conditions suivantes :

- Existence d'une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement antérieur à la clôture;
- Probabilité ou certitude qu'une sortie de ressources au bénéfice de tiers sera nécessaire pour éteindre l'obligation sans contrepartie après la date de clôture;
- Valorisation estimée de façon fiable.

L'estimation de la valorisation des provisions est revue lors de chaque clôture. Les provisions sont maintenues tant que la Société n'est pas en mesure de statuer clairement et avec certitude sur leur dénouement.



## Provision pour garantie :

Une provision est constituée pour les charges à engager dans les années à venir au titre de la garantie du matériel vendu. Les coûts engagés correspondent à la main-d'œuvre, et au coût des pièces détachées.

La provision pour risques recouvre principalement:

- une provision pour garanties données aux clients à hauteur de 53 091 €,
- et une provision perte de change de 45 787 €.

La provision pour litige couvre un litige de 50 000€ qui s'est soldé début 2018.

La provision pour charges concerne la provision pour faire face aux obligations relatives au traitement des déchets électroniques.

## 2.2.6 Dettes financières

### 2.2.6.1 Classement par échéance

	Total	< 1 an	1 - 5 ans	+ 5 ans
Emprunts bancaires	956 063	248 530	707 532	
Emprunts BPI taux 0	2 013 200	281 600	1 531 600	200 000
<i>Sous-total</i>	<i>2 969 263</i>	<i>530 130</i>	<i>2 239 132</i>	<i>200 000</i>
Ouverture de crédit				
Agios courus	350	350		
<i>Sous-total</i>	<i>350</i>	<i>350</i>		
<b>Total</b>	<b>2 969 613</b>	<b>530 480</b>	<b>2 239 132</b>	<b>200 000</b>

## 2.2.7 Autres dettes

### 2.2.7.1 Classement par échéance

ETAT DES DETTES		A un an au plus	A plus d'un an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	à 1 an maximum à plus d'un an à l'origine	350,00 € 2 969 262,00 €	350,00 € 530 130,00 €	
Fournisseurs et comptes rattachés		2 851 398,00 €	2 851 398,00 €	
Personnel et comptes rattachés		560 261,00 €	560 261,00 €	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		562 832,00 €	562 832,00 €	
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices			
	Taxe sur la valeur ajoutée	304 969,00 €	304 969,00 €	
	Obligations cautionnées			
	Autres impôts, taxes et assimilés	181 535,00 €	181 535,00 €	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		109 628,00 €	109 628,00 €	
Groupe et associés (2)				
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)		110 869,00 €	110 869,00 €	
Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie *				
Produits constatés d'avance		873 417,00 €	523 585,00 €	349 832,00 €
<b>TOTAUX</b>		<b>8 524 521,00 €</b>	<b>5 735 557,00 €</b>	<b>2 588 964,00 €</b>
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice		2 005 000,00 €		
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice		497 221,00 €		

### 2.2.7.2 Charges à payer

	Montants
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	350
Emprunts et dettes financières divers	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	659 468
Dettes fiscales et sociales	982 949
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	86 190
<b>Total</b>	<b>1 728 957</b>

## 2.2.8 Comptes de régularisation

### 2.2.8.1 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance se détaillent comme suit:

- Etudes ou livraisons facturées d'avance pour 777 780 euros,
- Subventions d'exploitation reçues d'avance relatives à des programmes de recherche non immobilisés pour 95 638 euros,

Il convient de noter que les subventions de recherche précitées sont appréhendées en produits d'exploitation au rythme de l'engagement des dépenses subventionnées (Cf. 1.3.2.2).

## 3. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

### 3.1 VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Secteur d'activité / Marché géographique	Montant	Pourcentage
Production vendue (biens) / France	10 065 818	44%
Ventes de Produits résiduels	247	-
Produits activités annexes	26 924	-
Production vendue (biens) / UE & Export	10 084 878	44%
Production vendue (services) / France	1 981 843	9%
Production vendue (services) / UE & Export	586 276	3%
<b>Total</b>	<b>22 745 986</b>	<b>100%</b>

### 3.2 CONTRATS A LONG TERME

Le chiffre d'affaires résultant des opérations à long terme est comptabilisé suivant la méthode de l'avancement (Cf. 1.3.2.1).

Au 31 décembre 2017, la Société dispose d'un contrat en cours dont la marge est reconnue suivant la méthode de l'avancement. Ces contrats ne font pas l'objet de provisions pour pertes à terminaison.

### 3.3 PRODUCTION IMMOBILISEE

La production immobilisée de 2 831 970 euros est constituée des coûts de main d'œuvre et coûts d'investissements directement affectables aux éléments suivants :

- Coûts de développement de produits et logiciels R&D (Cf. 1.3.2.3)	2 379 073
- Coûts de fabrication de bancs de tests	404 247
- Coût de développement d'un logiciel interne	48 650

Les frais financiers sont exclus.

### 3.4 SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

La Société participe à des projets collaboratifs bénéficiant de subventions publiques accordées sur justification de dépenses engagées.

Les subventions sont rapportées au résultat au rythme de l'engagement des dépenses correspondantes (Cf. 1.3.2.2), soit -13 k€ en 2017 correspondant au solde d'un projet collaboratif.

Les autres subventions d'exploitation correspondent à des aides liées à l'embauche pour un montant global de 25 K€.

Les décalages entre le rythme de reconnaissance des subventions et leur rythme d'encaissement se traduisent au bilan de la manière suivante :

- Produits constatés d'avance : 95 638

### 3.5 MATIERES PREMIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS

La Société a diminué ses stocks de matières premières car un basculement des approvisionnements a été réalisé partiellement sur ses sous-traitants. Cela explique la diminution des achats de matières premières passant ainsi à 4 000 030 euros en 2017 contre 13 012 063 euros en 2016.

Corrélativement, les autres achats et charges externes ont significativement augmentés cette année.

### 3.6 TRANSFERT DE CHARGES

Le total des transferts de charges atteint 927 470€ et concerne :

- Des refacturations de composants aux sous-traitants 812 164 €
- Des transferts de charges externes 99 743 €
- Des remboursements d'IJ, prévoyance et avantages en nature 15 563 €

### 3.7 RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier est de -212 531€ et se décompose en:

Produits financiers	62 187 €
• Gains de change	5 179 €

• Produits financiers divers	20 317 €
• Reprise provision prime de non conversion	36 691 €
Charges financières	274 718 €
• Intérêts sur emprunts	54 399 €
• Agios bancaires	1 508 €
• Intérêts sur cession Dailly	277 €
• Charge financière sur affacturage	29 227 €
• Dotation provision perte de change	45 787 €
• Pertes de change	143 520 €

### 3.8 RESULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel de 55 859 euros correspond principalement à:

• la reprise sur amortissements dérogatoires	6 251 €
• du boni sur actions propres	27 655 €

### 3.9 IMPOT SUR LES SOCIETES

Le déficit fiscal reportable à fin 2017 est de 12 615 577 euros.

### 3.10 CREDIT D'IMPOT RECHERCHE

Le crédit d'impôt recherche (CIR) comptabilisé dans les comptes de la Société à la clôture de l'exercice s'élève à 810 650 euros.

Il est calculé sur la base des dépenses de recherche et développement de 2017.

### 3.11 CREDIT D'IMPOT COMPETITIVITE EMPLOI

Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) comptabilisé dans les comptes de la Société à la clôture de l'exercice s'élève à 124 458 euros.

Il est calculé sur la base des rémunérations brutes inférieures ou égales à 2,5 fois le SMIC et versées au titre de l'année civile 2017. Cette somme est inscrite en moins des charges sociales au compte de résultat et est imputée en moins du poste « Etat - impôt sur les Sociétés à payer » en dettes sociales et fiscales au bilan.

Ce « produit » correspond au crédit d'impôt qui va être demandé à l'occasion de la déclaration du solde de l'impôt sur les Sociétés.

Le CICE a permis notamment de participer partiellement au financement en matière d'investissement en recherche et développement, de formation et de recrutement.

## 4. AUTRES INFORMATIONS

### 4.1 ENGAGEMENTS HORS BILAN

#### 4.1.1 Suretés réelles accordées

Engagements financiers donnés et reçus sur emprunts

Les emprunts précisés ci-dessous dans les engagements donnés figurent déjà au bilan de la Société et sont juste récapitulés dans le tableau qui suit car ils sont garantis par des sûretés.

Les engagements reçus correspondent aux garanties de BPI France Financement sur les emprunts contractés de la Société dans la limite d'une certaine quotité.

En milliers d'Euros	2017	2016
Engagements donnés (cautions, nantissement de fonds de commerce)	2 201	562
Engagements reçus – garantie BPI France Financement	462	185

Dans le cadre de certains financements la Société a consenti un nantissement de fonds de commerce au profit des établissements prêteurs concernés pour garantir le remboursement des dits prêts.

#### 4.1.2 Engagements pris en matière de retraite

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total(1)
I. D. R.		345 560	345 560

Description des méthodes actuarielles et principales hypothèses économiques retenues : l'engagement de retraite est calculé selon la méthode des unités de crédits projetés.

- Table de mortalité appliquée- statistiques INSEE TD 2008-2010
- Taux d'actualisation : 1,30 %
- Taux d'évolution des rémunérations : 2 %
- Table de turn-over : faible
- Taux de charges patronales : 45%
- Nombre de trimestres à cotiser selon la législation en vigueur

## 4.2 REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Les rémunérations brutes et chargées allouées aux membres des organes de direction s'élèvent à 894 666 € au 31 décembre 2017.

Les jetons de présence alloués aux membres du conseil d'administration sont de 24 000 €.

## 4.3 EFFECTIF

L'effectif salarié moyen annuel est de 94 salariés. L'effectif au 31 décembre 2017 se détaille comme suit :

Effectif moyen	94		
Effectif au 31/12/2017	110		
Répartition des effectifs par directions	Non cadres	Cadres	Total
Activité service client et gestion des sous traitants	10	23	33
Recherche & Développement	4	34	38
Marketing et commerciaux	3	15	18
Administratifs	5	16	21
Total	22	88	110

## 4.4 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires des Commissaires aux comptes figurant au compte de résultat se ventilent comme suit

En milliers d'€		2 & 2 AUDIT	DELOITTE	Total
2017	Certification des comptes et examen semestriel limité des comptes individuels	19	37	56
	Services autres que la certification des comptes (SAAC)	-	-	-
2016	Certification des comptes et examen semestriel limité des comptes individuels	12	24	36
	Services autres que la certification des comptes (SAAC)	-	-	-

Deloitte & Associés a été nommé comme Co-Commissaire aux Comptes par l'AG du 19/01/2016. 2&2 Audit, représenté par Emmanuel BOURGEOIS, a été nommé par l'AG du 29/03/2016.

## RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES SOCIAUX

### Faits marquants

- Après le succès de l'introduction en bourse, la Société a mené une nouvelle opération d'augmentation de capital en 2017 qui a rencontré un large succès tant auprès des investisseurs institutionnels que des actionnaires individuels. Lancée le 21 avril 2017, cette opération a permis de lever 20,7 M€.
- Afin d'accompagner sa croissance, la Société poursuit sa dynamique de structuration par la répartition de son activité en deux Business Unit.

### Evolution du cours de l'action

- Au 29 décembre 2017
  - Cours 19.36 €
  - Capitalisation 98,5 M€
- Appartenance aux indices
  - EN GROWTH ALLSHARE
  - ENTERNEXT PEA-PME 150 (depuis le 27/09/2017)
- Mémento de l'actionnaire
  - Code ISIN FR0013156007
  - Ticker ALKLK
  - Code Reuters ALKLK.PA
  - Nombre de titres 5,086,104
  - Marché EURONEXT GROWTH



### Participations

- Kerlink Singapore LTD. PTE

La filiale à Singapour poursuit son développement et multiplie les négociations de contrats sur des projets de déploiements réseaux IoT sur la zone Asie – Pacifique. Elle emploie 2 salariés

- Kerlink INC

L'ouverture de la filiale à Chicago en janvier 2017 se traduit par l'inscription des titres de participation pour 95 euros à l'actif du bilan, montant correspondant au capital de 100 \$ américains converti au taux historique en euros.

L'activité de prospection et de business développement à débuter depuis mi-octobre avec les premiers succès avec Yeap ! et Senet. Elle emploie 2 salariés

- Kerlink IoT solutions India Private Ltd

La création de la filiale à Chennai en juillet 2017 se traduit par l'inscription des titres de participation pour 26 576 euros à l'actif du bilan, montant correspondant au capital de 2 000 000 roupies indiennes converti au taux historique en euros.

Cette filiale est en charge du suivi du projet avec Tata Communication, elle emploie 1 personne depuis août 2017. Elle a réalisé les ventes des produits fabriqués en Inde depuis septembre 2017.

## Activité

Le chiffre d'affaires de la Société s'élève à 22,7 M€ au 31 décembre 2017 contre 14,1 M€ au 31 décembre 2016, représentant une croissance organique de 61%.

L'International a été au cœur de la dynamique d'activité avec un chiffre d'affaires de près de 10,7 M€, multiplié par 2,6 par rapport à 2016. Sa contribution ressort à 47% de l'activité totale contre 28% en 2016, illustrant la percée de la Société sur tous les marchés à forts investissements IoT.

## Résultat

Sur l'exercice, le résultat d'exploitation s'élève à – 2068 K€ contre – 1 588 K€ en 2016.

Le poste charges de personnel a notamment augmenté de 2 076 K€. L'effectif moyen de la Société est de 94 personnes en 2017 contre 64 sur l'exercice 2016.

Le résultat financier s'établit à – 212 K€ contre – 377 K€ à période comparable.

Le résultat exceptionnel s'élève à 56 K€ contre 19 K€ en 2016.

Enfin, le résultat net de la Société se stabilise à -1 397 K€ contre – 1 337 K€ en 2016.

## Activité en matière de Recherche & Développement

En 2017, la Société a intensifié ses efforts en matière de Recherche et Développement pour répondre aux évolutions du marché ainsi qu'à sa stratégie axée sur des offres innovantes et la montée dans la chaîne de la valeur.

La Société a dépensé 5 027 K€ en matière de Recherche et Développement sur lesquels un montant de 2 832 K€ a pu être activé.

Le crédit d'impôt recherche (CIR) comptabilisé dans les comptes de la Société à la clôture de l'exercice s'élève à 811 K€.

## Charges non déductibles fiscalement

- La taxe sur les véhicules de sociétés pour 1 380 € et l'impôt correspondant pour 460 €.

## Montant des dividendes distribués par la Société au cours des trois derniers exercices

Néant



## Délais de paiement

Rapport de gestion : modèle type de tableaux utilisés pour présenter les informations relatives aux délais de paiement des fournisseurs et des clients (Annexe 4-1 à l'article A 441-2)

	Article D. 441-I.-1° : Factures <u>recues</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D. 441-I.-2° : Factures <u>émises</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
<b>(A) Tranches de retard de paiement</b>												
Nombre de factures concernées						105						157
Montant total des factures concernées TTC	0 €	217 306 €	109 229 €	5 490 €	42 498 €	374 523 €	71 737 €	1 561 832 €	82 857 €	17 815 €	239 991 €	1 902 495 €
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice TTC		0,91%	0,46%	0,02%	0,18%	1,57%						
Pourcentage du chiffre d'affaires TTC de l'exercice							0,29%	6,24%	0,33%	0,07%	0,96%	7,61%
<b>(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées</b>												
Nombre des factures exclues											0	
Montant total des factures exclues						0,00 €					0,00 €	
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais légaux :					fin de mois 45 jours	Délais légaux					fin de mois 45 jours

**Résultats des 5 derniers exercices**

Montants en K€	2013	2014	2015	2016	2017
Capital social	757	757	757	973	1 373
Nombre d'actions ordinaires	582 500	582 500	582 500	3 605 341	5 086 104
Chiffre d'affaires hors taxes	3 622	4 858	7 444	14 159	22 746
Résultat avant impôt, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	-718	-153	-368	-1 186	-577
Impôts sur les bénéfices	-357	-522	-417	-609	-828
Participation des salariés dus au titre de l'exercice	0	0	0	0	0
Résultat après impôt, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	-688	-209	-829	-1 337	-1 397
Résultat distribué	0	0	0	0	0
Effectif moyen	37	39	44	64	94
Montant de la masse salariale de l'exercice	1 610	1 794	2 018	3 234	4 666
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	689	741	848	1 348	1 992

**Evènements postérieurs à la clôture**

En février 2018, le Groupe a annoncé avoir investi et formé un partenariat commercial avec Microshare Inc., une société basée aux États-Unis, spécialisée dans la gestion des données IoT. Le partenariat avec Microshare soutient la stratégie de Kerlink de montée dans la chaîne de valeur de l'IoT, au-delà de son expertise cœur dans l'infrastructure et la gestion opérationnelle du réseau, et d'élargir la gamme de ses services à valeur ajoutée.

## **KERLINK**

Société anonyme

1 rue Jacqueline Auriol  
35325 Thorigné-Fouillard

---

### **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2017

#### **Deloitte & Associés**

7 avenue Charles Tillon  
35000 Rennes  
Membre de la Compagnie régionale de  
Versailles

#### **2&2 Audit**

44 rue de Rennes  
35138 Betton  
Membre de la Compagnie régionale de Rennes

**Deloitte & Associés**  
7 avenue Charles Tillon  
35000 Rennes  
Membre de la Compagnie régionale de  
Versailles

**2&2 Audit**  
44 rue de Rennes  
35138 Betton  
Membre de la Compagnie régionale de Rennes

---

## **KERLINK**

Société anonyme  
1 rue Jacqueline Auriol  
35325 Thorigné-Fouillard

---

### **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2017

---

Aux actionnaires de la société KERLINK,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société KERLINK relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

##### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- Les notes 1.3.3.3 et 2.1.3.2 de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des frais de développement. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné les modalités d'inscription à l'actif des frais de développement ainsi que celles retenues pour leur amortissement et pour la vérification de leur valeur actuelle et nous nous sommes assurés que les notes 1.3.3.3 et 2.1.3.2 de l'annexe fournissent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

### ***Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels***

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

### ***Rapport sur le gouvernement d'entreprise***

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les



omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rennes et Betton, le 4 avril 2018

Les commissaires aux comptes

**Deloitte & Associés**

**2&2 Audit**

Guillaume RADIGUE  
*Associé*

Emmanuel BOURGEOIS  
*Associé*



# ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE



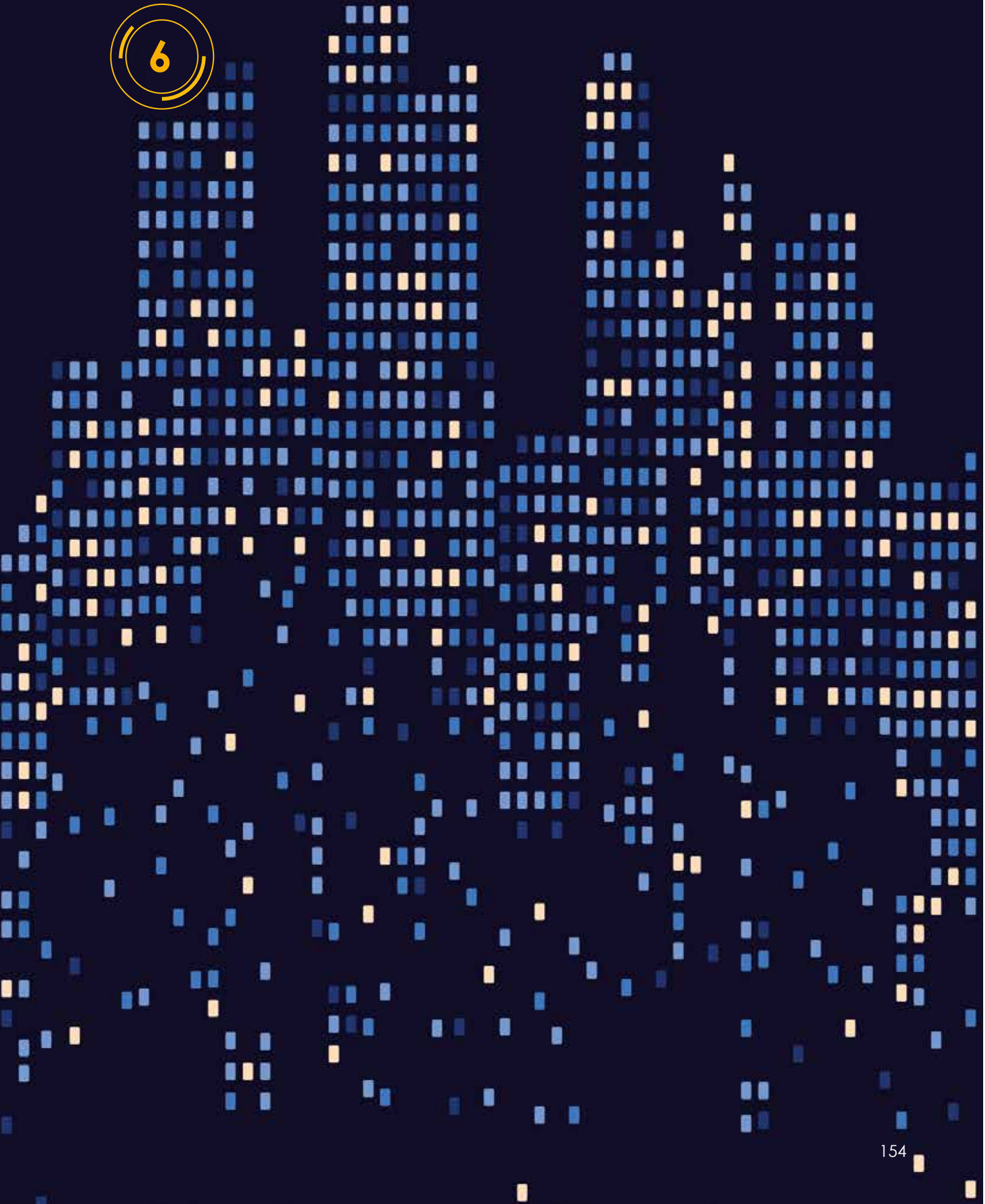
J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables, et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société, et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels la Société est confrontée.

Fait à THORIGNÉ-FOUILLARD, le 30 Mars 2018

Monsieur William GOUESBET, Président Directeur Général de la société KERLINK



# RENSEIGNEMENTS A CARACTERE GENERAL



## DENOMINATION ET SIEGE SOCIAL

### KERLINK SA

1 Rue Jacqueline AURIOL  
35235 THORIGNE FOUILLARD

TEL : +33 2 99 12 29 00

## FORME ET LEGISLATION

Société Anonyme à Conseil d'administration

### RCS & APE

RCS Rennes 477 840 441 - APE : 7112B

## CONSULTATION DE LA DOCUMENTATION

Tous les documents peuvent être consultés au siège social :

### KERLINK SA

1 Rue Jacqueline AURIOL  
35235 THORIGNE FOUILLARD

Egalement sur notre site Internet : [www.kerlink.com](http://www.kerlink.com)

## EXERCICE SOCIAL

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de chaque année

## CAPITAL SOCIAL ET DROITS DE VOTE

Le capital social de KERLINK s'élève à **1 373 248.08€** au 31 décembre 2017, divisé en 5 086 104 actions de 0.27 euros de nominal et en 6 251 710 droits de votes théoriques.

## CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES

### Deloitte & Associés

185 Avenue Charles de Gaulle  
92200 Neuilly Sur Seine  
Représenté par Mr Guillaume Radigue  
Date de nomination : Assemblée Générale du 19 janvier 2016, pour une durée de six exercices.

### SARL 2 et 2 Audit

44 Rue de Rennes  
35831 Betton cedex  
Représenté par Mr Emmanuel Bourgeois  
Date de nomination : Assemblée Générale du 29 mars 2016, pour une durée de six exercices.

Fin des mandats : Assemblée Générale qui se réunira en 2022, en vue de l'approbation des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2021.

## REALISATION DU RAPPORT & CONTACTS

### Robert CLAPHAM

Directeur Général Adjoint

### Constance CHAPLET

Chargée de communication financière

Adresse :

### KERLINK SA

1 Rue Jacqueline Auriol  
35235 Thorigné-Fouillard  
Téléphone : + 33 2 99 12 29 00  
Télécopie : + 33 2 99 12 29 11  
Courriel : [investors@kerlink.com](mailto:investors@kerlink.com)





  
**kerlink**  
communication is everything